

BILAN DE L'ACTIVITE DU FGAS POUR LA GENERATION 2016

1. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES POUR LA GENERATION 2016 : PREAMBULE.....	2
2. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES EN METROPOLE POUR LA GENERATION 2016.....	6
2.1 L'ENSEMBLE DES OPERATIONS PAS DE LA GENERATION 2016.....	6
2.2 LES OPERATIONS PAS SEULS DE LA GENERATION 2016.....	26
2.3 LES OPERATIONS COMBINANT PAS ET PRETS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2016 :	52
2.4 LES ÉCO-PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2016.....	69
3. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER POUR LA GENERATION 2016.....	73
3.1 OPERATIONS PAS DOM SEULS DE LA GENERATION 2016	73
3.2 OPERATIONS PAS ET PTZ GARANTIS DE LA GENERATION 2016	74
3.3 ECO-PRETS GARANTIS DANS LES DOM	75
4. ANNEXES	76

1. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS

GARANTIES POUR LA GENERATION 2016 :

PREAMBULE

Comme tous les bilans depuis 2013, ce bilan est effectué à partir du nombre d'opérations financées par des prêts garantis et non pas le nombre de prêts. Ceci est dû au fait qu'au cours du temps certains établissements de crédit ont eu de plus en plus recours à la pratique qui consiste à déclarer à la SGFGAS plusieurs prêts pour une même opération. La présentation porte donc sur les logements financés et non sur le nombre de prêts concourant au financement desdits logements. Compte tenu par ailleurs des différences entre les différentes combinaisons de prêts garantis, on abordera successivement pour la métropole :

1. l'ensemble des opérations PAS (réunion des deux catégories ci-dessous pour l'essentiel)
2. les opérations PAS seuls (i.e. financées exclusivement par des PAS)
3. les opérations financées par un ou plusieurs PAS et un PTZ garanti
4. les opérations financées par un éco-prêt (avec ou sans PAS)

Nombre d'opérations garanties en France métropolitaine et DOM

2016	Nombre d'opérations	Coût moyen opération (€)
PAS sans PTZG et sans EcoPTZG	47 278	170 611
PAS et PTZG (sans ECOPTZG)	26 397	191 737
PAS et EcoPTZG (sans PTZG)	24	121 210
Ensemble des opérations PAS	73703	178 164
EcoPTZG seul	254	19 055(*)

(*)Effectif exploitable 252 sur 254

Nombre d'opérations garanties en France métropolitaine

2016	Nombre d'opérations	Coût moyen opération (€)
PAS sans PTZG et sans EcoPTZG	46 901	170 649
PAS et PTZG (sans EcoPTZG)	26 065	191 648
PAS et EcoPTZG (sans PTZG)	24	121 210
Ensemble des opérations PAS	72 994	178 134
EcoPTZG seul	254	19 055(*)

(*)Effectif exploitable 252 sur 254

Nombre d'opérations garanties en DOM

2016	Nombre d'opérations	Coût moyen opération (€)
PAS sans PTZG et sans EcoPTZG	377	165 898
PAS et PTZG (sans EcoPTZG)	332	198 729
PAS et EcoPTZG (sans PTZG)	0	-
Ensemble des opérations PAS	709	181 271
EcoPTZG seul	0	-

On trouvera un développement spécifique aux départements d'outre-mer dans la partie 2 du bilan.

Méthodologie de la construction des opérations FGAS

Pour pouvoir rattacher différents prêts à une même opération, on considère que dans le système d'information du FGAS, ils doivent avoir en commun les caractéristiques suivantes¹ :

- l'établissement émetteur
- le type d'objet du prêt de l'opération²
- le code Insee du logement
- le montant d'opération
- le montant annuel revenu d'éligibilité au FGAS
- la zone du lieu d'implantation de l'opération
- le nombre de personnes dans le ménage
- la CSP
- l'année d'émission

Les caractéristiques d'une opération sont les suivantes :

- la génération est celle du premier prêt mis en force.
- la durée de l'endettement (i.e. de la phase accession dans le cas général mis à part les prêts travaux seuls) est caractérisée par la durée du prêt le plus long.
- une opération est considérée à taux fixe si tous les prêts la composant le sont.
- le montant prêté d'une opération correspond à la somme des montants prêtés des prêts garantis pour cette opération.

Certains établissements font deux voire quatre déclarations distinctes à la SGFGAS lorsque le prêt PAS est à taux révisable avec une partie fixe (prêt mixte) ou lissé, ce qui a pour effet d'augmenter artificiellement le nombre de prêts dans le système d'information, et par voie de

¹ Une tolérance est également admise lorsqu'une et une seule des caractéristiques est différente (excepté pour l'établissement émetteur, et limité à une faible différence pour le montant d'opération et l'année d'émission)

² Pour les éco-prêts associés à des PAS le type d'opération est celui du PAS rattaché

conséquence la production des établissements concernés. Cette pratique a eu tendance à se développer depuis quelques années. Il a donc été décidé à partir de 2013 de modifier le bilan en prenant en compte cette pratique.

En raisonnant par opérations financées et non plus par prêts, le bilan rend mieux compte des logements effectivement financés et des ménages emprunteurs via le dispositif des prêts garantis.

Cette présentation n'a pas d'impact sur les montants (globaux) de prêts garantis, par contre elle fiabilise les montants moyens par logement financé (i.e. opération)

Les graphiques sur les taux d'intérêts réalisés dans le bilan sont quant à eux établis à partir du prêt le plus important en terme de montant. La durée est celle du prêt le plus long, et la date de l'offre est celle du premier prêt émis. Ainsi, ce prêt caractérise l'opération. Le taux nominal et le TEG d'une opération sont pondérés par le montant de chaque prêt participant à l'opération.

Le tableau ci-dessous montre les caractéristiques de l'ensemble des opérations PAS dans le neuf et dans l'ancien :

<i>Ensemble des opérations PAS en 2016</i>	Nombre d'opérations	Coût moyen opération (€)	Taux d'intérêt nominal moyen	Durée moyenne
dans le neuf	26 030	201 813	2,18	24 ans et 2 mois
dans l'ancien	46 964	165 005	1,97	21 ans et 6 mois

2. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS

GARANTIES EN METROPOLE POUR LA

GENERATION 2016

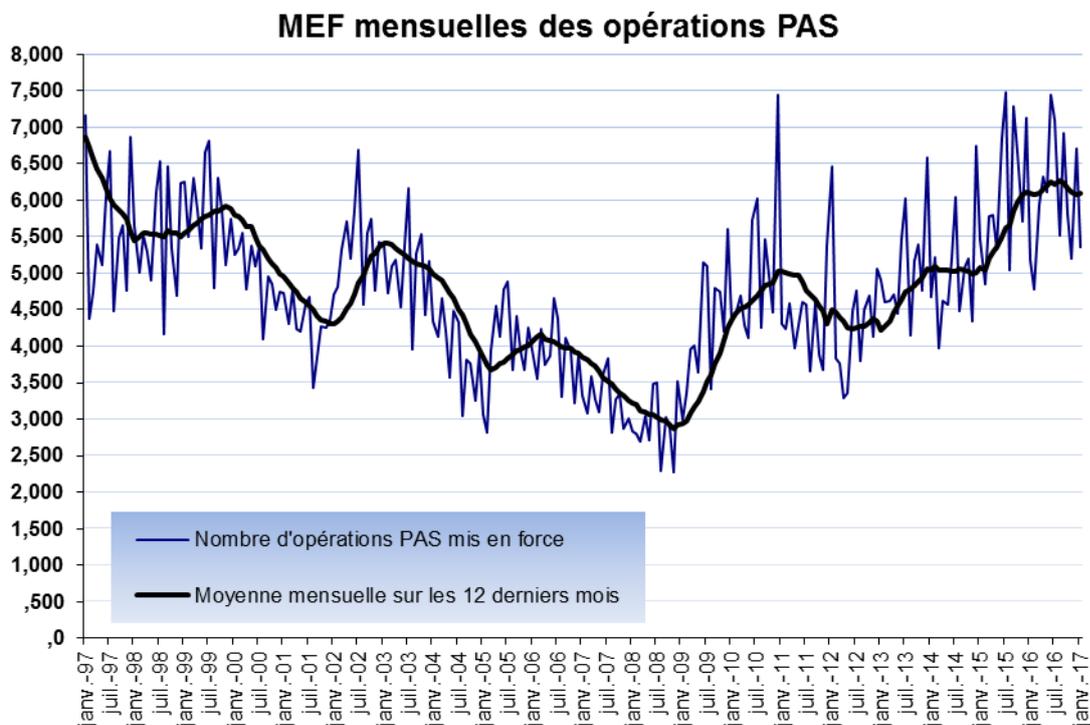
2.1 L'ENSEMBLE DES OPERATIONS PAS DE LA GENERATION 2016

La génération 2016 compte 72 994 opérations financées par au moins un PAS (appelées dans ce qui suit « opération PAS ») en métropole pour un montant prêté global de 10,7 Mds d'euros. Fin 2016, le FGAS comptait 1 305 394 opérations PAS en Métropole pour un montant total de crédits de 1 287,2 Mds d'euros (informations parvenues à la SGFGAS au 16 février 2017).

Génération du 1er prêt mis en force	Nombre d'opérations PAS	Montant garanti (M€)
1993	8 791	341,1
1994	39 190	1 549,3
1995	37 258	1 584,1
1996	81 186	4 213,5
1997	66 777	3 909,6
1998	65 922	4 227,9
1999	70 576	5 010,1
2000	59 883	4 324,4
2001	51 647	3 906,4
2002	64 352	5 290,2
2003	60 801	5 389,8
2004	47 516	4 511,1
2005	48 150	4 987,1
2006	55 620	6 274,3
2007	30 518	3 556,7
2008	34 822	4 023,0
2009	50 947	6 194,6
2010	60 252	7 532,2
2011	51 753	6 514,1
2012	52 137	6 703,9
2013	60 815	8 052,6
2014	60 116	7 979,1
2015	73 371	10 480,5
2016	72 994	10 664,3
Total	1 305 394	127 220,1

Après avoir connu un pic en 2002 avec 64 352 opérations PAS, le nombre d'opérations mises en force (MEF) a décliné jusqu'en 2007 (30 518) pour augmenter de nouveau à 60 252 opérations

PAS en 2010. En 2011 et 2012, le nombre d'opérations PAS baisse autour de 52 000 puis croît autour de 60 000 en 2013 et 2014 puis augmente à nouveau en 2015 à 73 371, soit une augmentation de 20,2% du nombre d'opérations, et se stabilise en 2016 avec 72 994 opérations. La moyenne mensuelle en 2016 est de 6 083 opérations PAS mises en force (contre 6 114 en 2015) avec un maximum de 7 438 opérations en juin 2016.



Pour la génération 2016, le montant moyen des prêts garantis est de 146 098 € (en faible hausse de 2,3% par rapport à 2015) pour un coût d'opération également en augmentation à 178 134 € (+3,8%), et une quotité globale de financement de 82,0% inférieure à celles de 2015 (83,3%) et 2014 (82,3%).

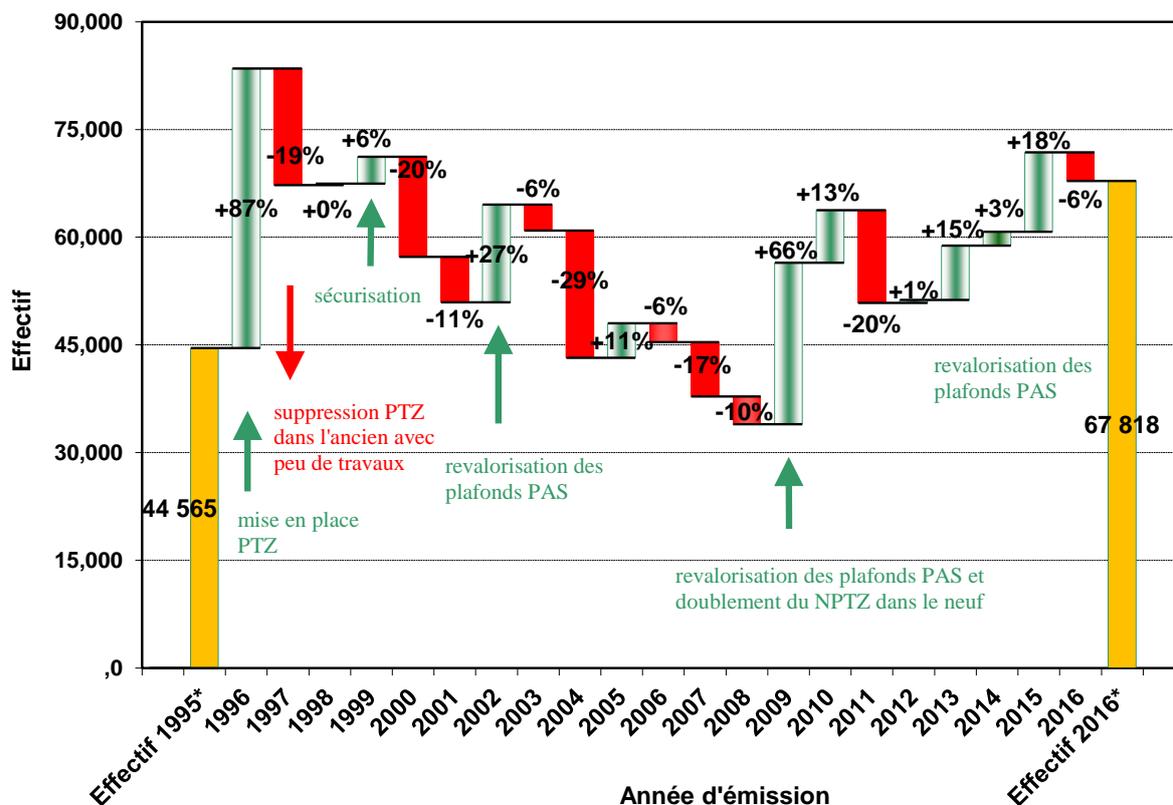
Les emprunteurs ont un revenu mensuel moyen de 2 511 € en 2016, en baisse par rapport à 2015 (2 609 €).

Le graphique ci-après illustre les impacts des réformes qui ont influencé les émissions des PAS depuis 1994 :

- 1996 : Création du prêt à 0% qui a entraîné une hausse spectaculaire et inégale de la distribution des PAS de +87% sur un an.

- 1999 : Le démarrage de la sécurisation des prêts garantis a eu un effet positif, mais moins ample : +5% sur un an ;
- novembre 2001 : Revalorisation des plafonds des PAS. C'est l'année suivante que cette réforme porte ses fruits : la production des PAS est en progression très forte, atteignant +27% ;
- la création du NPTZ avec l'extension à l'ancien sans travaux relance la distribution des PAS en 2005 : +11% sur un an ;
- novembre 2008 : Revalorisation des plafonds PAS (alignement sur ceux du NPTZ). C'est l'année suivante que cette réforme montre ses effets ;
- 15 janvier 2009 : Doublement du NPTZ dans le neuf ;
- 1^{er} avril 2009 : Création de l'éco-prêt à taux zéro qui peut bénéficier de la garantie du FGAS pour les ménages sous plafonds de ressources PAS ;
- janvier 2010 : Modification des plafonds PAS à la baisse (alignement sur ceux des PLUS) ;
- juillet 2010 : Fin en sifflet du doublement du NPTZ dans le neuf ;
- 1^{er} janvier 2011 : Création du PTZ+ qui met fin au NPTZ et au crédit d'impôts sur les intérêts d'emprunt (TEPA) ;
- 1^{er} janvier 2012 : Recentrage du PTZ+ sur le neuf uniquement (ne subsiste plus pour l'ancien que la vente HLM)
- 1^{er} octobre 2014 : Alignement des plafonds de ressources PAS sur ceux du PTZ
- 1^{er} janvier 2015 : Possibilité de faire un PTZ dans l'ancien hors HLM sous condition de travaux dans certaines communes
- 1^{er} janvier 2016 : Ouverture du PTZ ancien sous condition de travaux à l'ensemble des communes

Evolution des opérations PAS par année d'émission du 1er prêt émis



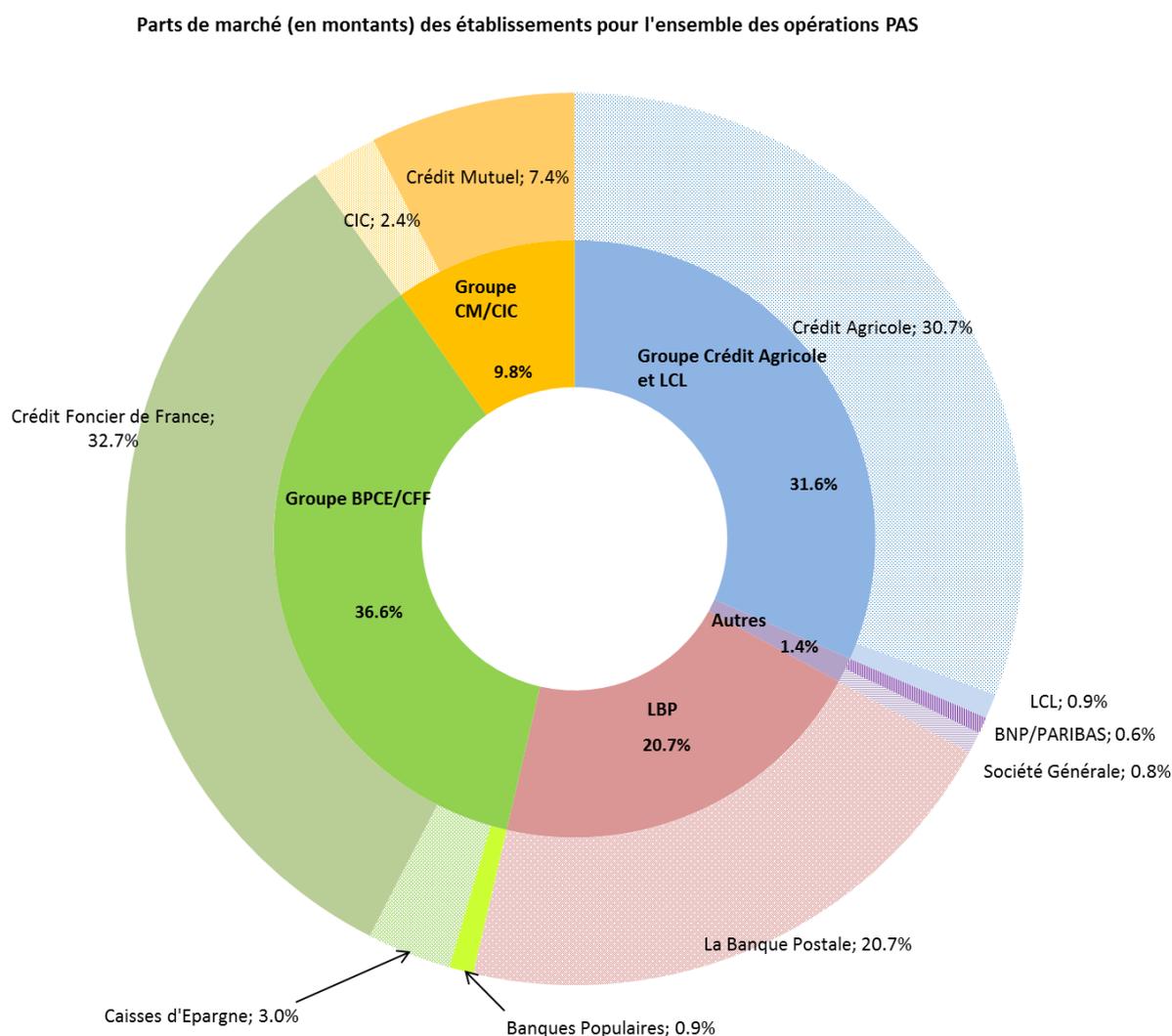
* nombre d'opérations : données de février 2017

A propos des **émissions** d'opérations PAS en 2016, les chiffres sont encore très provisoires puisque les déclarations d'émission sont loin d'avoir été toutes reçues au 16/02/2017 (elles ne le sont qu'au fur et à mesure des mises en force). Il est probable que le nombre d'opérations PAS émises en 2016 soit en fait plus important que celui de 2015 à cause de ce décalage dans les déclarations.

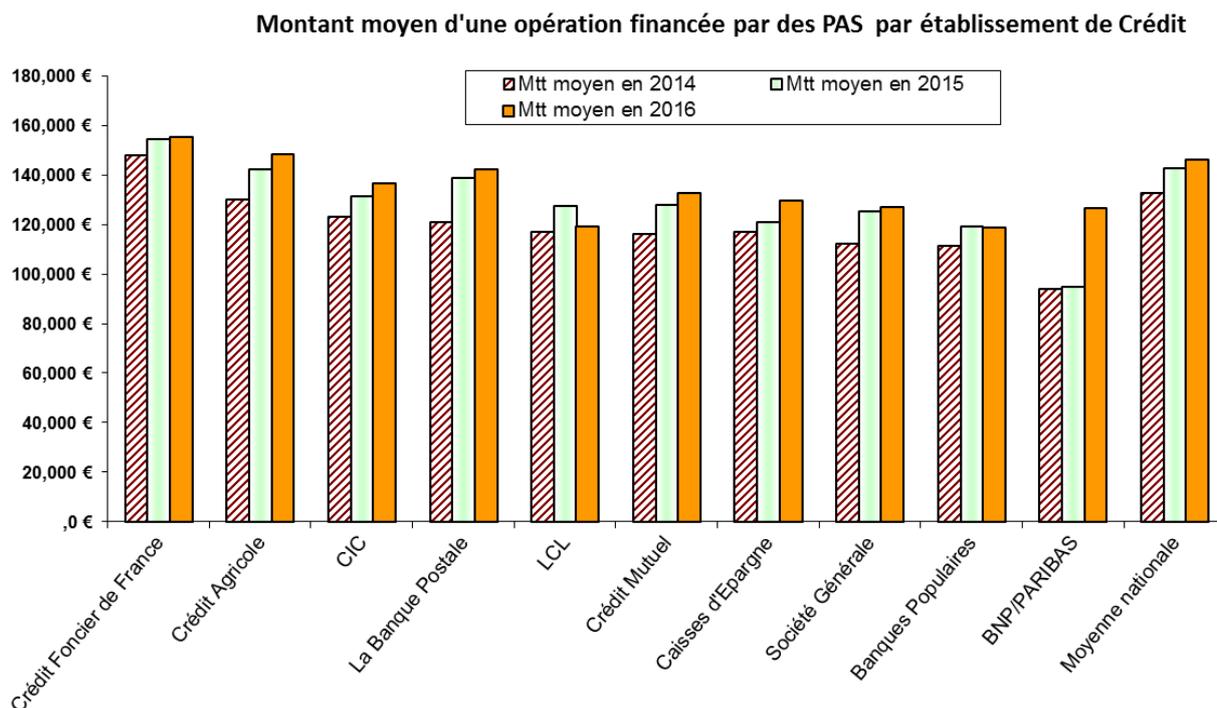
A noter que pour 2015 il est possible qu'il y ait, à l'avenir, encore de légers ajustements (à la hausse).

Répartition des opérations PAS par établissement

Le « classement » des établissements est légèrement différent de celui de l'année 2015. Le Crédit Foncier de France reste le premier distributeur de PAS, avec une part de marché (en montants) passant de 36,9% en 2015 à 32,7% en 2016 et un montant prêté en baisse de 9,9%, passant de 3 869M€ à 3 484M€. Le Crédit Agricole est encore en deuxième position avec une part de marché qui progresse, passant de 26,6% à 30,7%. En troisième position, la Banque Postale, nouveau distributeur de PAS depuis décembre 2012, atteint une part de marché de 20,7%, et perd 1,4 point, devant le Crédit Mutuel qui passe de 7,1% à 7,4%. Les Caisses d'Épargne gagnent 0,7 point à 3,0% et se retrouvent devant le CIC à 2,3% (+0,1 point). Viennent ensuite les Banques Populaires et LCL, avec chacun 0,9% de part de marché.



Le groupe BPCE/Crédit Foncier distribue 36,6% des montants prêtés pour les opérations PAS (soit 3,6 points de moins par rapport à 2015 avec une baisse du montant prêté de 7,4%) suivi, avec 31,6% par le groupe Crédit Agricole et LCL (en hausse de 4,4 points par rapport à 2015 et une augmentation du montant prêté de 18,4%) puis la Banque Postale (20,7%, soit une baisse de 1,4 point par rapport à 2015). Avec un montant prêté en hausse de 6,2%, la part de marché du groupe Crédit Mutuel/CIC se situe à 9,8%.



Le montant moyen prêté est en hausse pour l'ensemble des établissements à l'exception de LCL et des Banques Populaires, les variations allant de +33,2% pour BNP PARIBAS (suivi de +7,5% pour les Caisses d'Épargne) à -6,5% pour LCL.

Répartition géographique des opérations PAS

La structure régionale des opérations PAS de la génération 2016 n'est pas modifiée par rapport à 2015. Avec 13 640 opérations en 2016, la région Ile de France reste la région où les opérations PAS sont les plus nombreuses (18,7% de l'ensemble des opérations PAS). La région Auvergne-Rhône-Alpes reste la seconde région, puisqu'elle représente 16,4% de l'ensemble des opérations PAS au titre de la génération 2016 (14,8% pour la génération 2015). Dans la région Occitanie, 7 429 opérations PAS sont recensées, soit 10,2% du total national (10,7% pour la génération 2015). Ainsi pour cette génération, les quatre premières régions concentrent à elles seules 54,7% de l'ensemble des opérations PAS pour 47,7% de la population française³.

Evolution des opérations PAS de la génération 2016 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2016/2015	Décomposition de de la variation (*)	Part de la région (montants)
Ile de France	13 640	18.7%	-2.9%	-0.6%	23.5%
Auvergne-Rhône-Alpes	11 935	16.4%	10.0%	1.5%	14.9%
Occitanie	7 429	10.2%	-5.0%	-0.5%	9.9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 960	9.5%	10.7%	0.9%	9.5%
Pays de la Loire	5 998	8.2%	-4.4%	-0.4%	7.9%
Hauts-de-France	5 596	7.7%	-9.6%	-0.8%	7.6%
Nouvelle-Aquitaine	5 279	7.2%	-9.3%	-0.7%	7.1%
Grand Est	4 566	6.3%	-6.5%	-0.4%	5.9%
Normandie	3 281	4.5%	12.2%	0.5%	3.8%
Bretagne	3 045	4.2%	5.9%	0.2%	3.4%
Centre-Val de Loire	2 577	3.5%	-4.0%	-0.1%	3.3%
Bourgogne-Franche-Comté	2 188	3.0%	-2.6%	-0.08%	2.5%
Corse	500	0.7%	8.2%	0.1%	0.7%
Ensemble	72 994	100%	-0.5%	-0.5%	100%

(*) Cette colonne correspond à la variation entre 2016 et 2015 par rapport au total de 2015.

La répartition géographique par montants place au premier rang l'Ile-de-France, avec 23,5% des montants prêtés pour les opérations PAS. Cela s'explique à la fois par des coûts d'opération et des quotités d'endettement plus élevés. Les régions Auvergne-Rhône-Alpes avec 14,9%, Occitanie avec 9,9% et Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 9,5% restent des régions importantes.

Quant au montant prêté moyen, il va de de 117 968 € en Bretagne à 180 502 € en Ile-de-France.

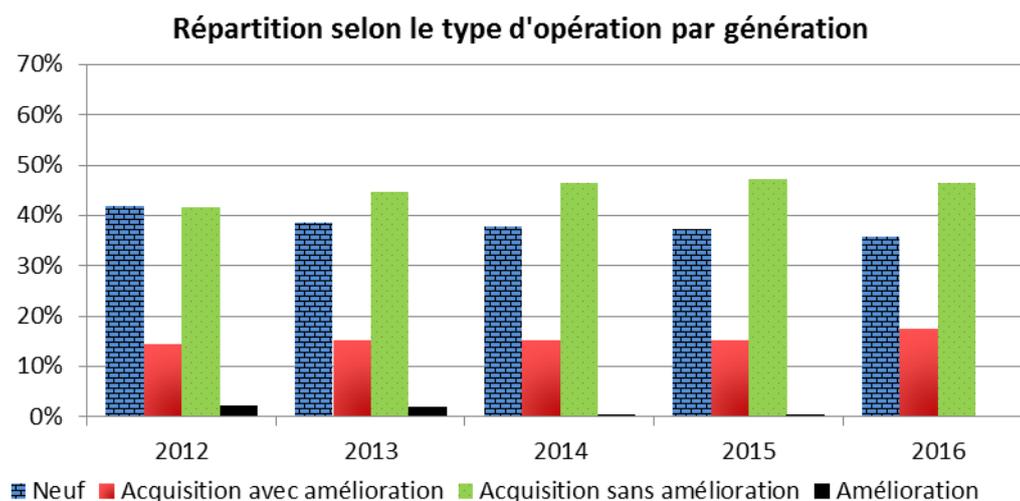
³ Source : [Insee 2013](#)

Caractéristiques des opérations PAS

Le montant moyen de l'opération est en augmentation, passant de 171 555 € pour la génération 2015 à 178 134 € en 2016.

Le graphique ci-dessous montre la **répartition des opérations PAS selon le type d'opération** depuis 2012. En 2016, la part du neuf continue de diminuer tout comme l'amélioration pour atteindre respectivement 35,7% et 0,3%.

En termes d'effectifs, cela se traduit par une baisse de 5,0% pour le neuf, de 1,7% dans l'acquisition sans amélioration et de 28,1% dans l'amélioration, contre une hausse de 15,0% dans l'acquisition avec amélioration. La part de l'acquisition seule baisse de 0,6 point par rapport à 2015 tandis que celle de l'acquisition avec amélioration augmente de 2,4 points et elles représentent respectivement 46,5% et 17,6% des opérations en 2016. Quant à l'amélioration, sa part baisse par rapport à 2015 (en perte de 0,1 point).



Répartition des opérations PAS par type d'opération

	2014		2015		2016		Evolution	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	14/15	15/16
Construction ou acquisition d'un logement neuf	22 687	37.7%	27 386	37.3%	26 030	35.7%	20.7%	-5.0%
Acquisition avec amélioration	9 182	15.3%	11 147	15.2%	12 817	17.6%	21.4%	15.0%
Acquisition sans amélioration	27 949	46.5%	34 525	47.1%	33 922	46.5%	23.5%	-1.7%
Amélioration	298	0.5%	313	0.4%	225	0.3%	5.0%	-28.1%
Ensemble	60 116	100%	73 371	100%	72 994	100%	22.0%	-0.5%

Le montant moyen d'opération (annexe 1) augmente dans le neuf : avec +4,5% en 2016, +4,2% en 2015. Le coût d'opération de l'amélioration seule augmente de 3,3% en 2016 (-0,2% en 2015), celui de l'acquisition avec amélioration augmente (+7,2% en 2016, +7,2% en 2015). Le coût de l'acquisition sans amélioration augmente également en 2016 avec +3,2%, après une hausse de 8,5% en 2015. Comme les années précédentes, le neuf reste la catégorie la plus chère avec un coût moyen d'opération s'élevant à 201 813 € (193 068 € en 2015), suivi par l'acquisition seule à 168 821 € (163 654 € en 2015). Les améliorations seules et les acquisitions avec amélioration ont un coût moyen d'opération respectif de 76 615 € et 156 458 €

S'agissant de la différenciation de l'Ile-de-France et de la province, le nombre d'opérations PAS au titre de la génération 2016 diminue de 2,9% en Ile-de-France et augmente de 0,1% en province. Concernant la répartition des opérations selon le type d'acquisition par rapport à l'ensemble, nous constatons une diminution dans le neuf en Ile-de-France et en province (respectivement 32,3% contre 34,3% en 2015 et 36,4% contre 38,0% en 2015) et une augmentation dans l'ancien (respectivement 67,7% en 2016 contre 65,7% en 2015 et 63,6% en 2016 contre 62,0% en 2015) sauf pour l'amélioration seule passant de 0,4% en 2015 à 0,3% en 2016 dans l'ensemble.

En zone A, on relève 12 524 opérations PAS alors que cet effectif est respectivement de 18 412 en zone B1, 14 976 en zone B2 et 27 082 en zone C.

***Répartition des opérations PAS de la génération 2016 selon le type d'opération
et la distinction Province/ Ile de France***

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	4 410	32.3%	21 620	36.4%	26 030	35.7%
Acquisition avec amélioration	498	3.7%	12 319	20.8%	12 817	17.6%
Acquisition sans amélioration	8 725	64.0%	25 197	42.5%	33 922	46.5%
Amélioration	7	0.1%	218	0.4%	225	0.3%
Ensemble	13 640	100%	59 354	100%	72 994	100%

Le montant moyen prêté de l'opération PAS a globalement augmenté (+2,3%) par rapport à la génération 2015 pour un coût moyen d'opérations également en augmentation (+3,8%).

***Coût moyen d'opération et montant moyen prêté (en €) des opérations PAS de la
génération 2016***

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
	Opération PAS		Opération PAS		Opération PAS	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	237 993	206 101	194 432	164 242	201 813	171 334
Acquisition avec amélioration	210 308	187 360	154 281	132 941	156 458	135 055
Acquisition sans amélioration	202 990	160 959	157 007	121 247	168 821	131 461
Amélioration	121 874	107 618	75 162	60 916	76 615	62 369
Ensemble	214 545	176 490	169 773	139 114	178 134	146 098

Le coût moyen d'opération et le montant prêté moyen demeurent nettement plus importants (respectivement de 26,4% et 26,9%) en Ile-de-France qu'en province. Concernant l'évolution de 2015 à 2016 en Ile-de-France, le montant moyen d'opération augmente de 2,1% : il augmente de 3,7% dans le neuf, de 4,7% dans l'acquisition avec amélioration et de 1,4% dans l'acquisition sans amélioration. En province, le montant moyen d'opération augmente également (+4,5%). Il est en hausse de 4,9% dans le neuf, de 7,2% dans l'acquisition avec amélioration et de 3,9% dans l'acquisition sans amélioration. Le montant moyen augmente également de 1,7% dans l'amélioration seule. S'agissant du montant moyen prêté, il augmente pour l'ensemble des opérations à l'exception de l'acquisition sans amélioration en Ile-de-France (-1,0%) et de l'amélioration seule en province (-1,7%). La hausse toutes opérations confondues est de 0,7% en Ile-de-France et de 2,9% en province.

Le coût moyen d'opération et le montant moyen prêté demeurent nettement plus importants en zone A que dans les autres zones avec 216 014 € de montant moyen opération pour un montant moyen prêté de 173 542 €

Dans les trois autres zones, le montant moyen d'opération se situe entre 157 587 € et 192 720 € pour un montant moyen prêté compris entre 133 517 € et 152 367 €

Le montant moyen d'opération varie de 155 084 € pour les Banques Populaires à 185 635 € pour La Banque Postale. Ces montants moyens d'opération sont en hausse par rapport à 2015 pour la

plupart des établissements : BNP PARIBAS (+19,1%), le Crédit Agricole (+5,0%), le Crédit Foncier (+5,0%), le CIC (+3,3%), le Crédit Mutuel (+3,0%), les Caisses d'Epargne (+2,3%), la Banque Postale (+1,9%) et les Banques Populaires (+1,1%). Ces montants moyens ne sont en baisse que pour la Société Générale (-0,4%) et LCL (-1,0%).

La quotité moyenne de l'opération globale⁴ se situe entre 68,9% pour BNP PARIBAS et 87,9% pour le Crédit Foncier. Elle est de 73,6% pour LCL, 76,4% pour les Banques Populaires, 76,5% pour la Société Générale, 76,7% pour la Banque Postale, 80,5% pour le CIC et le Crédit Mutuel, 81,3% pour le Crédit Agricole et 82,4% pour les Caisses d'Epargne.

Au vu des déclarations reçues, les prêts complémentaires (Prêts Epargne Logement, Prêts Sociaux, Prêts 1%) ne seraient présents que dans 7,1% des opérations PAS de la génération 2016 et compte tenu des montants déclarés, il en découlerait un taux d'apport personnel se situant autour de 16,0%.

Pour cette raison, la quotité moyenne de l'opération est à prendre sous beaucoup de réserve, cf. également développement page 61.

On note une légère diminution de la quotité de 1,2 point pour l'ensemble des opérations PAS par rapport à la génération 2015, 1,1 point en Ile-de-France et 1,3 point en Province. La quotité en Province baisse globalement par rapport à celle d'Ile-de-France : dans l'amélioration (-7,3 points par rapport à l'Ile-de-France), dans l'acquisition avec amélioration (-2,9 points par rapport à l'Ile-de-France), pour l'acquisition sans amélioration (-2,1 points par rapport à l'Ile-de-France) et pour le neuf (-2,1 points par rapport à l'Ile-de-France).

En s'intéressant aux zones, on remarque que la quotité des opérations PAS est la plus élevée en Zone C avec 84,7%, suivie par les zones B2, A et B1 avec respectivement 83,4%, 80,3% et 79,1% de quotité.

⁴ Sont exclus du calcul de la quotité d'endettement le montant des autres prêts accompagnants les PAS, PTZ garantis et éco-prêts garantis (Prêts Epargne Logement, Prêts Sociaux...)

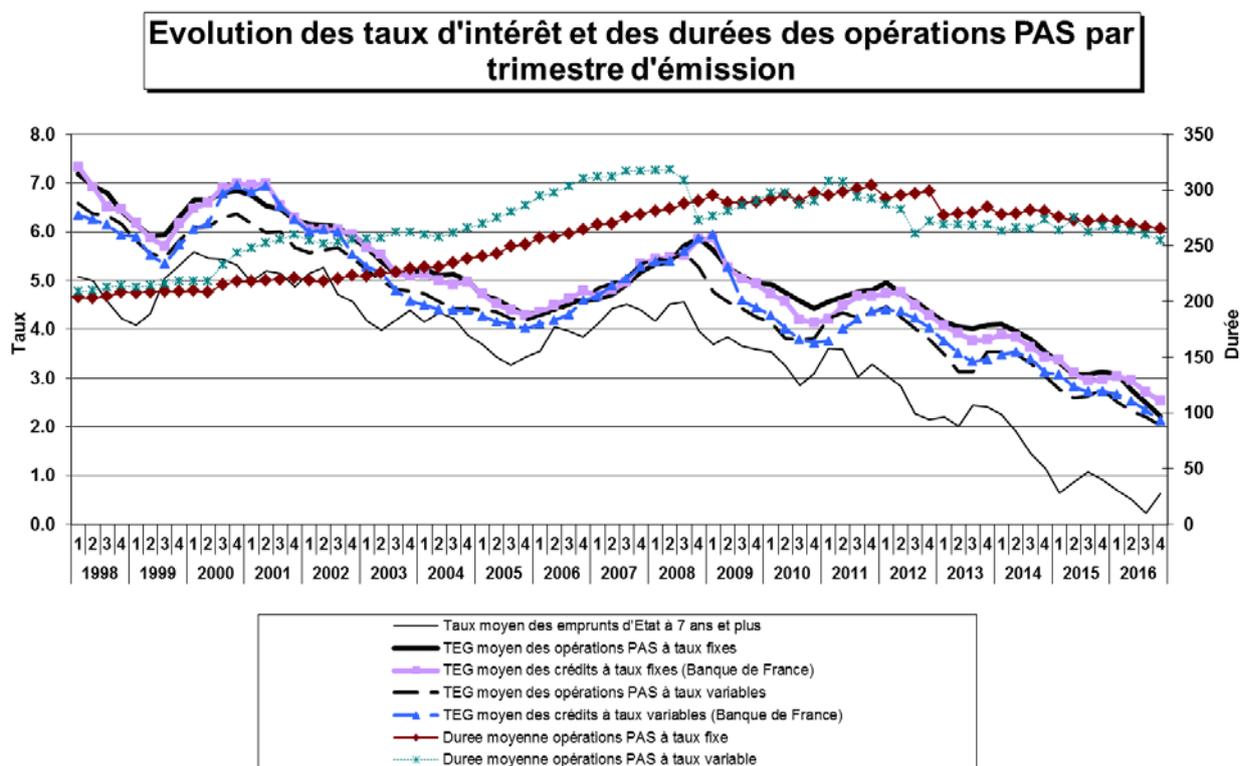
Quotité moyenne globale des opérations PAS en 2016

	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	86.6%	84.5%	84.9%
Acquisition avec amélioration	89.1%	86.2%	86.3%
Acquisition sans amélioration	79.3%	77.2%	77.9%
Amélioration	88.3%	81.0%	81.4%
Ensemble	82.3%	81.9%	82.0%

Le graphique ci-dessous présente **l'évolution des TEG** des opérations pondérées par les montants de chaque prêt de l'opération et les durées correspondent à la durée du prêt le plus long.

Une baisse des taux avec une durée du prêt plutôt stable, permet in fine de garder une bonne solvabilité aux acquéreurs pour un montant de PAS plus élevé.

On remarque à compter de fin 2008 une baisse brutale de la durée moyenne initiale des PAS à taux variable pour atteindre progressivement le même niveau que les durées des PAS à taux fixe. On peut penser qu'après la crise de 2008, les établissements ont souhaité réduire le risque avec une réduction des durées initiales pour disposer d'une marge supplémentaire d'ajustement de la durée pour maintenir la mensualité constante en cas de hausse des taux. Les durées des opérations PAS à taux fixe deviennent supérieures à celles des opérations à taux variables. L'année 2012 marque un écart plus important entre la durée moyenne des opérations PAS à taux variable et celle des opérations à taux fixes qui depuis reste plus faible. Fin 2016 les durées se confondent presque.



Le TEG moyen des opérations PAS à taux fixes se confond avec le TEG moyen des crédits à taux fixes de 1998 à 2008. A partir de 2009, on aperçoit un écart, qui tend à se resserrer depuis.

Le TEG moyen des crédits à taux variables est souvent supérieur à celui des opérations PAS.

Le taux nominal constant moyen des opérations PAS à taux fixes, dans l'ensemble, diminue passant de 3,27% en 2014 à 2,54% en 2015 et à 2,07% en 2016.

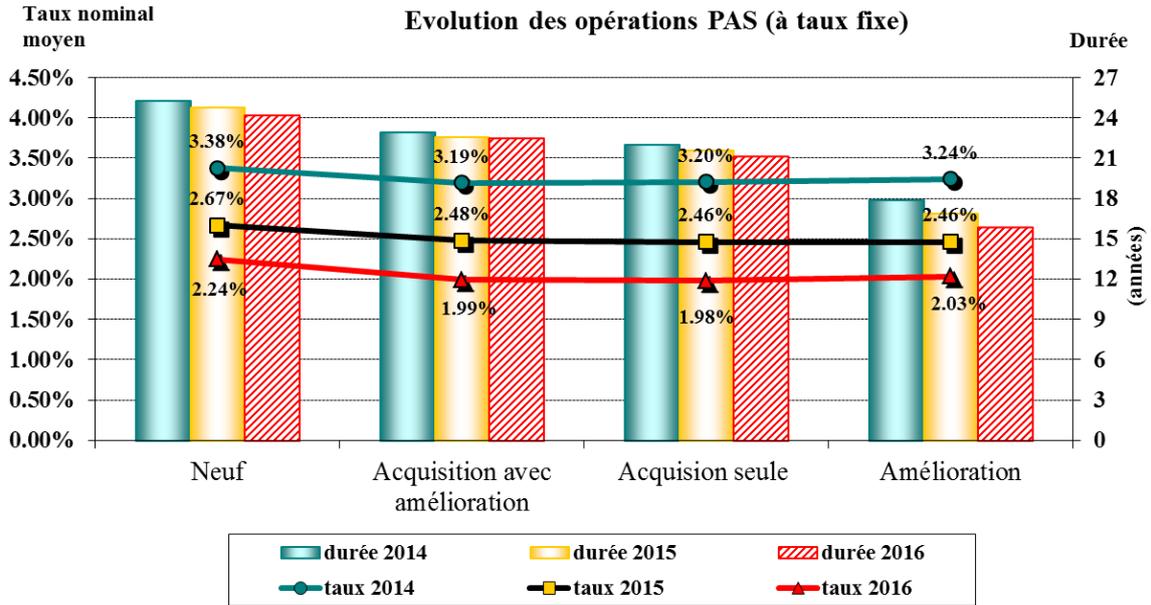
Les évolutions du taux nominal constant moyen sont modérées entre 2015 et 2016 : -42 points de base dans le neuf, -49 points dans l'acquisition avec amélioration, -48 points dans l'acquisition seule et -43 points dans l'amélioration seule.

S'agissant du type d'acquisition, 2016 présente des taux légèrement plus faibles pour les opérations dans l'ancien avec 2,03% dans l'amélioration, 1,98% dans l'acquisition seule, et 1,99% dans l'acquisition avec amélioration pour 2,24% dans le neuf.

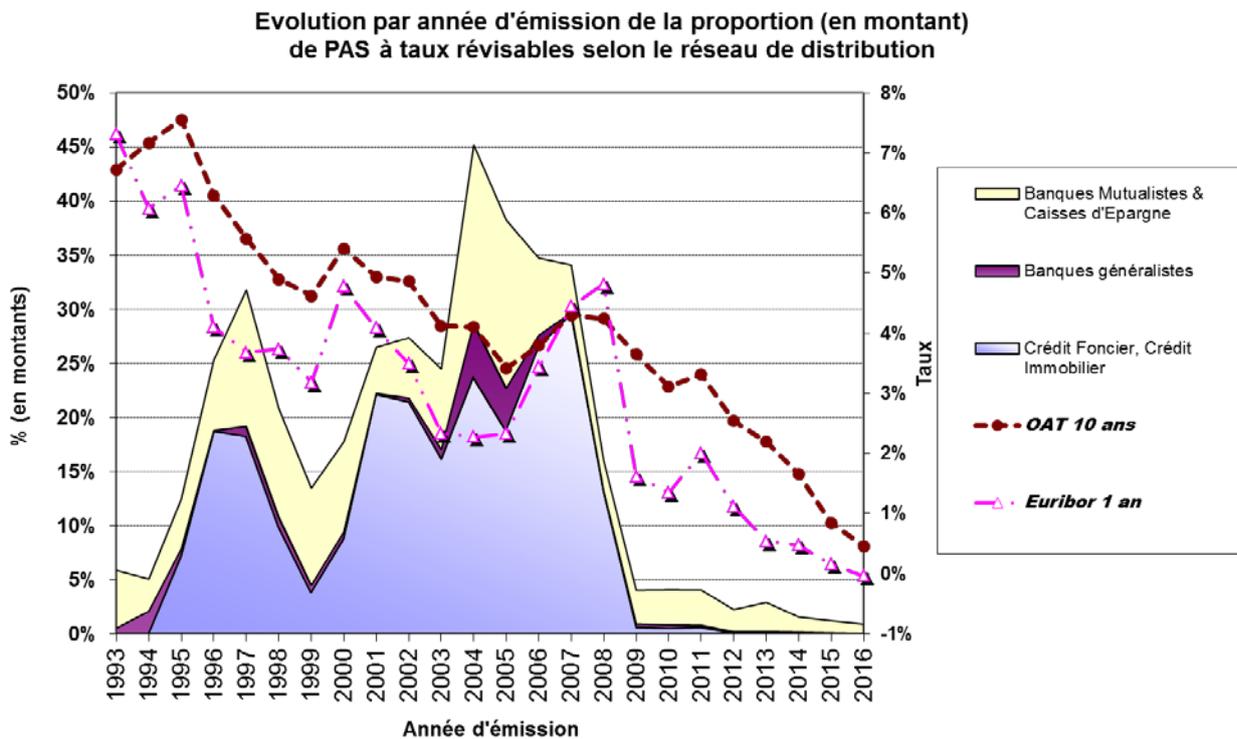
En moyenne sur l'ensemble des opérations, la durée des PAS à taux fixe baisse faiblement de 5 mois et se situe désormais à 22 ans et 6 mois en 2016. Cette diminution se fait plutôt ressentir dans l'amélioration seule (-12 mois).

Durée moyenne des opérations PAS à taux fixe (en mois)

	2014	2015	2016
Construction ou acquisition d'un logement neuf	304	298	291
Acquisition avec amélioration	276	271	270
Acquisition sans amélioration	264	259	254
Amélioration	215	203	191
Ensemble	281	275	270



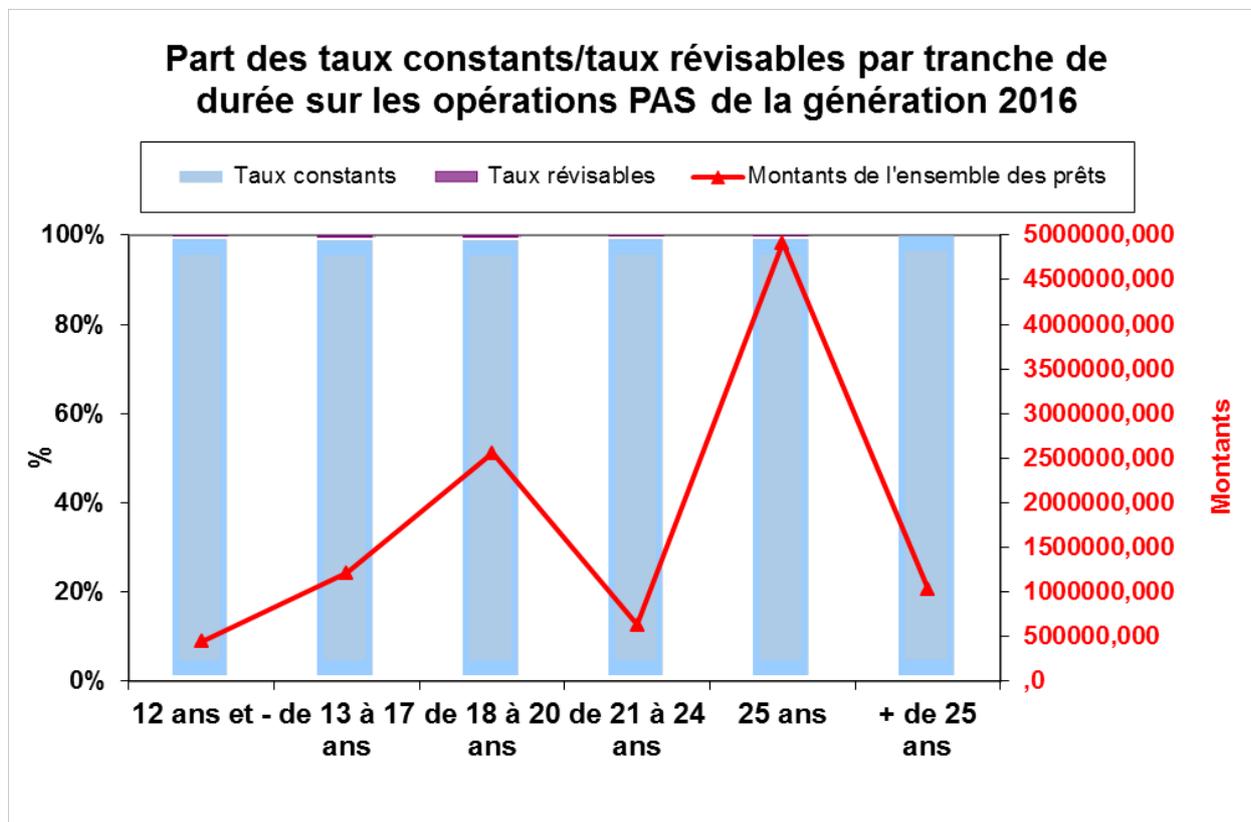
La proportion de PAS à taux révisable par année d'émission⁵ selon les principaux réseaux de distribution est mise en regard de l'évolution de l'OAT 10 ans au cours du temps :



⁵ Les émissions ont été préférées aux mises en force ou à la notion de la génération afin de pouvoir comparer l'évolution de la proportion des PAS à taux révisables vis-à-vis des taux longs.

La part des PAS (en montants) à taux révisable a connu deux phases de progression depuis 1993 : entre 1993 et 1996 puis entre 1999 à 2004, alors que la diminution des taux rend l'endettement à taux fixe pourtant plus avantageux pour les emprunteurs. En 2004 la part des PAS à taux révisables (en montants) émis a ainsi atteint 49,2%, pour baisser constamment depuis. En 2016, la part des PAS à taux révisables émis atteint 0,9% avec des taux en baisse par rapport à 2015 (0,46% contre 0,84% pour l'OAT et -0,03% contre 0,16% pour l'Euribor 1 an).

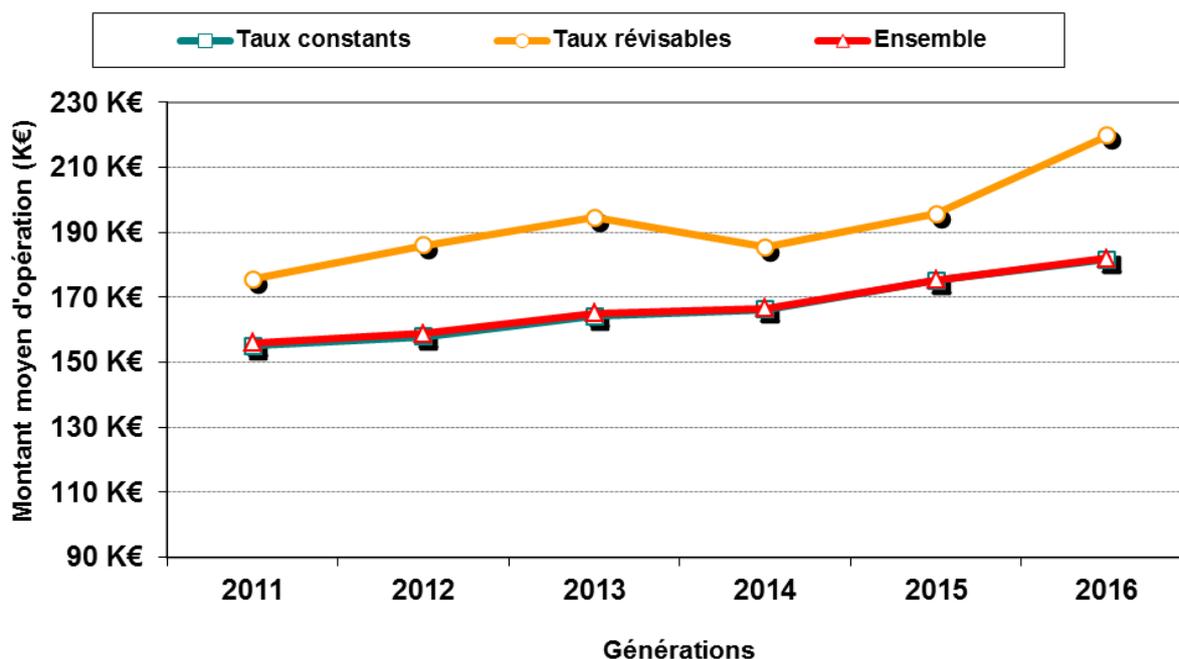
Quelle que soit la tranche de durée du prêt, la part des PAS à taux révisables (en montants distribués) ne dépasse pas les 2%.



La part des opérations à taux révisables est en moyenne de 0,9% en 2016 contre 1,3% en 2015. Pour les PAS d'une durée inférieure ou égale à 12 ans, la part est de 1,0%, pour les prêts d'une durée comprise entre 13 et 17 ans, la proportion atteint son maximum à 1,1%.

Les taux révisables portent sur des montants d'opérations plus importants (cf. le graphique ci-après) :

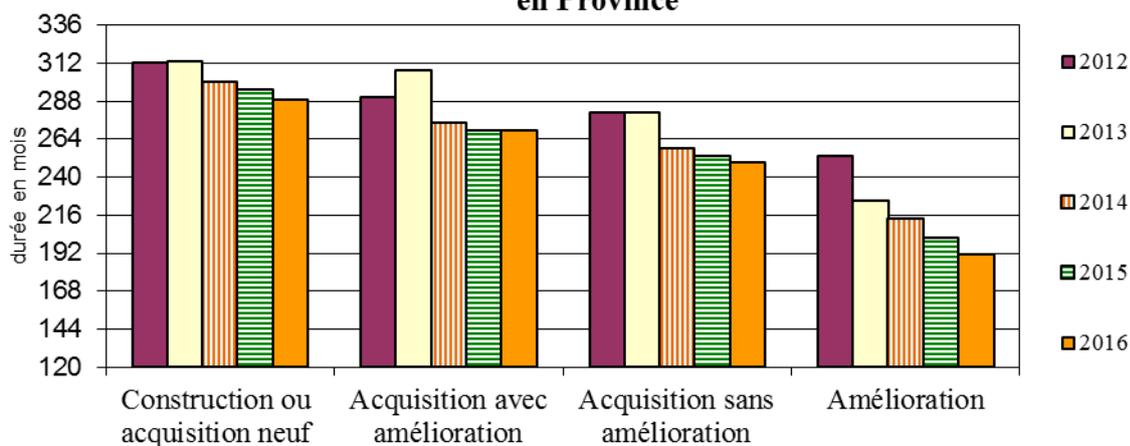
Evolution du montant moyen d'opération selon le type de taux



Quelle que soit le type de taux, **la durée des PAS**, continue de baisser : 24 ans et 9 mois en 2012, 23 ans et 7 mois en 2013, 23 ans et 4 mois en 2014, 22 ans et 11 mois en 2015 et 22 ans et 6 mois en 2016.

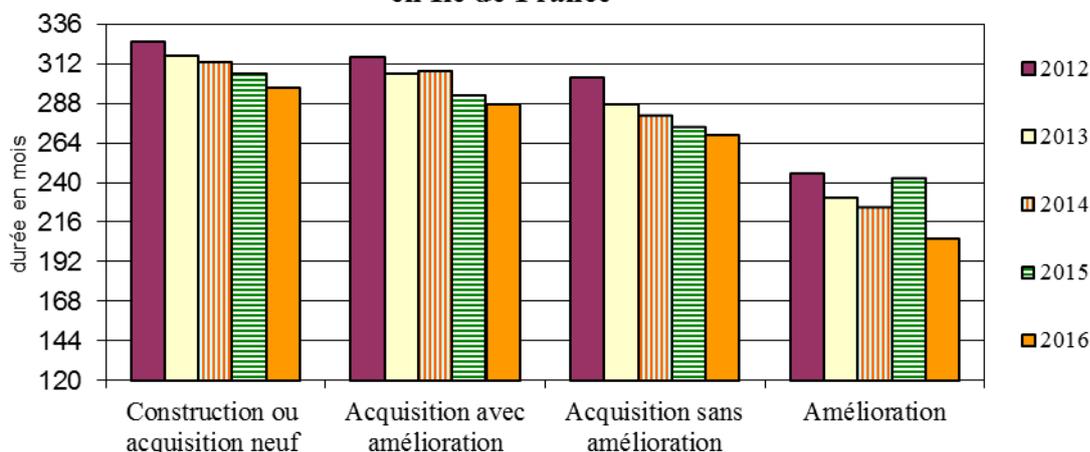
La baisse de la durée entre 2015 et 2016 est plus marquée en Ile-de-France qu'en province. On remarque que la diminution de la durée d'emprunt dans l'amélioration seule continue (-11 mois), et une diminution moins marquée dans le neuf et dans l'acquisition sans amélioration avec respectivement -7 mois et -5 mois par rapport à 2015. La durée dans l'acquisition avec amélioration est stable.

Durée d'une opération financée par PAS en Province



La durée moyenne reste toujours plus longue en Ile-de-France avec 23 ans et 3 mois contre 22 ans et 4 mois en province.

Durée d'une opération financée par PAS en Ile de France



Selon le type d'opération, la durée moyenne d'emprunt en Ile-de-France, connaît une baisse entre 2015 et 2016 ; -9 mois dans le neuf, -7 mois dans l'acquisition avec amélioration, -5 mois dans l'acquisition sans amélioration. La baisse de la durée de 37 mois dans l'amélioration seule est à nuancer par les faibles effectifs de ces opérations en Ile-de-France (7 en 2016, 13 en 2015). La durée moyenne d'emprunt la plus longue reste dans le neuf avec 24 ans et 10 mois. Dans l'ancien, la durée moyenne d'emprunt est plus courte 22 ans et 6 mois.

Caractéristiques des ménages

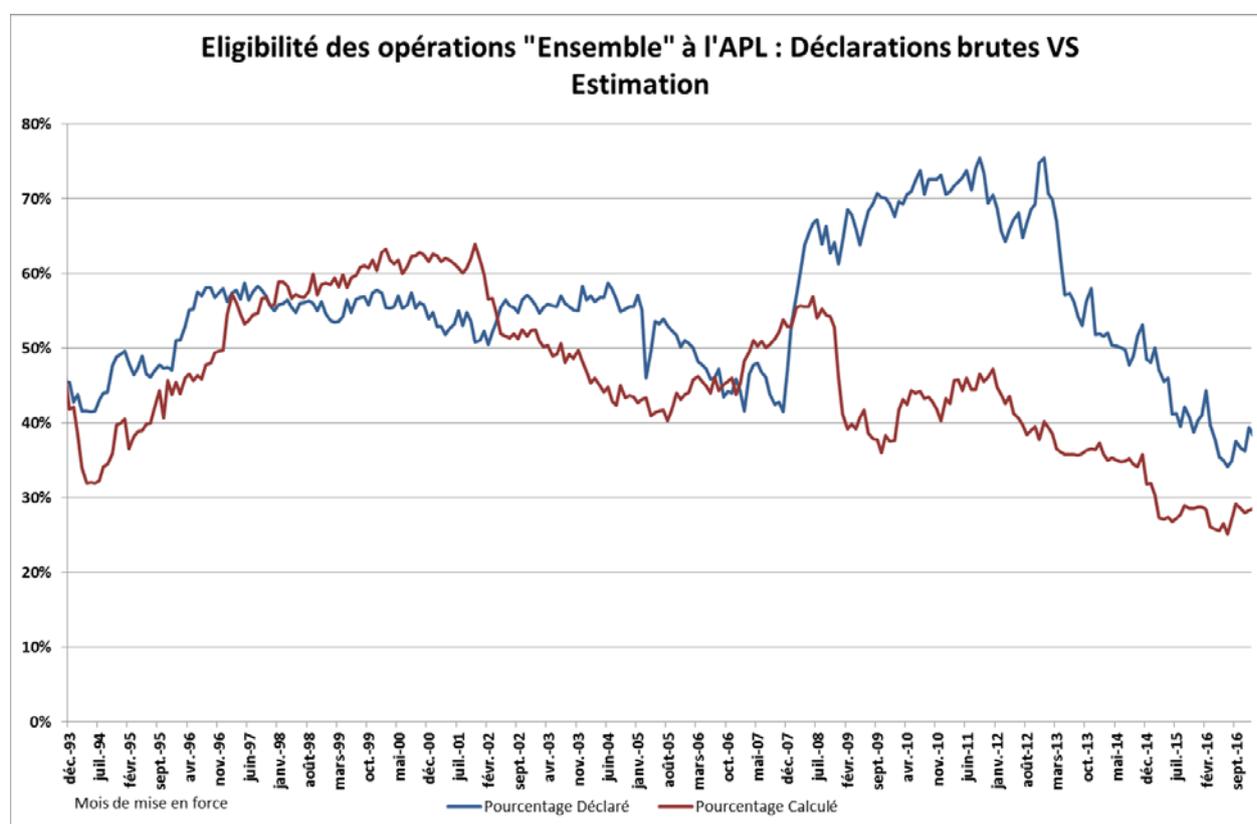
Etant donné que les opérations PAS seuls représentent 67% des opérations PAS dans leur ensemble, les caractéristiques des ménages concernés suivent les mêmes tendances.

Les données liées aux différentes ventilations (taille de ménage, CSP, ...) restent néanmoins disponibles dans les annexes FGAS.

Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs pour les opérations financées au moins par un prêt PAS

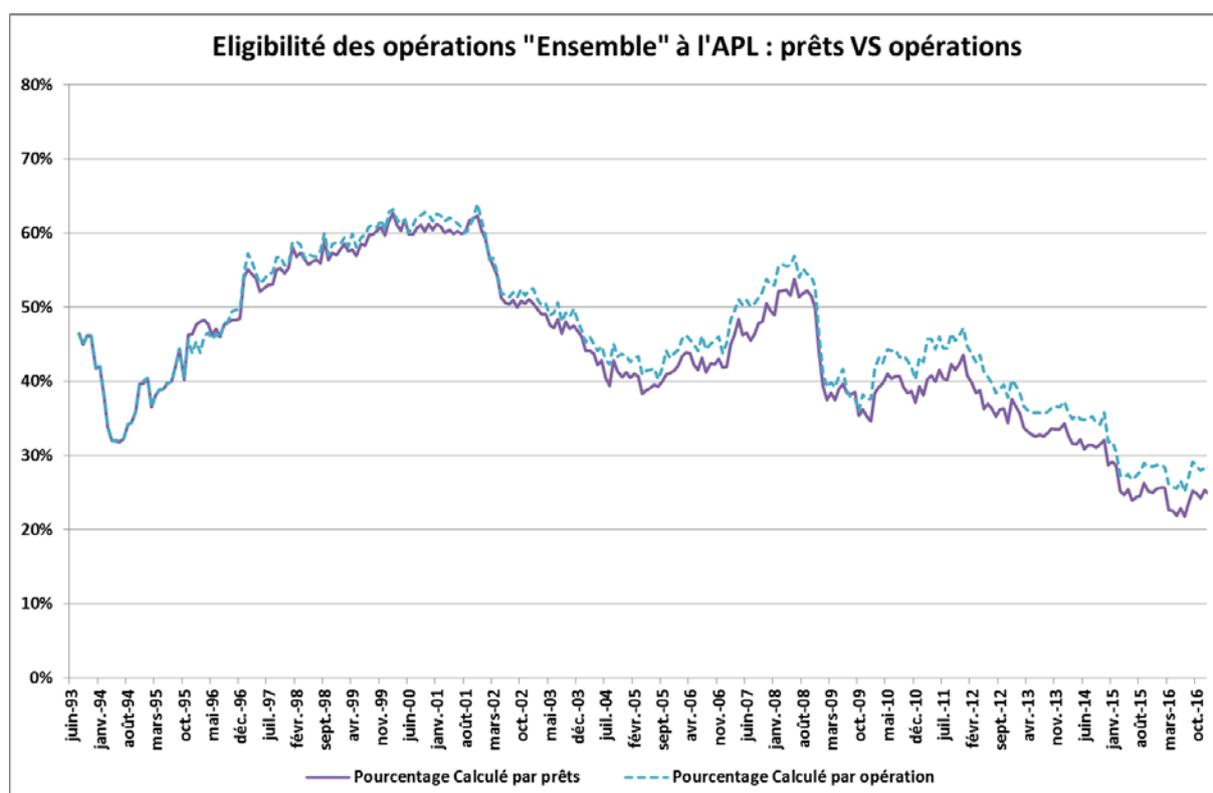
a- Déclarations des EC et Estimation par la SGFGAS :

En analysant l'éligibilité à l'APL pour l'ensemble des opérations financées par au moins un prêt PAS, l'écart entre les déclarations brutes et celles estimées se creuse à partir de 2008, ce phénomène est également observable dans l'analyse des opérations PAS et PTZ et celles des PAS seuls.



b- Analyse par prêts et analyse par opération :

L'analyse par opération permet de mettre en évidence par ailleurs que, l'évaluation de l'éligibilité à l'APL prêt par prêt sous estimait la véritable éligibilité de l'emprunteur en ce sens que le montant prêté utilisé pour l'estimation, ne tenait pas compte de l'ensemble des autres prêts PAS finançant la même opération.



2.2 LES OPERATIONS PAS SEULS DE LA GENERATION 2016

La génération 2016 compte 46 901 opérations financées par des PAS seuls en métropole pour un montant prêté global de 6,2 Mds d'euros. Fin 2016, le FGAS comptait 581 999 opérations PAS seuls en Métropole pour un montant total de crédits de 49.9 Mds d'euros (informations parvenues à la SGFGAS au 16 février 2017).

Génération du 1er prêt mis en force	Nombre d'opérations PAS seuls	Montant garanti (M€)
1993	8 791	341.1
1994	39 190	1 549.2
1995	34 104	1 386.0
1996	37 632	1 560.3
1997	23 840	1 037.2
1998	23 945	1 207.4
1999	24 358	1 396.9
2000	20 428	1 184.2
2001	18 348	1 117.2
2002	28 884	2 050.4
2003	29 258	2 305.3
2004	22 167	1 922.4
2005	15 204	1 448.1
2006	14 055	1 445.9
2007	6 857	747.2
2008	7 224	765.4
2009	7 465	790.5
2010	7 172	787.4
2011	9 067	1 000.1
2012	26 671	3 073.5
2013	41 398	4 950.9
2014	40 517	4 811.1
2015	48 523	6 354.1
2016	46 901	6 265.8
Total	581 999	49 498

Après avoir connu un pic en 2003 avec 29 258 opérations PAS seuls, le nombre d'opérations mises en force (MEF) a décliné jusqu'en 2010 (7 172). En 2013 le nombre d'opérations finançant des PAS seuls atteint un nouveau pic avec 41 398 opérations puis en 2015 avec 48 523

opérations, pour terminer avec une petite baisse du nombre d'opérations en 2016 de 3,0%. La moyenne mensuelle en 2016 est de 3 908 opérations PAS seuls mis en force (contre 4 044 en 2015 et 3 376 en 2014).

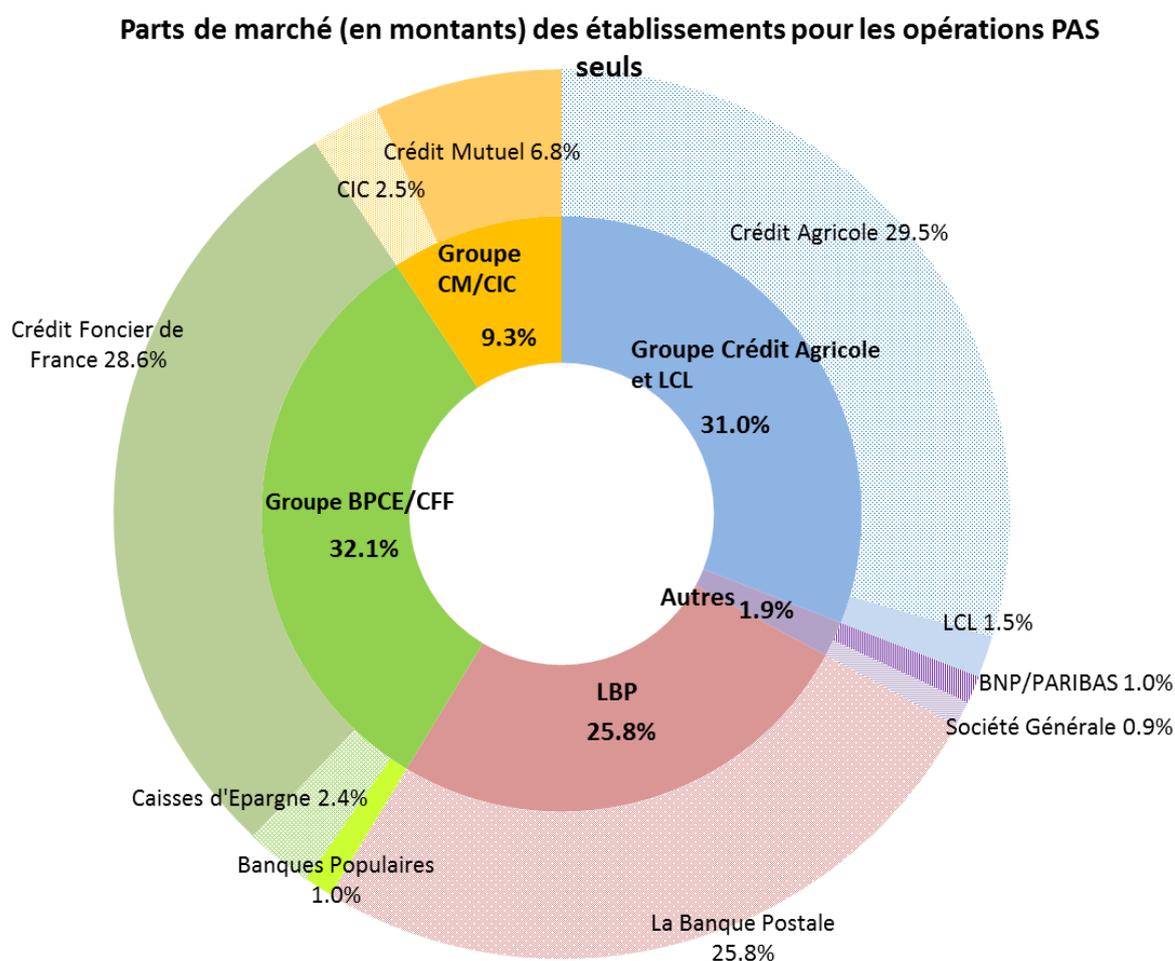
Pour la génération 2016, le montant moyen prêté d'une opération PAS seul est de 133 597 € (+2,0% par rapport à 2015) pour un coût d'opération moyen de 170 649 € (soit +4,8% par rapport à 2015), et une quotité de financement de 78,3% inférieure à celle de 2015 (80,4%).

Les emprunteurs ont un revenu mensuel moyen plus faible en 2016 (-3%) par rapport à 2015 avec 2 499 €; mais qui reste supérieur aux trois précédentes générations.

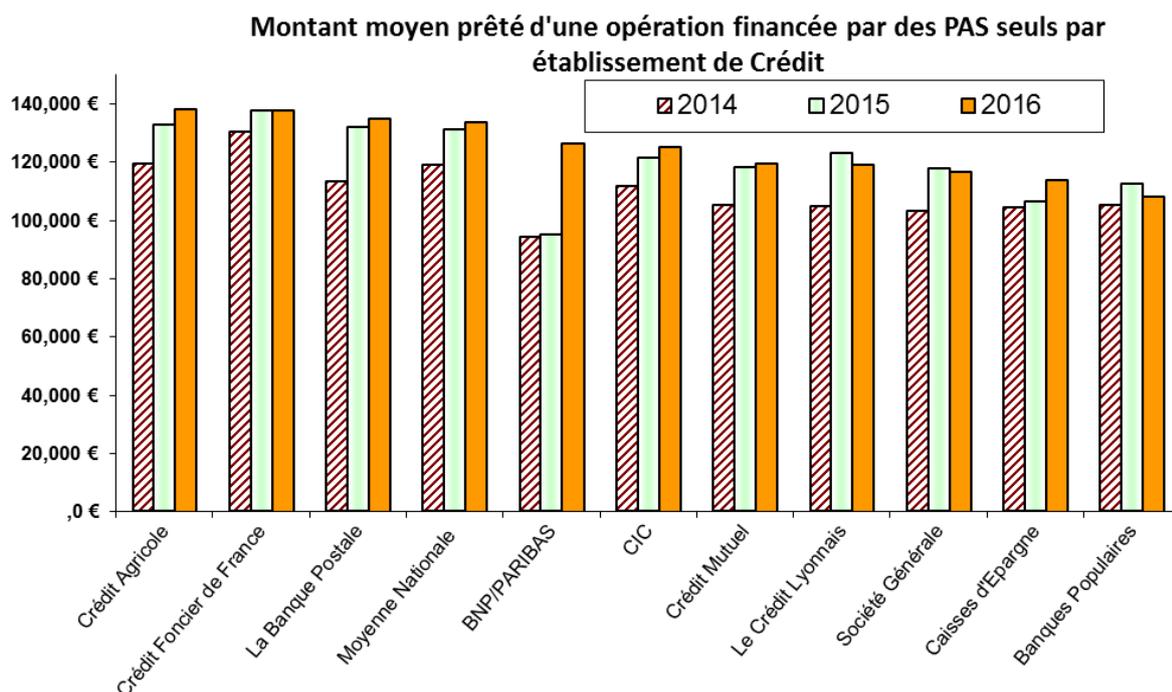
Répartition des opérations PAS seuls par établissement

Le « classement » des établissements (selon leur montant prêté) diffère de celui de l'année 2015. Le Crédit Agricole devient le premier distributeur de PAS en passant devant le Crédit Foncier de France et la Banque Postale, avec une part de marché de 29,5% en 2016 contre 26,9% en 2015. Le Crédit Foncier de France voit sa part de marché passer de 30,1% à 28,6% et celle de la Banque Postale de 27,4% à 25,8%. A eux trois, ils distribuent plus de trois quarts des PAS (83,9%). Le Crédit Mutuel (quatrième distributeur de PAS) stagne par rapport à 2015, de même que le CIC qui conserve sa cinquième position devant les Caisses d'Epargne (2,4%), elles-mêmes devant les Banques Populaires et la Société Générale. A noter que depuis août 2012, le Crédit Immobilier de France ne peut plus distribuer de prêts.

Ci-dessous sont présentées les parts de marché (en montants) par établissement :



Le groupe BPCE/Crédit Foncier distribue le tiers des PAS seuls avec 32,1% (soit 1,2 points de moins par rapport à 2015 avec une baisse du montant prêté de 5,0%) suivi avec 31,0% par le groupe Crédit Agricole et LCL (+3,3 points par rapport à 2015 avec une augmentation du montant prêté de 10,1%) et la Banque postale avec 25,8%. La part de marché du groupe Crédit Mutuel/CIC reste stable avec 9,3% des PAS seuls distribués en France métropolitaine.



Tous les établissements confondus enregistrent un taux de croissance positif pour le montant moyen prêté par rapport à 2015 (+2 points). Le montant moyen prêté en 2016 reste supérieur ou stable par rapport à 2015 sauf pour les Banques Populaires, le Crédit Lyonnais et la Société Générale où le taux est négatif.

Répartition géographique des opérations PAS seuls

La structure régionale des PAS de la génération 2016 (Annexe 9) est très similaire à celle de 2015. Avec 9 448 opérations en 2016, la région Ile-de-France reste la région où les opérations PAS seuls sont les plus distribuées (20,1% de l'ensemble des opérations PAS seuls 2016 contre 19,5% en 2015). La région Auvergne-Rhône-Alpes reste la seconde région, puisqu'elle représente 16,2% de l'ensemble des opérations PAS seuls distribuées au titre de la génération 2016 (14,9% pour la génération 2015). Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 4 980 opérations sont réalisées avec des seuls prêts PAS, soit 10,6% du total national (9,2% pour la génération 2015). La région Occitanie constitue le 4ème distributeur avec 9,3% des opérations PAS seuls. Ainsi pour cette génération, ces quatre premières régions concentrent à elles seules 56,3% de l'ensemble des opérations, en ajoutant les deux suivantes (Nord et Languedoc Roussillon) 72,3% des opérations y sont réalisées.

Evolution des opérations PAS seuls de la génération 2016 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2016/2015	Décomposition de de la variation (*)	Part de la région (montants)
Ile de France	9 448	20.1%	-0.3%	-0.1%	24.6%
Auvergne-Rhône-Alpes	7 583	16.2%	4.8%	0.7%	16.6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 980	10.6%	11.1%	1.0%	11.8%
Occitanie	4 380	9.3%	-10.0%	-1.0%	8.4%
Hauts-de-France	3 940	8.4%	-11.5%	-1.1%	7.7%
Pays de la Loire	3 573	7.6%	-10.9%	-0.9%	7.0%
Grand Est	3 192	6.8%	-14.6%	-1.1%	6.0%
Nouvelle-Aquitaine	3 066	6.5%	-12.2%	-0.9%	5.7%
Normandie	1 791	3.8%	11.4%	0.4%	3.3%
Centre-Val de Loire	1 604	3.4%	-5.4%	-0.2%	2.9%
Bretagne	1 536	3.3%	-1.9%	-0.1%	2.8%
Bourgogne-Franche-Comté	1 543	3.3%	-8.6%	-0.3%	2.6%
Corse	265	0.6%	23.3%	0.1%	0.7%
Ensemble	46 901	100%	-3.3%	-3.3%	100.0%

(*) Cette colonne correspond à la variation entre 2016 et 2015 par rapport au total de 2015.

La répartition géographique par montants place au premier rang l'Ile-de-France, avec 24,6% des montants prêtés pour les opérations PAS seuls. Cela s'explique à la fois par des coûts d'opération et des quotités de PAS plus élevés. La région Auvergne-Rhône-Alpes avec 16,6% et Provence-Alpes-Côtes d'Azur avec 11,8% restent des régions importantes.

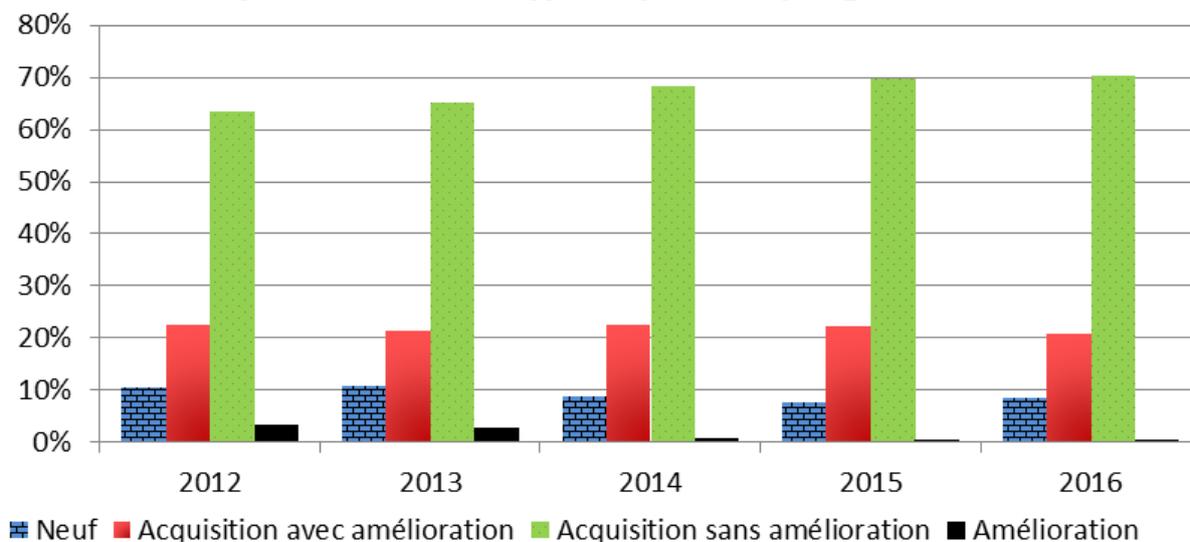
Quant au prêt moyen, il est très différent d'une région à l'autre, allant de 106 553 € en Bourgogne-Franche-Comté jusqu'à 163 258 € en Ile-de-France.

Caractéristiques des opérations PAS seuls

Le montant moyen de l'opération est en augmentation, passant de 162 774 € pour la génération 2015 à 170 649 € en 2016, soit une hausse de 4,8%.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des opérations PAS seuls selon le type d'opération depuis 2012. En 2016, la part du neuf est de 8,5%, elle est en hausse par rapport à 2015 (7,6%). La part de l'acquisition sans amélioration augmente de 0,7 point par rapport à 2015, celle de l'acquisition avec amélioration baisse de 1,4 point tandis que, l'amélioration seule perd 0,2 point.

Répartition selon le type d'opération par génération



En termes d'effectifs, cela se traduit par une hausse de 8,3% pour le neuf et une baisse de 3,3% dans l'ancien.

Répartition des opérations PAS seuls par type d'opération

	2014		2015		2016		Evolution	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	14/15	15/16
Construction ou acquisition d'un logement neuf	3 509	8.7%	3 683	7.6%	3 988	8.5%	5.0%	8.3%
Acquisition avec amélioration	9 054	22.3%	10 746	22.1%	9 713	20.7%	18.7%	-9.6%
Acquisition sans amélioration	27 659	68.3%	33 784	69.6%	32 978	70.3%	22.1%	-2.4%
Amélioration	295	0.7%	310	0.6%	222	0.5%	5.1%	-28.4%
Ensemble	40 517	100%	48 523	100%	46 901	100%	19.8%	-3.3%

Le montant moyen d'opération (Annexe 7) augmente pour les opérations d'acquisition dans le neuf (de 6,7% après une hausse de 9,6% en 2015). Le coût moyen des acquisitions augmente également dans l'ancien avec travaux (avec +7,0% après +7,7% en 2015), l'ancien sans travaux (+3,3% contre +9,9% en 2015) et dans l'amélioration seule (+3,1% après -0,1% en 2014), cette dernière catégorie étant à relativiser compte tenu du faible effectif (222 cette année).

Comme les années précédentes, le neuf reste la catégorie la plus chère avec un coût moyen d'opération s'élevant à 216 201 € (202 587 € en 2015), suivi par l'acquisition seule à 169 812 €

(164 381 € en 2015). Les acquisitions avec amélioration et les améliorations seules ont un montant moyen d'opération respectif de 156 937 € et 76 440 €

S'agissant de la différenciation de l'Ile-de-France et de la province, le nombre d'opérations PAS seuls distribués au titre de la génération 2016 diminue à la fois en Ile-de-France (-0,3%) et en province (-4,1%).

En province, les évolutions entre 2015 et 2016 sont de +0,9 point dans le neuf, de +0,9 point dans l'acquisition sans amélioration, de -1,7 point dans l'acquisition avec amélioration et de -0,2 point dans l'amélioration. En Ile-de-France, les différences sont respectivement de +1,0 point, -1,1 point, +0,2 point et -0,1 point.

Structure des opérations PAS seuls de la génération 2016 par zone et par type d'opération

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	525	5.6%	3 463	9.2%	3 988	8.5%
Acquisition avec amélioration	395	4.2%	9 318	24.9%	9 713	20.7%
Acquisition sans amélioration	8 521	90.2%	24 457	65.3%	32 978	70.3%
Amélioration	7	0.1%	215	0.6%	222	0.5%
Ensemble	9 448	100%	37 453	100%	46 901	100%

En zone A, on relève 9 077 opérations PAS seuls, les effectifs en zone B1 et B2 sont respectivement de 11 909 et 9 712, alors qu'en zone C on enregistre le nombre le plus élevé d'opérations finançant des PAS seuls avec 16 203.

Le coût moyen d'opération et le montant moyen de PAS demeurent nettement plus importants (respectivement de +28,5% et +29,5%) en Ile-de-France qu'en province. Concernant l'évolution de 2015 à 2016 en Ile-de-France, le montant moyen d'opération augmente de 1,9%. Il augmente dans le neuf (+2,5%), l'acquisition sans amélioration (+3,0%), l'acquisition avec amélioration (+1,5%) et l'amélioration seule (+51,6%). En province, le montant moyen d'opération augmente également (+5,6%). Il est en hausse de 7,0% dans le neuf, de 7,0% dans l'acquisition avec amélioration, de 4,1% dans l'acquisition sans amélioration et de 1,5% dans l'amélioration seule.

S'agissant du montant moyen du PAS pour l'ensemble des opérations, il diminue de 0,8% en Ile-de-France et augmente de 2,7% en province. La plus forte hausse en province est dans l'acquisition avec amélioration (+4,3%) et la plus forte baisse en Ile-de-France est dans l'acquisition sans amélioration (-1,0%).

Le coût moyen d'opération et le montant moyen de PAS demeurent nettement plus importants en zone A que dans les autres zones avec 210 134 € d'opération pour un PAS de 162 905 € et particulièrement dans le neuf avec respectivement 270 333 € et 173 029 €

Dans les trois autres zones, le montant moyen d'opération se situe entre 145 832 € et 187 501 € pour un PAS compris entre 117 805 € et 141 383 € (pour le neuf, coût moyen compris entre 189 878 € et 246 012 € et PAS compris entre 138 456 € et 167 071 €).

***Coût moyen d'opération et montant moyen du PAS pour les opérations PAS seuls
selon le type d'opération et la distinction Province/Ile-de-France de la génération 2016***

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
	Opération	PAS	Opération	PAS	Opération	PAS
Construction ou acquisition d'un logement neuf	262 928	176 100	209 114	146 883	216 201	150 729
Acquisition avec amélioration	208 192	183 347	154 763	131 469	156 937	133 578
Acquisition sans amélioration	203 946	161 581	157 938	121 710	169 812	132 012
Amélioration	121 874	107 618	74 961	60 522	76 440	62 007
Ensemble	207 345	163 258	161 404	126 114	170 649	133 597

Le montant moyen d'opération varie de 143 833 € pour les Caisses d'Epargne à 183 525 € pour la BNP/Paribas. Ces montants moyens d'opération sont en hausse par rapport à 2015 chez tous les établissements à l'exception de la Société Générale (-0,3%). Les plus importantes variations sont enregistrées par la BNP/Paribas avec +19,1%, le Crédit Foncier de France +8,3%, le Crédit Agricole +4,8% et le CIC +4,2%. La quotité d'endettement se situe entre 68,9% pour BNP/Paribas et 83,1% pour le Crédit Foncier de France. Elle est de 73,4% pour le LCL, 79,2% pour le Crédit Agricole, 74,2% pour la Société Générale, 76,2% pour le Crédit Mutuel, 74,2% pour la Banque Postale, 77,0% pour le CIC, et respectivement pour les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne de 71,8% et 79,1%.

Au vu des déclarations reçues, les prêts complémentaires ne seraient présents que dans 6,0% des opérations PAS seuls de la génération 2015 et compte tenu des montants déclarés, il en découlerait un taux d'apport personnel se situant autour de 18,8%.

Toutefois, ce chiffre est à prendre avec beaucoup de réserve pour la raison sus-indiquée, cf. également développement page 61.

On note une légère baisse de la quotité de 2,2 points pour l'ensemble des opérations avec PAS seuls par rapport à la génération 2015, avec une variation similaire en Ile-de-France et en province (-2,2 points). La quotité en province demeure plus basse qu'en Ile-de-France sauf dans le neuf (+3,3 points), que cela soit dans l'amélioration seule (-7,6 points par rapport à l'Ile-de-France), dans l'acquisition avec amélioration (-3,1 points par rapport à l'Ile-de-France) et pour l'acquisition sans amélioration (-2,2 points par rapport à l'Ile-de-France).

En s'intéressant aux zones, on remarque que la quotité des opérations PAS seuls est la plus élevée en zone C avec 80,8%, suivie par les zones B2, A et B1 avec respectivement 79,6%, 77,5% et 75,4% de quotité du PAS.

Quotité moyenne du PAS seul dans le coût d'opération en 2016

	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	67.0%	70.2%	69.7%
Acquisition avec amélioration	88.1%	84.9%	85.1%
Acquisition sans amélioration	79.2%	77.1%	77.7%
Amélioration	88.3%	80.7%	81.1%
Ensemble	78.7%	78.1%	78.3%

Le montant moyen d'une opération PAS seuls augmente de 2,0% par rapport à la génération 2015 pour un coût moyen d'opération dont on a vu précédemment qu'il était en hausse également de 4,8%.

Le graphique ci-après montre que **l'évolution des TEG** des PAS a été similaire à celle des taux des prêts immobiliers libres jusqu'à fin 2006. Le mécanisme du FGAS a permis à la clientèle

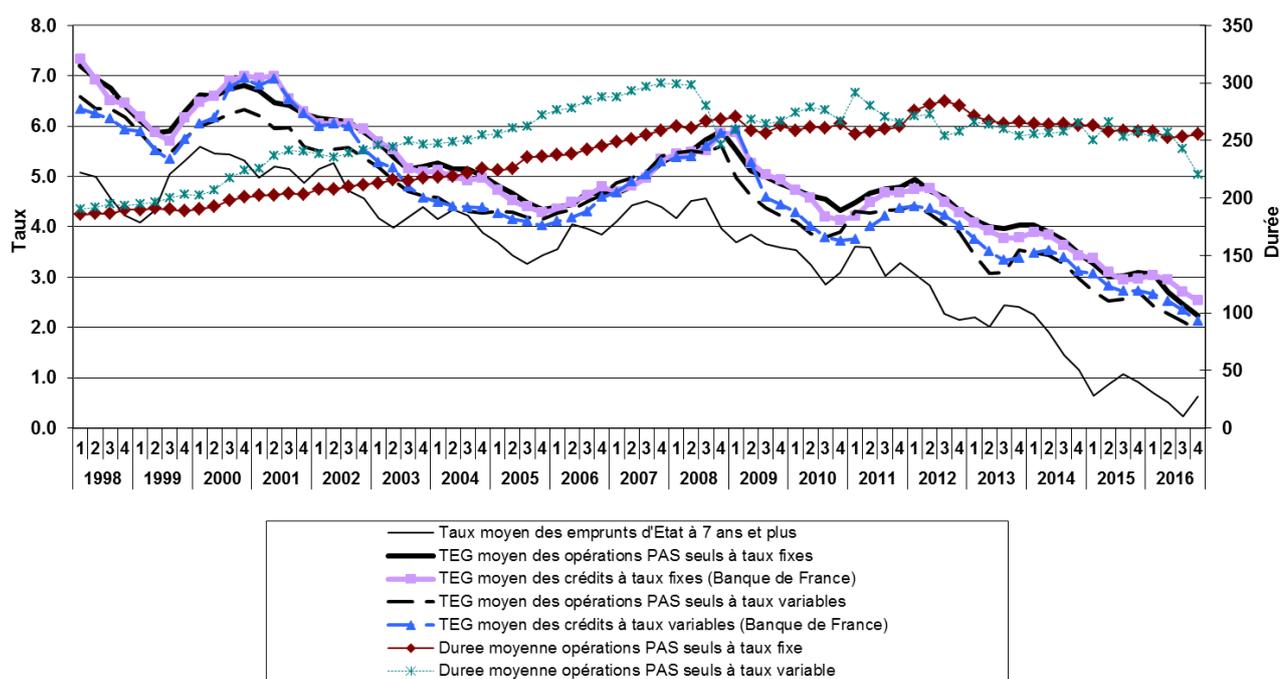
« sociale » du PAS de bénéficier de conditions de taux globalement aussi avantageuses que l'ensemble des bénéficiaires de crédit.

On constate cependant depuis 2009 un écart entre le TEG moyen des PAS au sein des opérations PAS seuls à taux fixes et celui des crédits « libres » qui peuvent être dus à des écarts de durée (les statistiques sur la durée des prêts résidentiels immobiliers en France ne sont pas assez précises pour confirmer), cependant cet écart tend à se resserrer à partir de 2014.

On rappelle qu'une baisse des taux avec une durée du prêt plutôt stable, permet in fine de garder une bonne solvabilité aux acquéreurs pour un montant global prêté plus élevé. Le graphique ci-dessous présente l'évolution des taux d'intérêt et des durées des prêts ayant le montant prêté le plus élevé, dans chacune des opérations PAS seuls, les taux d'intérêts sont ici pondérés par les montants prêtés.

On remarque à compter de fin 2011 une hausse de la **durée moyenne** des PAS à taux variables et une diminution durant le dernier trimestre 2012. Avant 2008 la durée moyenne des PAS à taux variable s'écarte par rapport à celle des PAS à taux fixes en restant supérieure, à partir de 2011 le schéma s'inverse mais avec un écart plus faible jusque fin 2012. La génération 2016 est caractérisée par des taux d'intérêt en baisse, les durées des PAS à taux variables sont en baisse par rapport à celles des PAS à taux fixes au dernier trimestre.

Evolution des taux d'intérêt et des durées des prêts par trimestre d'émission

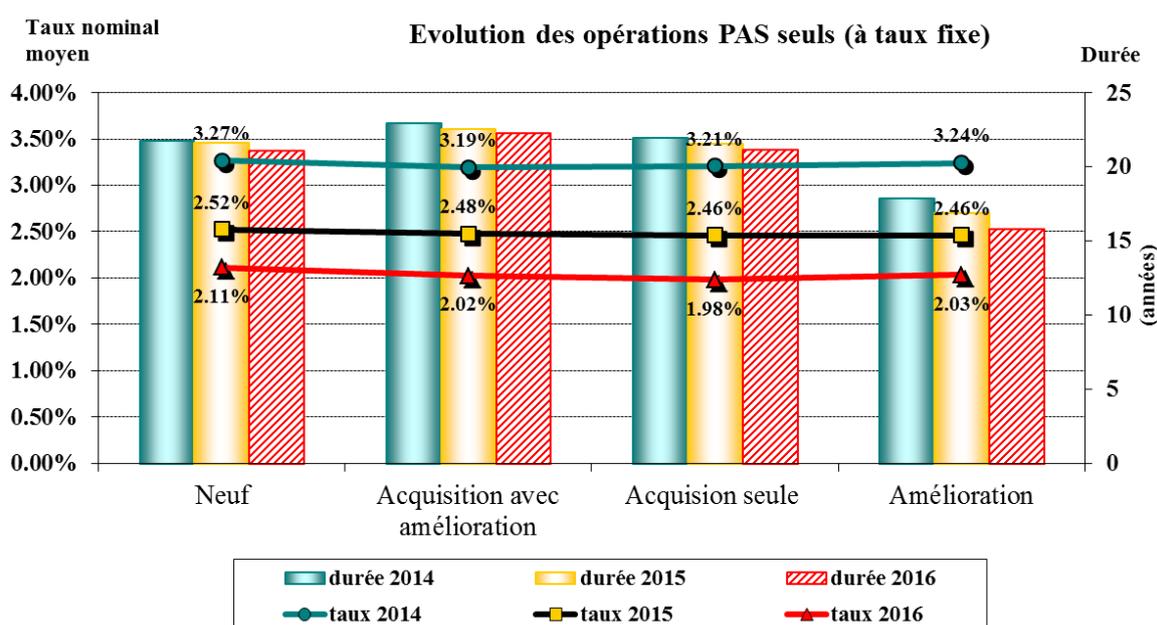


Rappel : La durée d'une opération est caractérisée par la durée la plus élevée des prêts de l'opération. Le taux nominal constant moyen des opérations avec PAS seuls, dans l'ensemble, continue de diminuer entre 2015 et 2016 passant respectivement de 2,46% à 2,03% au dernier trimestre de l'année. Les évolutions du taux nominal constant moyen sont les suivantes : -41 points de base dans le neuf, -48 points de base dans l'acquisition seule, -46 points de base dans l'acquisition avec amélioration et -43 points de base dans l'amélioration seule.

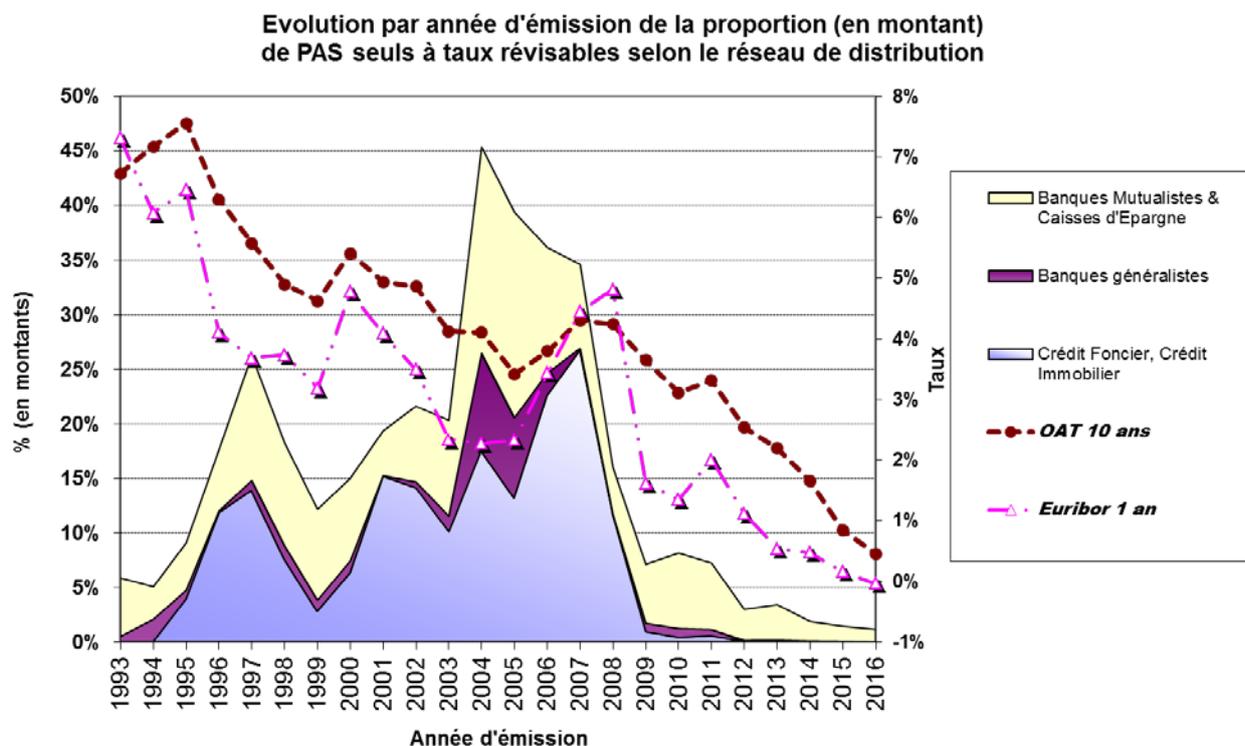
En moyenne sur l'ensemble des opérations, la durée des PAS à taux fixe diminue faiblement de 5 mois et se situe désormais à 21 ans et 4 mois en 2016. Cette baisse se fait plus ressentir dans le neuf (-7 mois).

Durée moyenne des PAS à taux fixe (en mois)

	2014	2015	2016
Construction ou acquisition d'un logement neuf	261	260	253
Acquisition avec amélioration	276	271	267
Acquisition sans amélioration	264	259	254
Amélioration	215	203	191
Ensemble	266	261	256



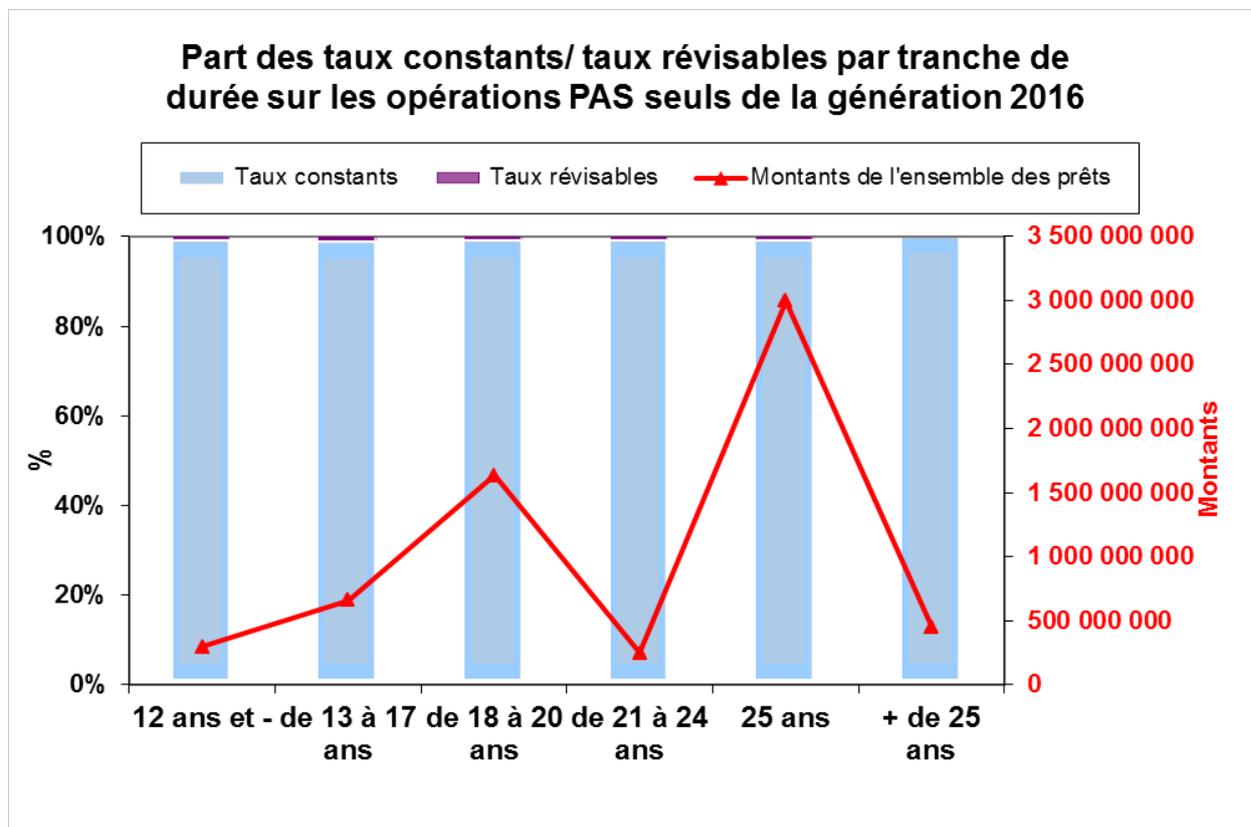
La proportion de PAS à taux révisable par année d'émission⁶ selon les principaux réseaux de distribution est mise en regard de l'évolution de l'OAT 10 ans au cours du temps dans le graphique ci-après :



La part des PAS à taux révisable avait connu trois phases de progression depuis 1993 : entre 1994 et 1997 d'abord, puis un pic en 2001 et 2004. Le recul a ensuite été très rapide. La baisse des taux et la détérioration de la conjoncture économique qui n'est pas propice aux emprunts et aux prises de risque (crise financière et économique, augmentation du chômage...) influencent le choix de l'emprunteur qui opte pour un prêt à taux fixe, perçu comme moins risqué.

⁶ Les émissions ont été préférées aux mises en force ou à la notion de la génération afin de pouvoir comparer l'évolution de la proportion des PAS à taux révisables vis-à-vis des taux longs.

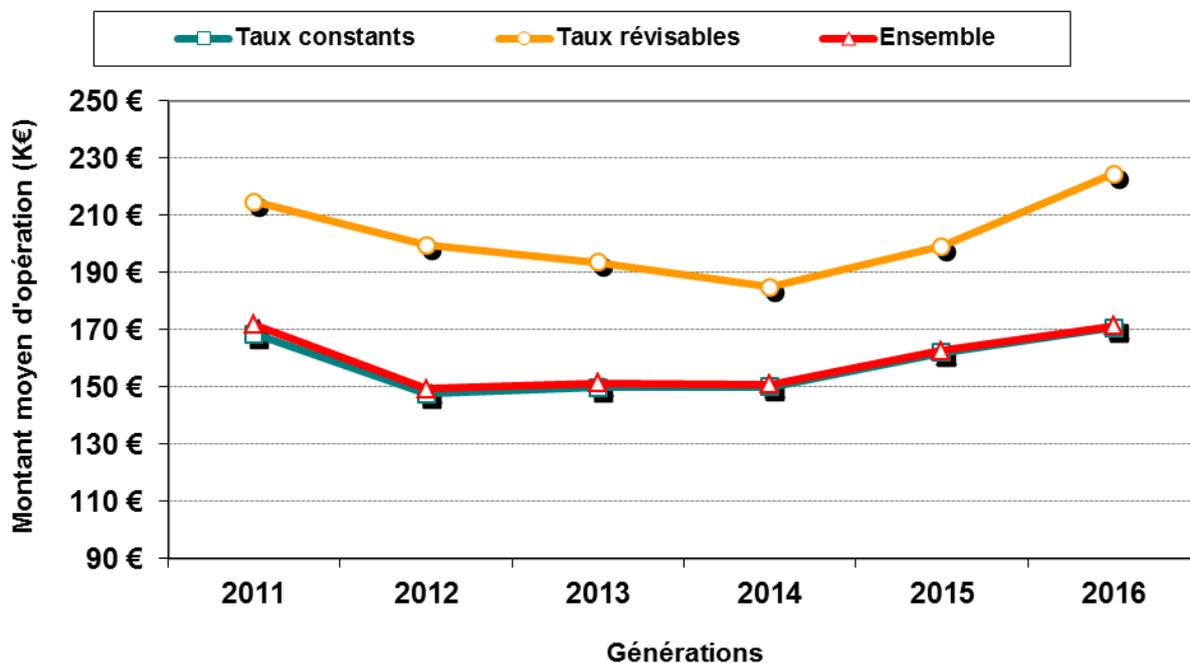
Quelle que soit la durée du prêt, la part des PAS à taux révisables (en montants distribués) ne dépasse pas les 2%.



Sur la génération 2016, la part des opérations PAS seuls dont un prêt au moins est à taux révisable est en moyenne de 1,2%. Pour ceux qui ont une durée supérieure à 25 ans, le pourcentage est de 0,3%, pour les opérations d'une durée de 13 à 17 ans il est de 1,6%. La durée des opérations à taux révisables peuvent s'ajuster en fonction des taux du marché, une augmentation des taux viendra, le cas échéant, impacter la durée du prêt à la hausse.

Rappelons que si le taux fixe reste stable tout au long de la durée du prêt, le taux variable évolue selon un indice public. Ainsi, une diminution du taux est favorable à l'emprunteur (coût du prêt plus faible) alors qu'une augmentation accroît les intérêts à rembourser. Une hausse des taux est susceptible d'avoir pour effet la fragilisation des emprunteurs ayant contracté des PAS à taux variables qui pourront voir la durée de leurs PAS se rallonger ou leurs mensualités augmenter, dans la limite des plafonds réglementaires. Ce risque est accentué par la présence des taux révisables parmi les prêts de longue durée car, dans ce cas, la durée plafond sera atteinte plus rapidement et la répercussion de la hausse des taux se fera donc sentir sur la mensualité. Cet effet est d'autant plus significatif que les taux révisables portent sur des montants d'opération plus importants, l'écart ayant même augmenté en 2016 (cf. le graphique ci-après) :

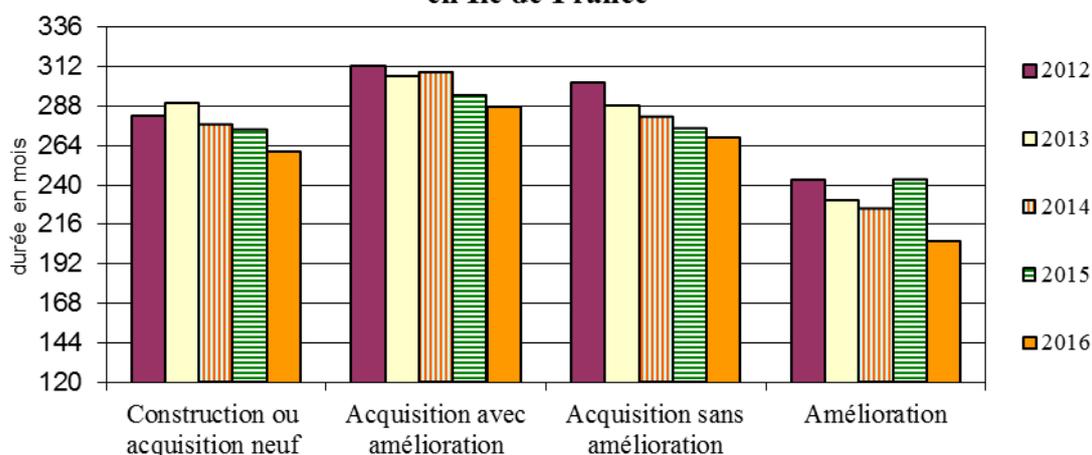
Evolution du montant moyen d'opération selon le type de taux



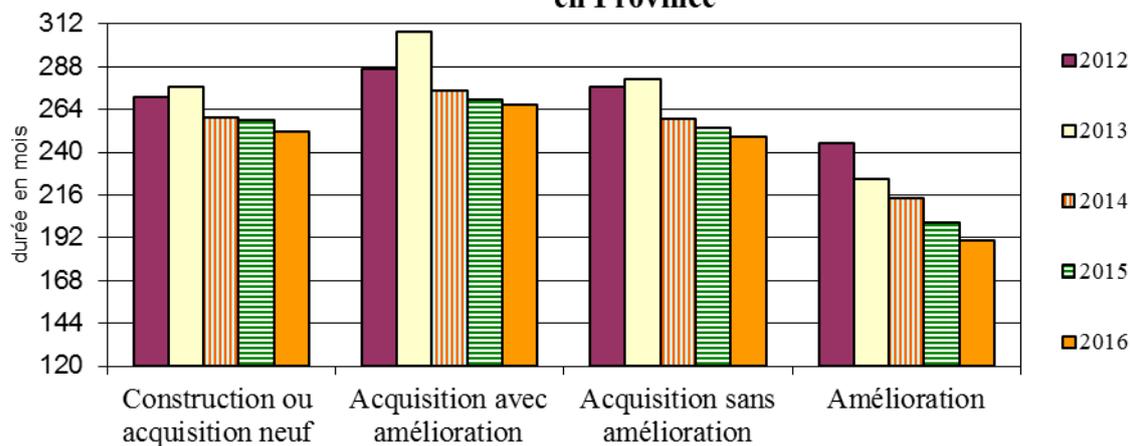
Par ailleurs, pour tous types de taux confondus, la durée des opérations PAS seuls, après plusieurs années de hausse continue, a atteint son maximum en 2012 : 23 ans et 5 mois en 2012, pour diminuer à 22 ans et 5 mois en 2013, 22 ans et 2 mois en 2014, 21 ans et 9 mois en 2015 et 21 ans et 4 mois en 2016.

Comme cela est visible sur les graphiques ci-après, s'agissant de la durée selon la zone géographique, les durées d'opérations sont bien plus importantes en Ile-de-France qu'en province. On note une baisse de la durée d'emprunt par rapport à 2015 dans l'amélioration de 12 mois, dans le neuf de 7 mois, dans l'acquisition sans amélioration de 5 mois et enfin de 3 mois dans l'acquisition avec amélioration. La durée moyenne demeure toujours plus longue en Ile-de-France avec 22 ans et 5 mois contre 21 ans et 1 mois en province.

Durée d'une opération financée par PAS seuls en Ile de France



Durée d'une opération financée par PAS seuls en Province



En distinguant la durée moyenne d'emprunt en province selon le type d'opération, on note une baisse générale des durées, de 10 mois dans l'amélioration, de 6 mois dans le neuf, de 5 mois dans l'acquisition sans amélioration, et de 3 mois dans l'acquisition avec amélioration. En 2016, l'acquisition avec amélioration est le type d'opération avec la durée moyenne d'emprunt la plus longue (22 ans et 3 mois).

Caractéristiques des ménages

Le revenu mensuel moyen de l'année N⁷ des ménages bénéficiaires d'une opération PAS seuls a baissé en 2016 pour atteindre 2 499€ (-3,0% par rapport à 2015 après +6,6% en 2015 par rapport à 2014)

Revenu mensuel moyen des bénéficiaires d'un PAS seul en euros

	2014	2015	2016	Evolution	
				14/15	15/16
Construction ou acquisition d'un logement neuf	2 722	2 860	2 865	5.1%	0.2%
Acquisition avec amélioration	2 292	2 382	2 349	3.9%	-1.4%
Acquisition sans amélioration	2 406	2 571	2 487	6.9%	-3.3%
Amélioration	2 673	2 914	2 905	9.0%	-0.3%
Ensemble	2 416	2 575	2 499	6.6%	-3.0%

En distinguant les revenus par type d'opération, elles ont toutes vu leur revenu diminuer sauf dans le neuf (+0,2%) : -1,4% pour l'acquisition avec amélioration, -3,3% pour l'acquisition sans amélioration et -0,3% pour l'amélioration seule. Depuis 2015, le revenu moyen des acquéreurs de l'amélioration seule est passé devant celui des acquéreurs de neuf (respectivement 2 905 € et 2 865 € en 2016), mais ces chiffres sont peu représentatifs à cause du faible effectif d'opérations PAS seuls dans l'amélioration seule (222 en 2016).

Si on considère maintenant les montants d'opération de PAS seuls en fonction du revenu mensuel, le coût est de 5 ans et 8 mois et le montant prêté de 4 ans et 5 mois. Le neuf reste encore cette année le type d'opération le plus cher (6 ans et 3 mois), suivie par l'acquisition sans amélioration (5 ans et 8 mois), l'acquisition avec amélioration (5 ans et 6 mois) et l'amélioration seule (2 ans et 2 mois). Les montants moyens prêtés sont les plus forts dans l'ancien (4 ans et 5 mois pour l'acquisition sans amélioration et 4 ans et 8 mois pour l'acquisition avec

⁷ Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué, de fait, sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 41% des déclarations en 2016), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, et compte tenu des valeurs mal renseignées. Il y a toutefois lieu de faire remarquer qu'on observe une stabilité du revenu fiscal de référence.

amélioration), dans le neuf il représente 4 ans et 4 mois ; il est logiquement le plus faible pour l'amélioration seule (1 an et 9 mois)

La structure de répartition des emprunteurs PAS selon leur CSP (Annexe 11) reste tout de même assez stable sur les cinq dernières années observées même si l'on constate que le poids des ouvriers continue encore de baisser en 2016 par rapport à 2015. La répartition fait toujours apparaître un poids prépondérant des employés et des ouvriers qui réalisent ensemble 56,3% des opérations. En y ajoutant les professions intermédiaires, cela donne 77,6% des opérations. En 2016, on constate une forte augmentation par rapport à 2015 des artisans et commerçants, des cadres et des retraités (une augmentation respectivement +6,2%, +5,4% et 33,6%)

Évolution de la CSP des emprunteurs bénéficiaires d'une opération PAS seuls

	2014		2015		2016		Evolution	
							14/15	15/16
Agriculteurs	296	0.7%	299	0.6%	287	0.6%	1.0%	-4.0%
Artisans, commerçants	1 143	2.8%	1 443	3.0%	1 532	3.3%	26.2%	6.2%
Cadres	3 304	8.2%	5 524	11.4%	5 825	12.4%	67.2%	5.4%
Prof. Intermédiaires	7 779	19.2%	9 741	20.1%	9 995	21.3%	25.2%	2.6%
Employés	15 299	37.8%	17 916	36.9%	16 415	35.0%	17.1%	-8.4%
Ouvriers	10 793	26.6%	11 149	23.0%	9 987	21.3%	3.3%	-10.4%
Retraités	785	1.9%	1 066	2.2%	1 424	3.0%	35.8%	33.6%
Inactifs	1 118	2.8%	1 385	2.9%	1 436	3.1%	23.9%	3.7%
Ensemble	40 517	100%	48 523	100%	46 901	100%	19.8%	-3.3%

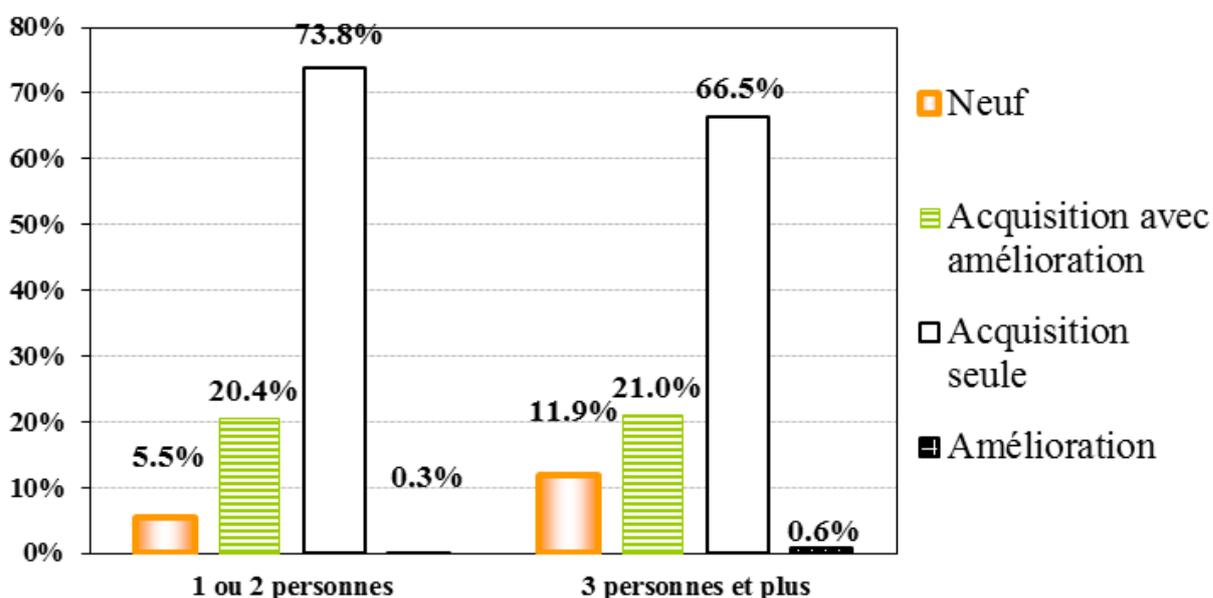
Le coût d'opération estimé en mois de revenus varie selon la CSP de 4 ans et 6 mois pour les agriculteurs à 6 ans et 2 mois pour les artisans, commerçants. Pour les catégories les plus représentées, il équivaut à 5 ans et 8 mois pour les employés ainsi que pour les professions intermédiaires, 5 ans et 3 mois pour les ouvriers et 6 ans et 1 mois pour les cadres. Pour les ouvriers, le montant prêté de l'opération PAS seuls est d'environ 4 ans et 6 mois de revenus, mais pour les agriculteurs et les retraités, il est respectivement de 3 ans et 6 mois et de 2 ans et 6 mois.

Pour l'ensemble des emprunteurs le revenu a diminué de 3,0% en 2016 par rapport à 2015. Les seules hausses concernent les artisans, commerçants (+4,9%) et les retraités (+7,8%), et les plus fortes baisses concernent les inactifs (-6,3%), suivis des employés (-3,7%) et des professions intermédiaires (-3,6%). Quant aux ouvriers, ils enregistrent une baisse de leurs revenus de 0,2%, et les cadres de 1,0%.

En ce qui concerne la composition des ménages (Annexe 10), près de la moitié des ménages sont composés de deux personnes et moins (52,8% l'ensemble, dont 29,3% pour les personnes seules), en hausse par rapport à 2015 (51,9% de l'ensemble dont 28,3% pour les personnes seules). Ainsi, la part des ménages de 3 personnes et plus diminue (47,2% des opérations contre 48,1% en 2015). La classe la plus représentée est celle des personnes seules (29,3% des opérations), suivie par les ménages de 2 personnes (23,5%) et des ménages de 3 personnes (19,9%).

Le nombre moyen de personnes par ménage sur l'ensemble des opérations de la génération 2016 continue de baisser régulièrement (2,58 en 2016 contre 2,60 en 2015). Il est plus faible dans l'ancien (2,6 personnes pour l'acquisition avec amélioration, 2,5 personnes pour l'acquisition seule et 3,1 pour l'amélioration seule) que dans le neuf (3,1 personnes). L'investissement dans le neuf est plus marqué pour les ménages de 3 personnes et plus (11,9%) tandis que les petits ménages (1 et 2 personnes) réalisent des opérations encore plus largement dans l'ancien (94,5%).

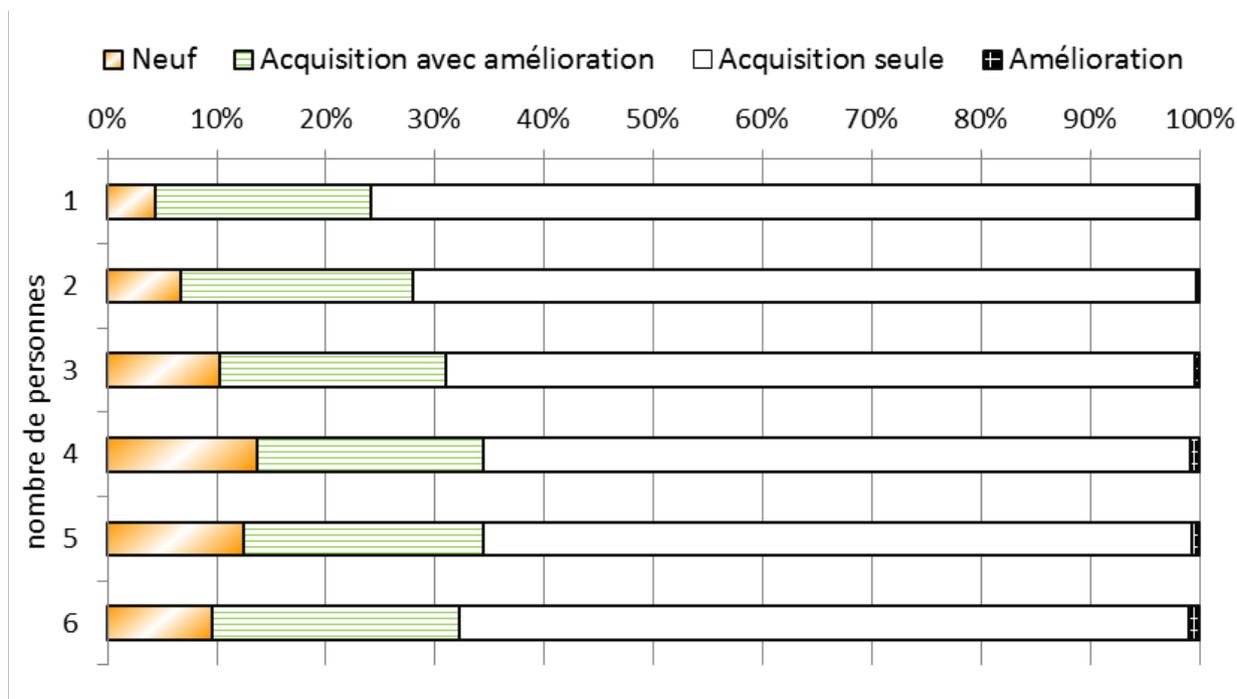
Opérations réalisées par taille de ménage en 2016



Les ménages de 3 personnes et plus achètent davantage dans le neuf (que les ménages de 1 à 2 personnes) quel que soit le nombre de personnes qui les composent. La part du neuf est supérieure à 10% pour les ménages de 4 ou 5 personnes mais de 4,5% pour les ménages de 1 personne. Les ménages à 1 ou 2 personnes et 3 et plus empruntent plutôt dans le cadre

d'acquisitions dans l'ancien sans travaux ; les acquisitions avec amélioration concernent environ 21% des opérations quel que soit le nombre de personnes du foyer.

Répartition des opérations en 2016 selon le nombre de personnes du ménage



Répartition des effectifs par taille de ménage et par type d'opération en 2016

Taille de ménage	Neuf		Acquisition-amélioration		Acquisition seule		Amélioration		Ensemble
Personne seule	615	15.4%	2 710	27.9%	10 357	31.4%	47	21.2%	29.3%
2 personnes	747	18.7%	2 347	24.2%	7 916	24.0%	34	15.3%	23.5%
3 personnes	963	24.1%	1 938	20.0%	6 412	19.4%	38	17.1%	19.9%
4 personnes	1 109	27.8%	1 680	17.3%	5 225	15.8%	67	30.2%	17.2%
5 personnes	437	11.0%	764	7.9%	2 259	6.9%	25	11.3%	7.4%
6 personnes et plus	117	2.9%	274	2.8%	809	2.5%	11	5.0%	2.6%
Ensemble	3 988	100.0%	9 713	100.0%	32 978	100.0%	222	100.0%	100.0%
moyenne du nombre de personnes	3.1		2.6		2.5		3.1		2.6

Les revenus moyens croissent avec le nombre de personnes qui les composent. La décomposition de l'évolution du revenu mensuel moyen entre 2016 et 2015 par taille de ménage montre que les ménages de 6 personnes et plus ont un revenu moyen en plus forte baisse : -15,0% suivie des ménages de 5 personnes (-10,0%). Si le coût moyen d'opération augmente de 4,8% dans

l'ensemble, c'est surtout pour les ménages de 4 et 5 personnes que l'évolution est la plus forte (respectivement +6,2% et +6,3%). A l'inverse pour les ménages de 6 personnes et plus, la hausse n'est que de 1,6%. Au regard du montant moyen prêté, les ménages de 1 personne et de 5 personnes ont la plus forte hausse (3,4%). Toutes les tailles de ménage ont vu leur montant moyen prêté augmenter moins vite que leur coût d'opération moyen.

Évolution entre 2015 et 2016 du coût moyen d'opération, du montant moyen et des revenus

	Coût moyen d'opération	Montant moyen prêté	Revenu mensuel moyen
Personne seule	5.6%	3.4%	0.3%
2 personnes	4.9%	0.7%	-4.5%
3 personnes	4.5%	2.6%	-4.7%
4 personnes	6.2%	3.3%	-7.1%
5 personnes	6.3%	3.4%	-10.0%
6 personnes et +	1.6%	0.9%	-15.0%
Ensemble	4.8%	2.0%	-3.0%

Les personnes seules s'engagent dans des opérations représentant 5 ans et 10 mois de revenus (soit 4 mois de plus qu'en 2015) avec un PAS équivalent à 4 ans et 4 mois (1 mois de plus que la génération précédente). Toujours pour cette catégorie de ménages, le maximum du coût est atteint pour le neuf où il représente 6 ans et 9 mois de revenus. Pour les ménages de 2 personnes, ces ratios sont respectivement 5 ans et 6 mois et 4 ans et 3 mois. Les opérations des ménages de 3 personnes et plus valent entre 5 ans et 5 ans et 11 mois de revenus avec des montants de PAS valant entre 4 ans et 1 mois et 4 ans et 8 mois, dans les deux cas avec des valeurs plus élevées pour les ménages de 4 personnes que pour les ménages de 3 personnes.

La quotité du PAS augmente avec la taille du ménage (de 75,3% pour une personne seule à 81,1% pour les ménages de 6 personnes et plus).

La répartition des PAS de la génération 2016 selon la situation familiale (Annexe 12) est dans la continuité des générations précédentes. La majorité des emprunteurs vivent en couple, et représentent 55,7% des ménages (+1,9 point par rapport à 2015), contre 44,3% de ménages célibataires.

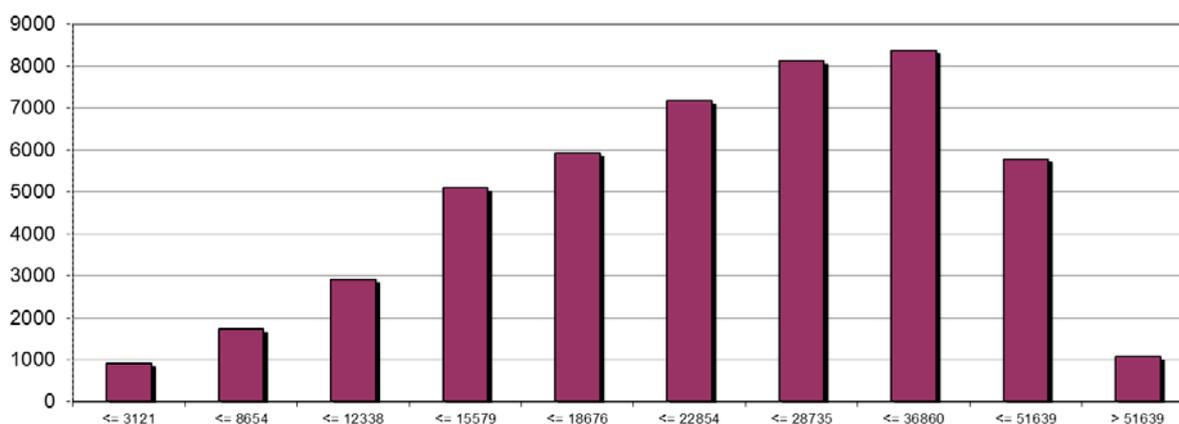
Situation familiale des bénéficiaires d'un PAS

	2014		2015		2016	
Marié ou vivant maritalement	23 006	56.8%	27 935	57.6%	26 113	55.7%
Seul	17 511	43.2%	20 588	42.4%	20 788	44.3%
Ensemble	40 517	100%	48 523	100%	46 901	100%

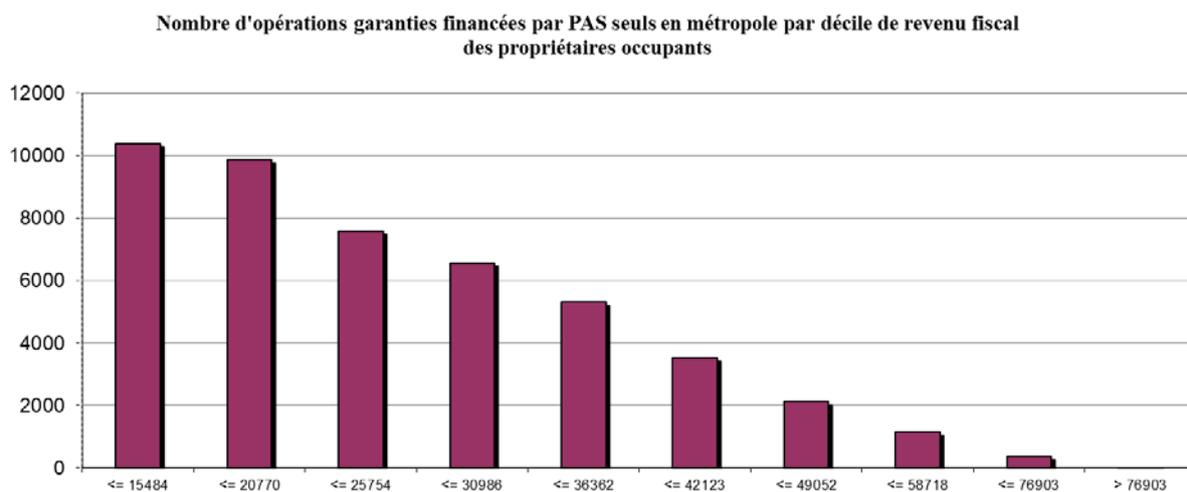
Les montants moyens d'opération progressent que cela soit pour les emprunteurs vivant en couple ou les célibataires (respectivement +5,7% et +5,1%). Le revenu des emprunteurs diminue de 3,0% en moyenne pour l'ensemble, atteignant respectivement -6,0% et -1,0% pour les couples et les célibataires.

La répartition selon les déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux des opérations garanties (hors éco-prêts seuls) est inégale. 22,5% des prêts sont accordés aux quatre premiers déciles de revenus, alors que les emprunteurs ayant un RFR compris entre 18 677 € et 51 639 € (correspondant aux déciles 6 à 9) représentent 62,6% des emprunteurs.

Nombre d'opérations garanties financées par PAS seuls en métropole par décile de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux



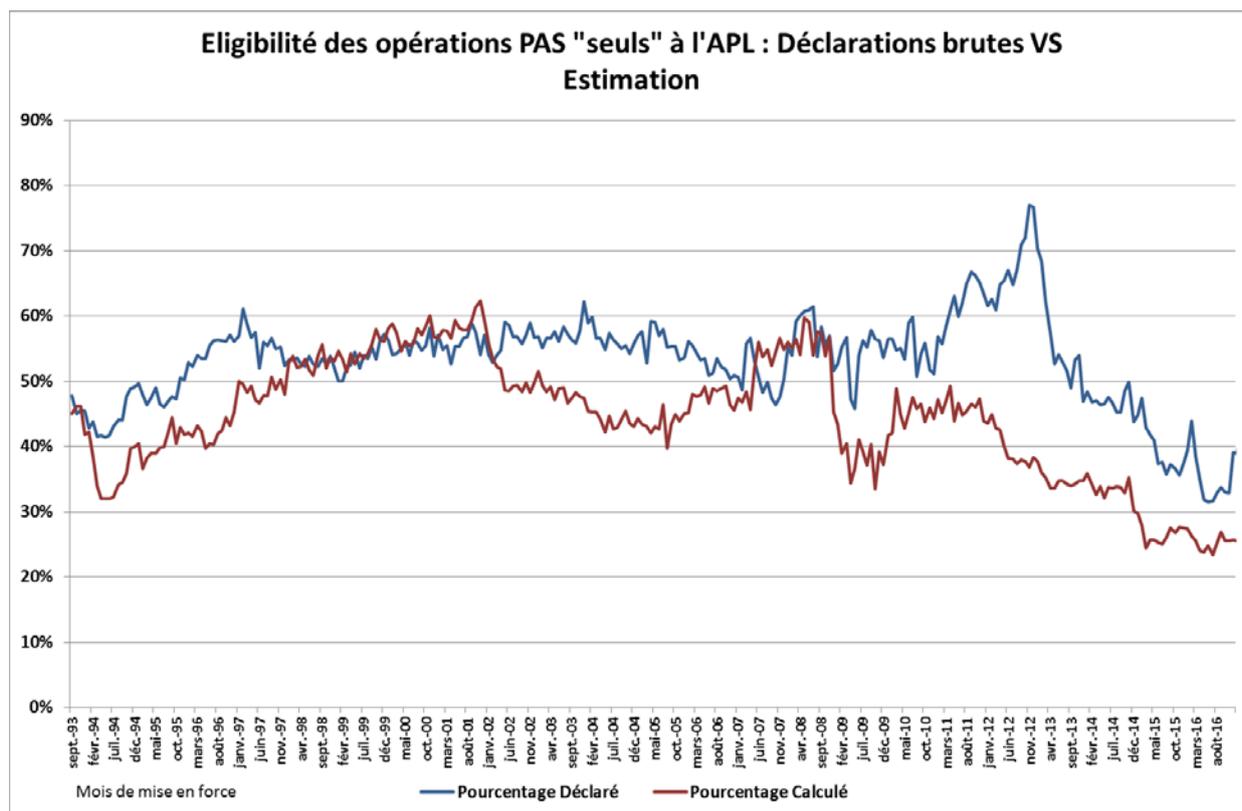
La répartition selon les déciles de revenu fiscal des propriétaires occupants est également inégale. 73,4% des prêts sont accordés aux quatre premiers déciles de revenus, alors que les emprunteurs ayant un RFR compris dans les quatre derniers déciles ne représentent que 7,8% des emprunteurs.



Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs pour les opérations financées uniquement par des prêts PAS

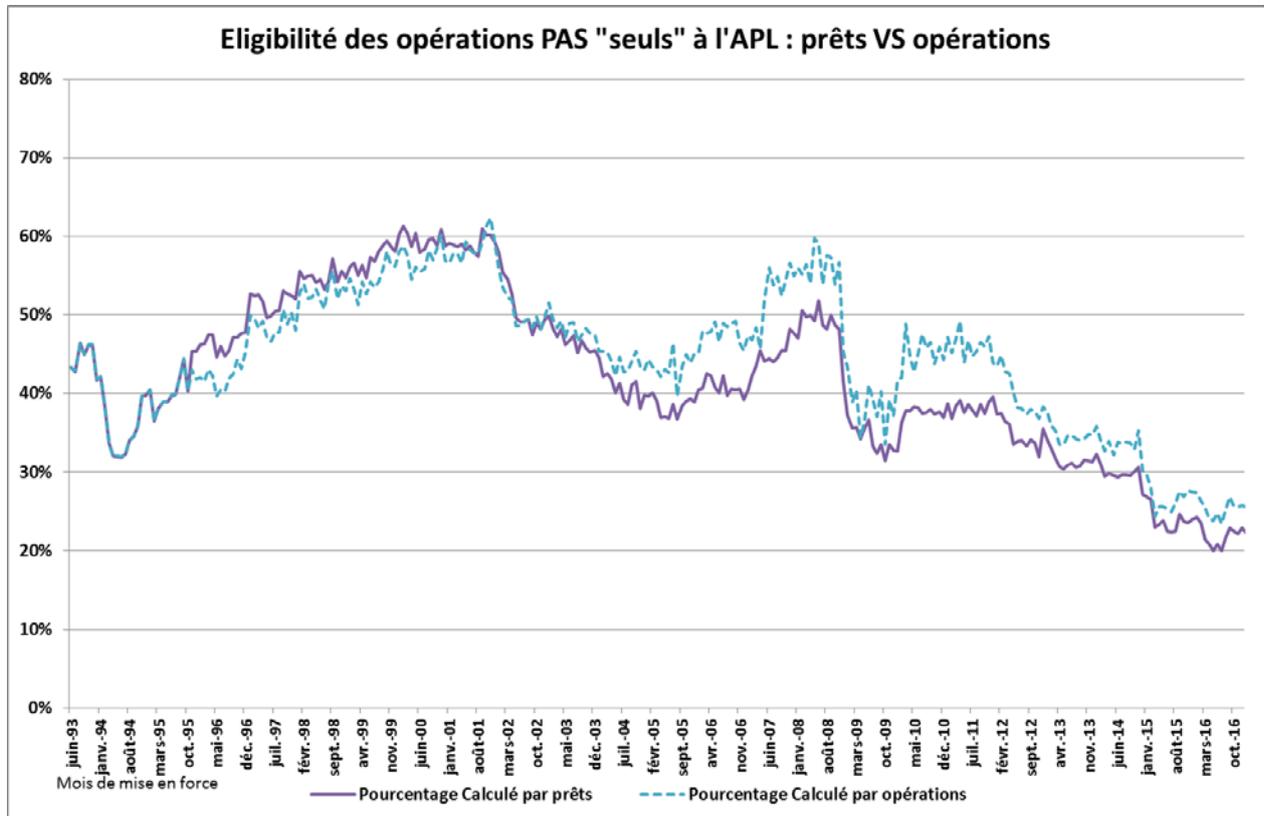
a- Déclarations des EC et Estimation par la SGFGAS :

Depuis 2008, une élévation inhabituelle du taux de ménages emprunteurs déclarés présumés bénéficiaires de l'APL au moment de l'offre de prêt a été mise en évidence. Une étude détaillée portant sur les anomalies constatées a montré qu'un certain nombre d'établissements de crédit déclarent systématiquement l'ensemble de leurs emprunteurs PAS éligibles à l'APL. Ce constat reste valable en raisonnant par opération (ensemble des prêts PAS finançant la même opération), comme l'illustre le graphique suivant qui compare aux déclarations brutes, le résultat d'un calcul conventionnel par lequel l'évaluation de l'éligibilité à l'APL est obtenue en estimant le montant d'APL auquel aurait droit un emprunteur en fonction d'un certain nombre de critères: l'estimation réduit nettement le pourcentage des opérations éligibles.



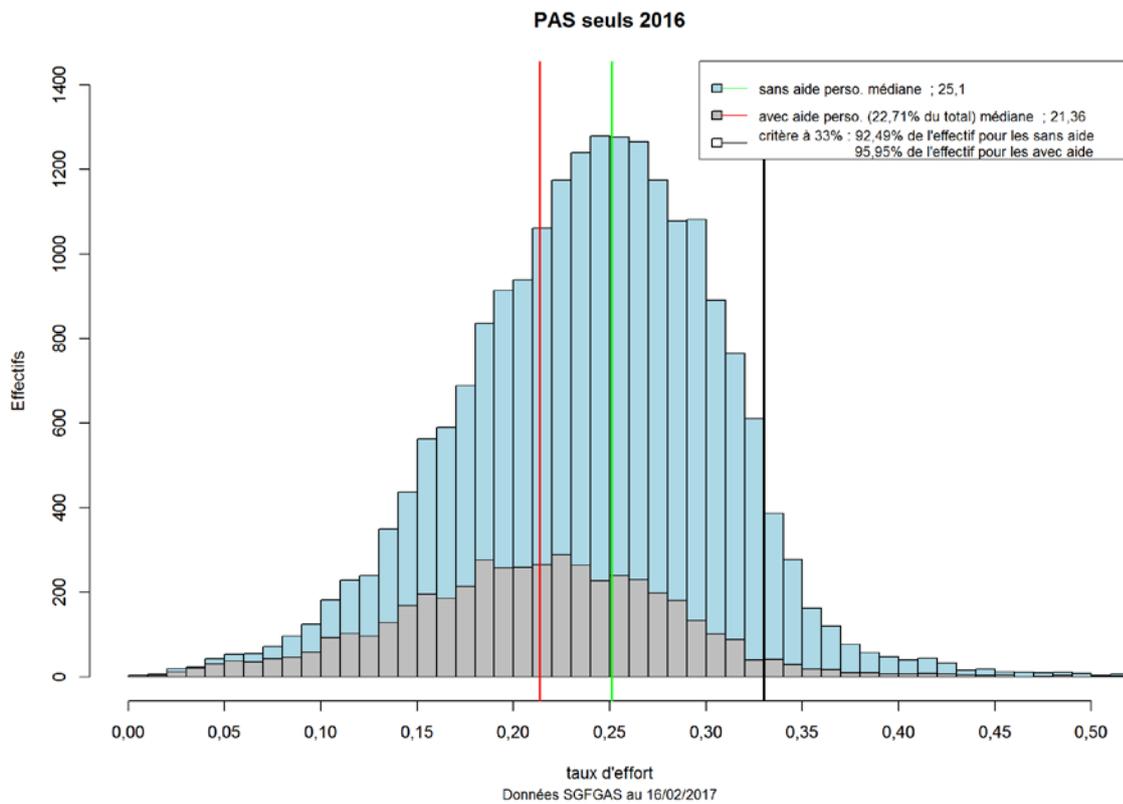
b- Analyse par prêts VS analyse par opération :

L'évaluation de l'éligibilité à l'APL prêt par prêt sous estimait souvent la véritable éligibilité de l'emprunteur.

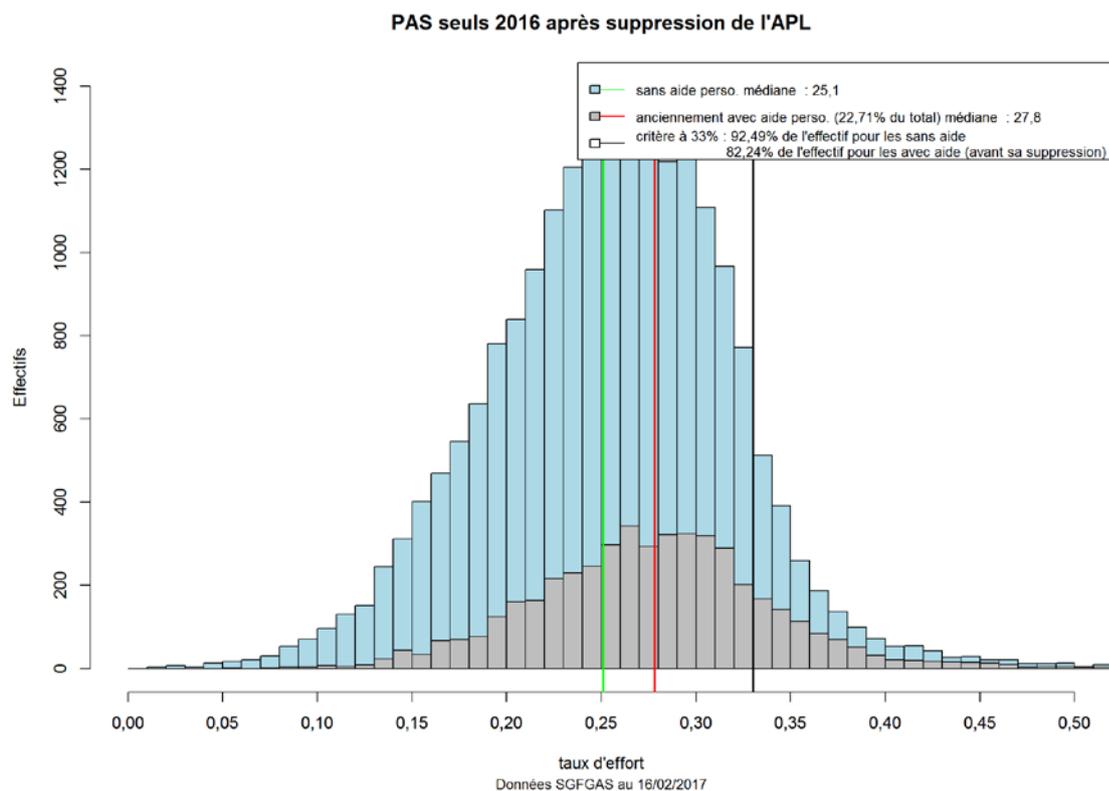


c- Amélioration du taux d'effort permise par l'APL

Si on raisonne en taux d'effort, le constat est que l'APL améliore sensiblement le taux d'effort des ménages qui y ont accès : le taux d'effort médian de ceux qui y ont accès est amélioré de 4 points et il en est presque de même pour la proportion de ceux qui sont au-dessus de 33% de taux d'effort.



En l'absence d'aide personnelle, la situation serait très différente puisque les actuels éligibles verraient leur taux d'effort augmenter au-delà de ce qui est le lot des non éligibles comme le montre le graphique suivant :



2.3 LES OPERATIONS COMBINANT PAS ET PRETS A 0% GARANTIS **DE LA GENERATION 2016 :**

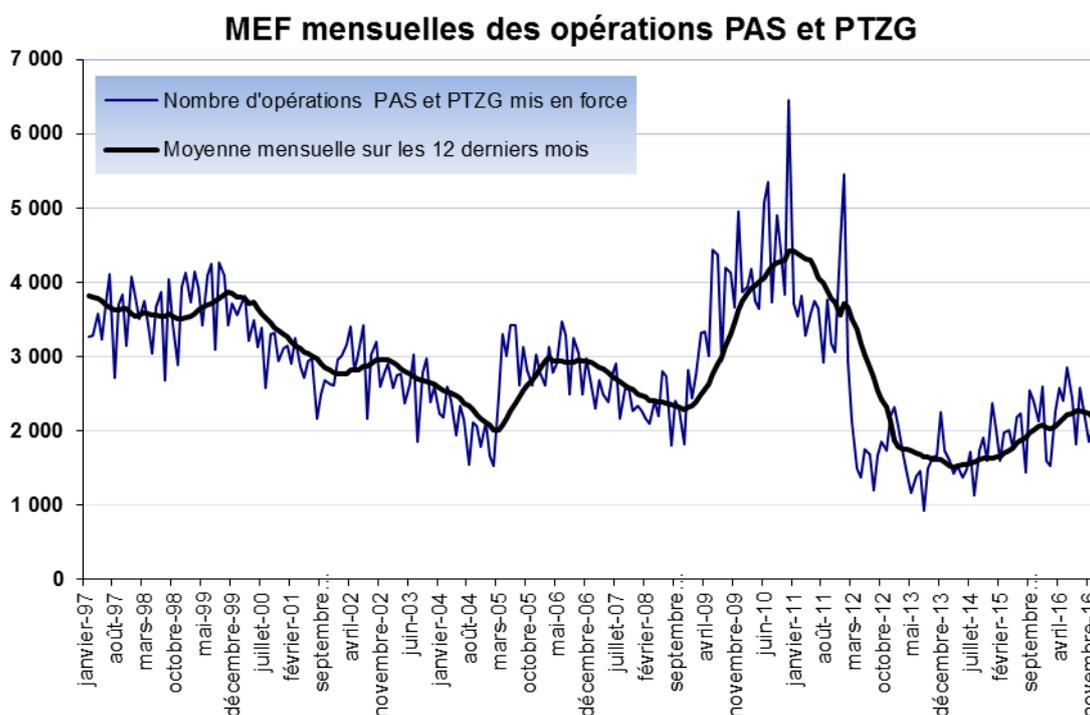
La comparaison entre les opérations financées par des PTZ garantis et des PTZ non garantis met en relief des différences nettes :

Opération avec ...	PTZ garantis	PTZ non garantis
Nombre moyen de personnes dans le foyer	3.1	2.5
Net imposable année de référence	23 848 €	24 748 €
Montant total de l'opération	189 075 €	195 999 €
Surface habitable	85.1	89.7
Montant du ptz	39 307 €	37 921 €
Montant du crédit d'impôt	11 325 €	8 909 €
Durée totale du prêt à taux zéro	263.6	238.4
Durée de la période 1 du prêt à taux zéro	155.7	150.6
% amorti en période 1	24.0	40.6
Montant des autres prêts	141 450 €	136 792 €
Montant total du prêt principal	133 780 €	114 258 €
Taux nominal du prêt principal	2.94	2.50
TEG du prêt principal	3.84	3.10
Durée totale du prêt principal (en mois)	315.6	269.7
Montant d'aide personnelle mensuel moyen	60.0	22.2
Taux d'apport personnel	4%	10%

	Opérations avec PTZ garantis		Opérations avec PTZ non garantis	
	Effectif	% PTZ Garantis	Effectif	% PTZ Non Garantis
Etat matrimonial du ménage emprunteur				
<i>Marié</i>	3 617	34.4%	11 199	25.2%
<i>Veuf</i>	30	0.3%	128	0.3%
<i>Divorcé ou Séparé</i>	517	4.9%	2 058	4.6%
<i>Célibataire</i>	2 178	20.7%	13 178	29.7%
<i>Vivant maritalement</i>	4 174	39.7%	17 872	40.2%
Zone				
<i>A</i>	2 599	24.7%	10 915	24.6%
<i>B1</i>	1 916	18.2%	10 311	23.2%
<i>B2</i>	2 158	20.5%	7 183	16.2%
<i>C</i>	3 843	36.5%	16 026	36.1%
Statut d'occupation du logement actuel				
<i>1 : Locataire HLM</i>	139	1.3%	2 123	4.8%
<i>2 : Autre locataire</i>	10 171	96.7%	33 741	75.9%
<i>4 : Hébergé(e) à titre gratuit</i>	161	1.5%	7 626	17.2%
<i>6 : Propriétaire (handicapé)</i>	45	0.4%	19	0.0%
<i>9 : Autres statuts</i>		0.0%	926	2.1%
Catégorie socioprofessionnelle				
<i>1 : Agriculteurs exploitants</i>	4	0.0%	395	0.9%
<i>2 : Artisans, commerçants et chefs d'entreprise</i>	85	0.8%	1 265	2.8%
<i>3 : Cadres et professions intellectuelles supérieures</i>	679	6.5%	6 049	13.6%
<i>4 : Professions Intermédiaires</i>	2 364	22.5%	10 879	24.5%
<i>5 : Employés</i>	3 272	31.1%	16 514	37.2%
<i>6 : Ouvriers</i>	3 901	37.1%	8 426	19.0%
<i>7 : Retraités</i>	64	0.6%	176	0.4%
<i>8 : Autres personnes sans activité professionnelle</i>	147	1.4%	731	1.6%
Situation socioprofessionnelle				
<i>1 : Salarié secteur privé (CDI)</i>	8 358	79.5%	26 308	59.2%
<i>2 : Salarié secteur privé (autres cas)</i>	451	4.3%	6 290	14.2%
<i>3 : Salarié secteur public</i>	1 450	13.8%	7 247	16.3%
<i>4 : Non-salarié</i>	102	1.0%	3 750	8.4%
<i>5 : Chômeur</i>	84	0.8%	125	0.3%
<i>6 : Inactif</i>	71	0.7%	715	1.6%
Type d'immeuble				
<i>individuel</i>	8 110	77.1%	30 117	67.8%
<i>collectif</i>	2 406	22.9%	14 318	32.2%
Type d'opération				
<i>1 : Achat neuf (au sens = jamais occupé)</i>	2 634	25.0%	15 431	34.7%
<i>2 : Construction de maison individuelle (achat du terrain compris)</i>	7 086	67.4%	21 140	47.6%
<i>3 : Construction de maison individuelle (hors achat du terrain)</i>	228	2.2%	3 563	8.0%
<i>4 : Acquisition amélioration pour les acquisitions seules, montant des travaux > 0</i>	295	2.8%	2 292	5.2%
<i>5 = Transformation de locaux non destinés à l'habitation en logement</i>	12	0.1%	171	0.4%
<i>6 = Levée d'option en location-accession, pour le 1er locataire (PSLA)</i>	256	2.4%	1 750	3.9%
<i>7 = Acquisition d'un logement avec travaux de remise à neuf TVA</i>	5	0.0%	88	0.2%
Eligibilité à l'APL/AL				
<i>Eligible</i>	4 032	40.7%	9 749	21.9%
<i>APL</i>	4 032	38.3%	11	0.0%
<i>AL</i>	0	0.0%	9 738	21.9%
<i>Non eligible</i>	6 484	59.3%	34 686	78.1%
Périmètre : Mises en force 2016 Métropole	10 516	100%	44 435	100%

Le développement qui suit porte sur les opérations associant PAS et PTZ. On recense 26 064 opérations combinant un ou plusieurs prêts PAS à un prêt à 0% garanti pour la génération 2016. Ils représentent 34,9% en effectifs et 40,9% en montants de la production totale de l'ensemble des opérations de la génération 2016.

Génération du 1er prêt mis en force	Nombre d'opérations PAS et PTZG	Montant garanti (PAS + PTZG en M€)
1995	3 154	198.1
1996	43 554	2 653.2
1997	42 937	2 872.4
1998	41 977	3 020.5
1999	46 218	3 613.2
2000	39 455	3 140.2
2001	33 299	2 789.2
2002	35 468	3 239.8
2003	31 543	3 084.5
2004	25 349	2 588.7
2005	32 946	3 538.9
2006	41 565	4 828.3
2007	23 661	2 809.5
2008	27 598	3 257.7
2009	43 482	5 404.2
2010	53 059	6 741.9
2011	42 675	5 512.7
2012	25 431	3 625.8
2013	19 361	3 094.7
2014	19 529	3 159.0
2015	24 805	4 121.0
2016	26 065	4 394.7
Total	723 131	77 688



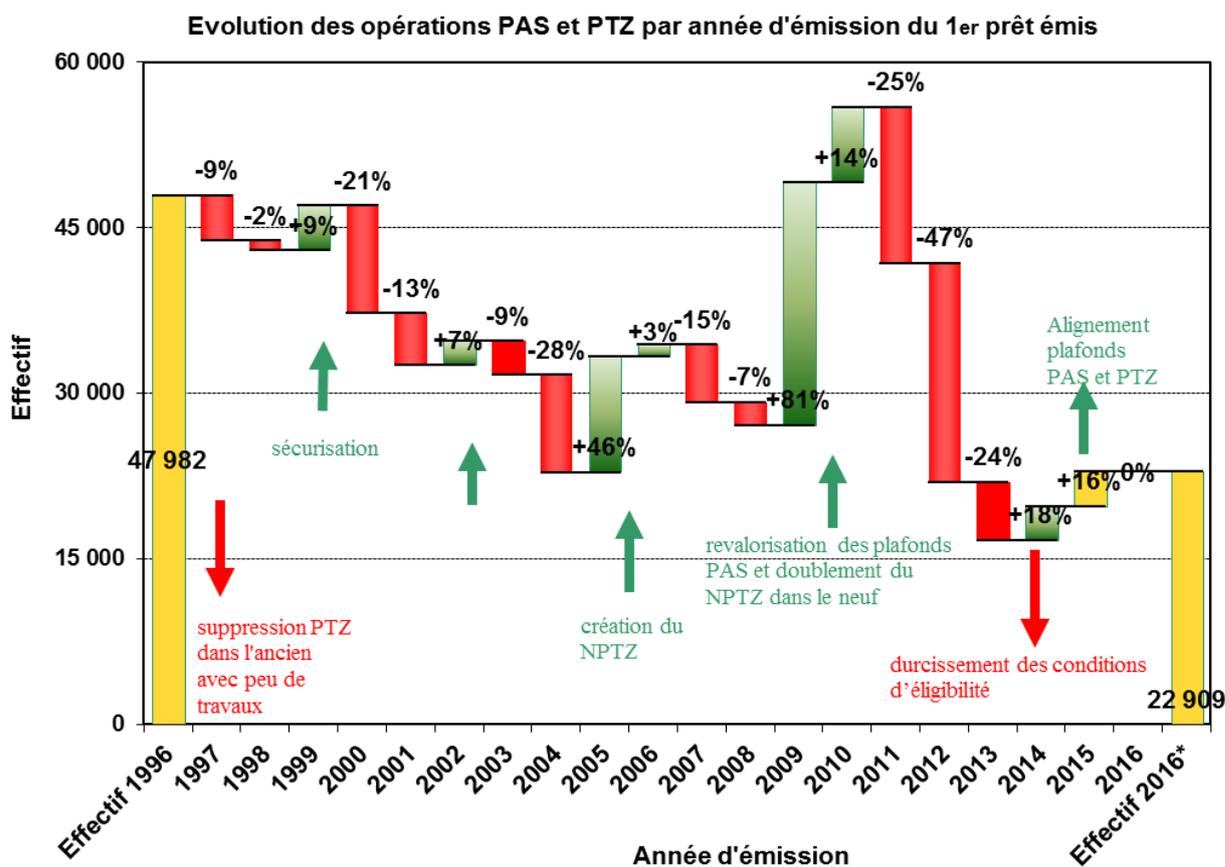
En 2016, le **montant moyen prêté** pour une opération combinant PAS et prêt à 0% garanti est de 168 606 €, en hausse de 1,5% par rapport à 2015, d'un coût moyen de 191 648 €(soit +1,5% sur un an). Le montant du revenu mensuel moyen des emprunteurs est en baisse de 5,3% par rapport à la génération 2015 et se situe à 2 534 €(à titre indicatif, dans le cas des opérations uniquement financées par des PAS, a également diminué de 3,0% par rapport à la génération 2015).

Comme pour les PAS, les réformes ont entraîné des variations significatives de la production des opérations PAS et PTZG (pour mémoire on laisse de côté la suppression de la déductibilité des intérêts des emprunts fin 1996 dans le neuf et fin 1997 dans l'ancien, puisque dès l'origine du PTZ, fin 1995, le cumul des deux avantages était interdit) :

- 1999 (sécurisation) avec une augmentation de 9%
- 2001 (revalorisation des plafonds PAS), dont l'effet n'est observé qu'en 2002 avec une hausse de 36%
- 2005 (création du NPTZ) avec +34%
- 2008 (revalorisation des plafonds PAS) et 2009 (doublement du NPTZ dans le neuf) qui occasionnent une production en nette progression avec +80%.
- La baisse considérable du nombre d'opérations PAS et PTZG : -27% en 2011, -46% en 2012 et -26% en 2013 s'explique pour sa part par le durcissement des conditions

d'éligibilité recentrage du PTZ+ sur les opérations dans le neuf « performant » accompagné d'une réduction (suppression de la 6ème et dernière tranche) des plafonds de ressources qui avaient déjà été réinstaurés en 2012.

- L'alignement des plafonds de ressources des prêts garantis sur ceux des PTZ au 1^{er} octobre 2014.



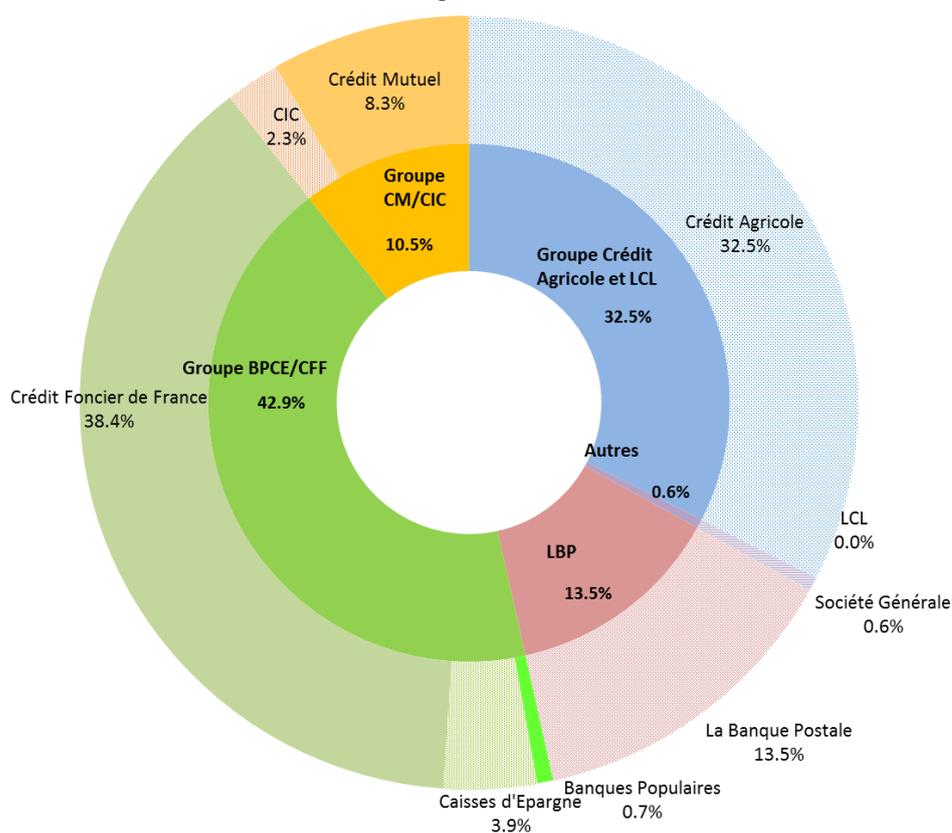
Les chiffres sur les émissions de PTZ garantis en 2016 sont encore très provisoires puisque les déclarations sont loin d'avoir été toutes reçues au 16/02/2017 (elles ne le sont qu'au fur et à mesure des mises en force). Il est possible voire probable que la baisse ne soit, au moins en partie, due qu'à un déficit temporaire de déclarations.

A noter que pour 2015 également il est possible qu'il y ait, à l'avenir, encore de légers ajustements.

Répartition par établissements

La répartition des montants prêtés pour financer des opérations combinant PAS et prêts à 0% garantis par distributeur et son évolution sont légèrement différentes de celles des opérations financées uniquement par des PAS. Anciennement, le Crédit Foncier distribuait près de la moitié des montants pour ce type d'opération, en 2016 sa part de marché continue à diminuer (38,4% et perd 10,1 points cette année après une baisse de 5,5 points en 2015 et 3,9 points en 2014), contrairement au Crédit Agricole qui gagne 7,0 points pour atteindre 32,5% en 2016. La Banque Postale reste stable avec une part de marché de 13,5% cette année.

Parts de marché (en montants) des établissements pour les opérations PAS et PTZ garantis



Le groupe BPCE/Crédit Foncier conserve le premier rang avec une part de marché de 42,9% malgré une baisse de 9,0 points en 2016 et de 6.7 points en 2015. Il est suivi par le groupe Crédit Agricole/LCL avec 32,5% (contre 25,6% en 2015).

Répartition géographique des opérations PAS et PTZG

L'augmentation des opérations associant PAS et PTZG de la génération 2016 (en effectifs) n'est pas constatée dans toutes les régions, notamment pour l'Ile-de-France (-8,4%). Les régions ayant enregistré les plus fortes augmentations sont l'Auvergne-Rhône-Alpes (+20,3%), le Grand Est (+20,1%), la Bourgogne-Franche-Comté (+15,8%) et la Normandie (+13,1%).

Répartition des opérations PAS et PTZG de la génération 2016 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2016/2015	Part de la région (montants)
Ile de France	4 190	16.1%	-8.4%	19.7%
Auvergne-Rhône-Alpes	4 348	16.7%	20.3%	16.7%
Occitanie	3 048	11.7%	3.5%	11.3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 980	7.6%	9.6%	8.5%
Pays de la Loire	2 421	9.3%	7.2%	8.2%
Nouvelle-Aquitaine	2 208	8.5%	-5.0%	7.7%
Hauts-de-France	1 655	6.3%	-4.7%	6.1%
Normandie	1 489	5.7%	13.1%	5.4%
Grand Est	1 373	5.3%	20.1%	5.1%
Bretagne	1 503	5.8%	15.6%	4.9%
Centre-Val de Loire	971	3.7%	-1.4%	3.4%
Bourgogne-Franche-Comté	644	2.5%	15.8%	2.1%
Corse	235	0.9%	-4.9%	0.9%
Ensemble	26 065	100%	5.1%	100.0%

La répartition géographique des opérations financées par PAS et PTZG montre que les régions Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, et Occitanie restent les plus importantes productrices (respectivement 16,1%, 16,7% et 11,7%). Elles représentent 44,5% des opérations combinant un PAS et un prêt à 0% garantis en effectifs, et 47,7% en montant (respectivement 19,7%, 16,7% et 11,3%).

Caractéristiques des opérations

L'ouverture en février 2005 du PTZ à l'acquisition seule avait bouleversé la répartition des opérations combinant PAS et PTZG. Le doublement dans le neuf du montant du NPTZ à compter du 15 janvier 2009, puis la fin en sifflet de cette mesure à partir du 1^{er} juillet 2010 ont contribué à l'accroissement de la part du neuf parmi les opérations financées par un NPTZ garanti. En raison de l'ouverture depuis 2015 du PTZ dans l'ancien avec travaux (cependant limitée aux communes « centre-bourg » en 2015), la part du neuf (mises en force) est de 84,6% en 2016, contre 95,6% en 2015 et 98,2% en 2014.

Répartition des opérations PAS et PTZG par type d'opération

	2014		2015		2016	
Neuf	19 178	98.2%	23 703	95.6%	22 042	84.6%
Acquisition avec amélioration	61	0.3%	361	1.5%	3 079	11.8%
Acquisition seule	290	1.5%	741	3.0%	944	3.6%
Ensemble	19 529	100%	24 805	100%	26 065	100%

L'analyse de l'évolution par génération des opérations associant PAS et PTZG par **zone géographique** montre que le nombre d'opérations situées en Ile-de-France est en baisse de 8,4% contre une hausse de 8,1% en province. Seulement 16,1% des opérations associant PAS et PTZG en 2016 sont distribués en Ile-de-France, contre respectivement 18,4% et 21,8% en 2015 et 2014.

En Ile-de-France, les opérations sont dans le neuf pour 92,7% d'entre elles, contre 96,0% pour 2015 et 97,6% pour la génération précédente.

En province, le neuf représente près de 83,0% des opérations contre 95,5% pour 2015 et 98,4% pour 2014.

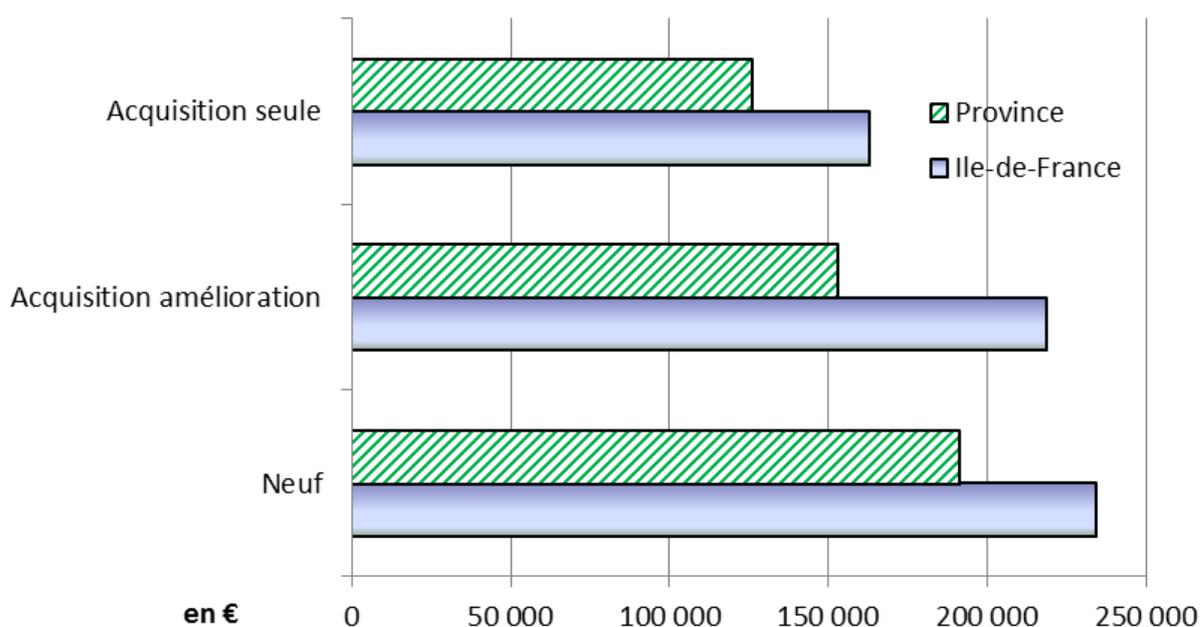
Entre 2015 et 2016, le coût moyen d'opération augmente une nouvelle fois (+1,5% en moyenne pour l'ensemble des types d'opération) : 4,0% dans le neuf, 22,8% pour les acquisitions avec amélioration et 2,8% dans les acquisitions seules.

Coûts moyens d'opération en euros

	2014	2015	2016	Variation 15/16
Neuf	185 300	191 590	199 210	4.0%
Acquisition avec amélioration	132 442	126 331	155 127	22.8%
Acquisition seule	121 344	130 528	134 204	2.8%
Ensemble	184 185	188 816	191 648	1.5%

Le coût moyen d'opération reste nettement supérieur en Ile-de-France, en hausse de 3,0% par rapport à 2015. L'écart absolu entre province et Ile-de-France est autour de 46 600 € (soit 3 500 € de plus qu'en 2015).

Montant moyen d'une opération PAS et PTZG selon le type d'opération et la distinction Province/Ile de France



La quotité moyenne des prêts garantis (PAS & PTZG), finançant la même opération couvre 88,0% du coût total de l'opération ; cette quotité est légèrement plus importante en Ile de France, et vaut 89,4% contre 87,6% en Province.

En regardant par type d'opération, on constate que la quotité est supérieure dans le neuf en Ile-de-France avec 89,6% ; elle est de 87,4% en province. Ces quotités sont respectivement de 93,0% et 89,9% pour l'acquisition avec amélioration, et de 82,7% et 83,9% pour l'acquisition seule.

Les quotités hors prêts complémentaires dans la base des PTZ restent proches de celles calculées dans la base des prêts garantis 89,5% contre 88,0%. La différence de quotité provient de la différence de périmètre, puisqu'on compte 26 065 opérations PAS et PTZG dans la base des prêts garantis contre 30 718 dans la base des PTZ (l'année de mise en force du PAS n'étant pas connue dans cette base).

Par ailleurs, au vu des déclarations reçues, les prêts complémentaires ne seraient présents que dans 9,1% des opérations PAS et PTZG 2016 dans la base des prêts garantis et compte tenu des montants déclarés, il en découlerait un taux d'apport personnel se situant autour de 10,9%.

Or, dans la base PTZ on constate que :

1 le taux de présence des autres prêts que le PAS et le PTZG est de 22,2%.

2 Le taux d'apport personnel déduit par le calcul de la base PTZ est de 8,5% pour un montant des autres prêts de 2,1%.

S'agissant de données à caractère non facultatif dans la base des PTZ, celle-ci doit être considérée comme plus fiable.

Ceci est de nature à renforcer les doutes exprimés pour les PAS seuls et les PAS dans leur ensemble en pages 16 et 34.

Quotité moyenne du montant PAS & PTZG de la génération 2016 dans le coût d'opération

	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	89.6%	87.4%	87.9%
Acquisition avec amélioration	93.0%	89.9%	90.0%
Acquisition seule	82.7%	83.9%	83.6%
Ensemble	89.4%	87.6%	88.0%

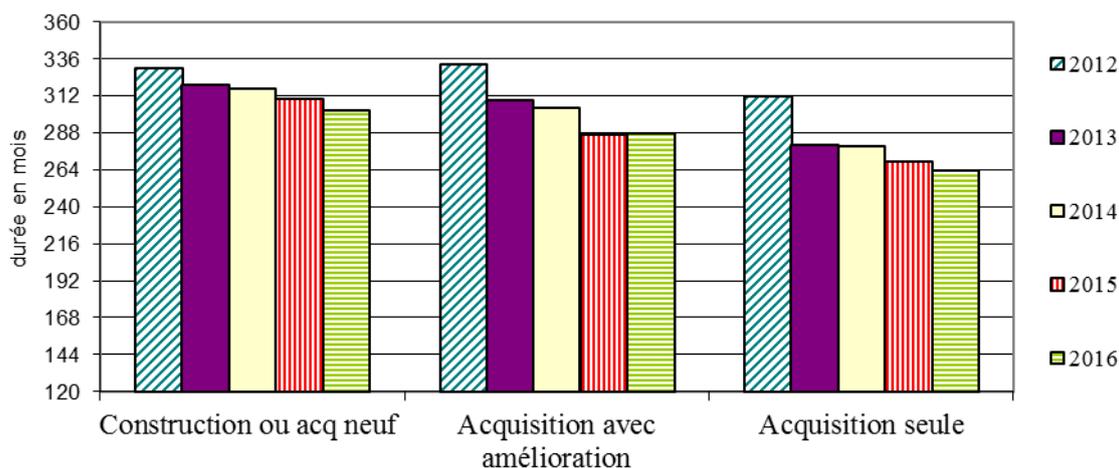
La durée prise en compte pour une opération est celle associée au prêt le plus long (PAS ou PTZG).

Après des hausses régulières de la durée maximale des prêts finançant des opérations PAS et PTZG, la génération 2016 affiche une durée moyenne en légère baisse : en 2012, la durée

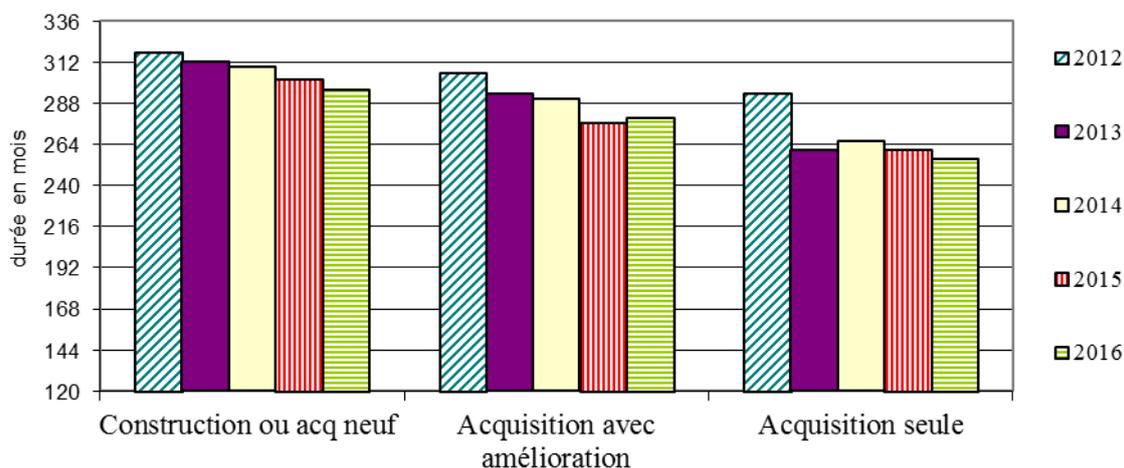
moyenne s'établit à 26 ans et 2 mois et diminue progressivement par la suite : 26 ans et 2 mois en 2013, 25 ans et 10 mois en 2014, 25 ans et 2 mois en 2015, et 24 ans et 6 mois en 2016.

La durée moyenne en Ile-de-France est plus élevée qu'en province (25 ans contre 24 ans et 5 mois).

Durée d'une opération PAS et PTZG en Ile de France



Durée d'une opération PAS et PTZG en Province



La durée moyenne des opérations PAS et PTZG diminue de 7 mois dans le neuf en Ile-de-France, tout comme l'acquisition sans amélioration (-6 mois), tandis que l'acquisition avec amélioration augmente de 1 mois.

En province, la durée moyenne dans le neuf baisse de 6 mois, dans l'acquisition sans amélioration de 5 mois, et augmente de 3 mois dans l'acquisition avec amélioration.

La tendance générale montre une diminution de la durée moyenne du prêt : dans le neuf, la durée s'établit à 24 ans et 9 mois (-7 mois par rapport à 2015), dans l'acquisition avec amélioration autour de 23 et 4 mois (+3 mois) et dans l'acquisition sans amélioration à 21 ans et 6 mois (-5 mois).

Le TEG moyen des opérations PAS et PTZG, pondéré au sein de l'opération par le montant des PAS, est de 2,85% en 2016, contre 3,36% en 2015.

Le revenu mensuel moyen d'un emprunteur associant à un PAS un prêt à 0% garanti est de 2 534 € en baisse de 5,3% par rapport à la génération précédente, une baisse qui se retrouve aussi bien dans le neuf (-4,1%) que dans l'acquisition sans amélioration (-7,4%) ou l'acquisition avec amélioration (-5,3%).

Revenu mensuel moyen des ménages en euros

	2014	2015	2016	Variation
Neuf	2 633	2 685	2 574	-4.1%
Acquisition amélioration	2 575	2 292	2 284	-0.3%
Acquisition seule	2 407	2 468	2 285	-7.4%
Ensemble	2 628	2 675	2 534	-5.3%

La structure de répartition par CSP est globalement inchangée, la part des employés reste prépondérante (33,3%), suivie des ouvriers (26,7%). En ajoutant les professions intermédiaires à ces deux dernières, elles cumulent 82,7% de l'ensemble des opérations financées avec PAS et PTZG en 2016.

CSP des emprunteurs en 2016

CSP	Effectifs	%
Agriculteurs	221	0.8%
Artisans, commerçants	654	2.5%
Cadres	2 515	9.6%
Prof. Intermédiaires	5 929	22.7%
Employés	8 676	33.3%
Ouvriers	6 958	26.7%
Retraités	176	0.7%
Inactifs	936	3.6%
Ensemble	26 065	100%

La répartition par type d'opération varie légèrement selon les CSP et reste fortement liée aux récentes évolutions règlementaires du PTZ. Ainsi, dans toutes les catégories socioprofessionnelles, la part du neuf représente 84,6% des opérations, la part des retraités dans le neuf est à 71,0%, mais ce pourcentage porte sur un effectif réduit.

Le montant moyen prêté pour une opération combinant un PAS et un PTZG, représente en moyenne environ 5 ans et 7 mois de revenus⁸ de l'emprunteur. Selon la CSP de l'emprunteur, cette donnée s'étale de 4 ans pour les agriculteurs à 6 ans pour les artisans, commerçants.

Pour l'ensemble des emprunteurs, le coût moyen exprimé en nombre de mois de revenu est de 6 ans et 4 mois (en hausse de 5 mois par rapport à 2015). Les coûts moyens varient de 4 ans et 10 mois pour les agriculteurs à 7 ans pour les artisans, commerçants.

La part d'opérations réalisées par des ménages de 4 personnes ou plus perd 1,7 point au profit des ménages plus petits, le nombre moyen de personnes diminue donc à 2,75 (contre 2,83 en

⁸ Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué, de fait, sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 41% des déclarations), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, compte tenu des valeurs mal renseignées où les montants du revenu sont déclarés comme revenu mensuel au lieu d'annuel.

2015).

Répartition par taille de ménage et par type d'opération

Taille de ménage	Neuf		Acquisition amélioration		Acquisition seule		Ensemble
Personne seule	4 865	22.1%	864	28.1%	248	26.3%	22.9%
2 personnes	5 167	23.4%	801	26.0%	197	20.9%	23.7%
3 personnes	5 067	23.0%	614	19.9%	197	20.9%	22.6%
4 personnes	4 501	20.4%	492	16.0%	174	18.4%	19.8%
5 personnes	1 862	8.4%	229	7.4%	93	9.9%	8.4%
6 personnes et plus	580	2.6%	79	2.6%	35	3.7%	2.7%
Ensemble	22 042	100%	3 079	100%	944	100%	100%
moyenne du nombre de personnes	2.78		2.56		2.76		2.75

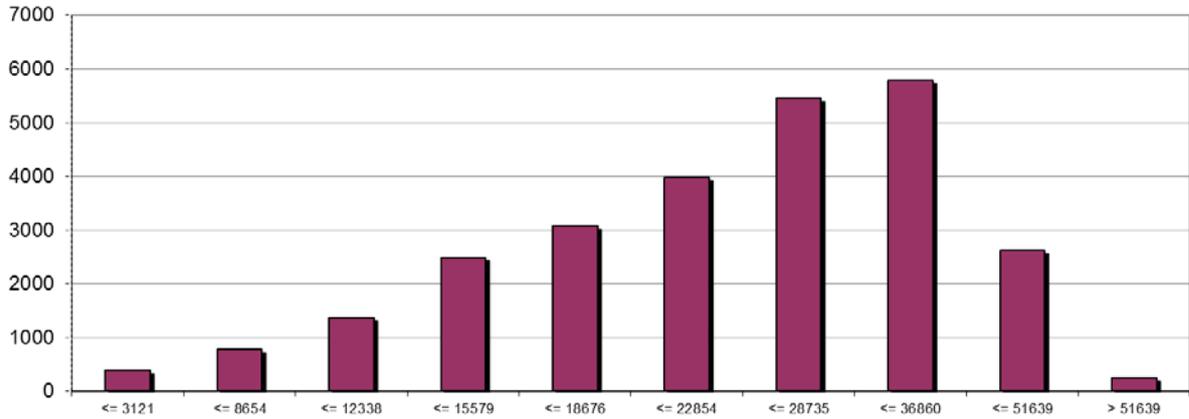
En 2016, la répartition des emprunteurs selon leur situation familiale est sans grand changement par rapport à l'année précédente. Les couples restent la catégorie prépondérante (66,0%), avec une baisse de 3,1 points par rapport à 2015.

Situation familiale des bénéficiaires combinant PAS et PTZG

	2014		2015		2016	
Marié ou vivant maritale	13 460	68.9%	17 152	69.1%	17 202	66.0%
Seul	6 069	31.1%	7 653	30.9%	8 863	34.0%
Ensemble	19 529	100%	24 805	100%	26 065	100%

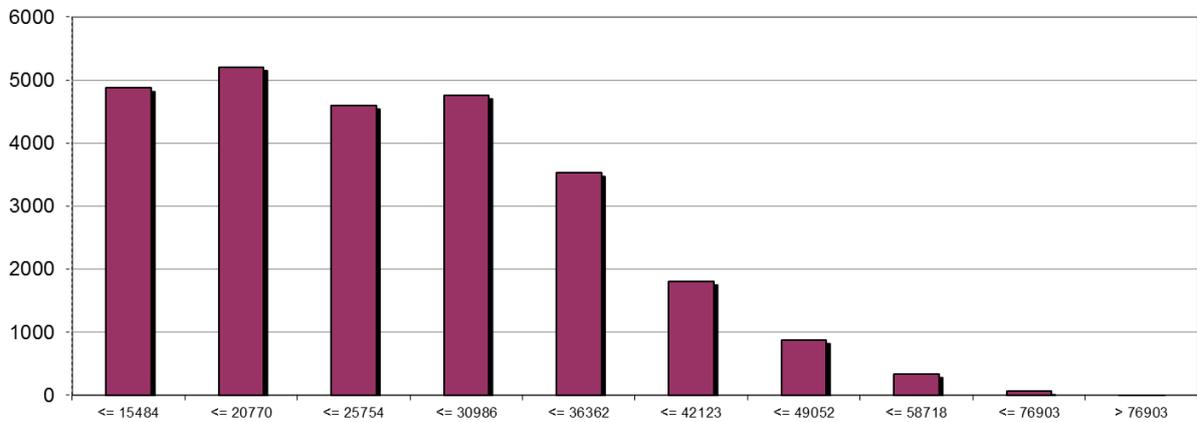
La répartition selon les déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux des prêts garantis (hors éco-prêts) est inégale. Moins de 20% des prêts sont accordés aux quatre premiers déciles de revenus. Les emprunteurs ayant un RFR compris entre 22 855 € et 51 639 € (correspondant aux déciles 7 à 9) représentent plus de la moitié des emprunteurs soit 53,1%.

Nombre d'opérations garanties financées par PAS et PTZ en métropole par décile de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux



La répartition selon les déciles de revenu fiscal des propriétaires occupants est également inégale. 74,6% des prêts sont accordés aux quatre premiers déciles de revenus, alors que les emprunteurs ayant un RFR compris dans les quatre derniers déciles ne représentent que 4,9% des emprunteurs.

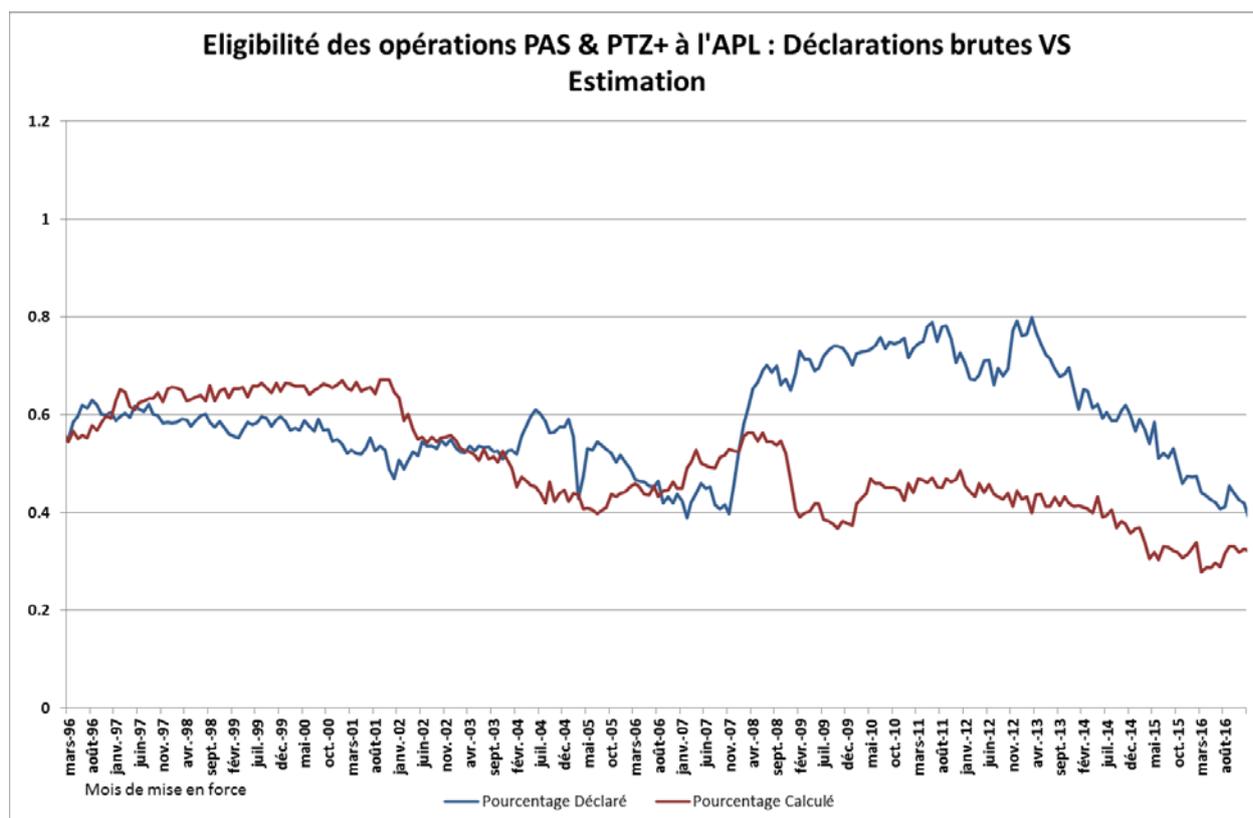
Nombre d'opérations garanties financées par PAS et PTZ en métropole par décile de revenu fiscal des propriétaires occupants



Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs pour des opérations financées par des PAS accompagnés d'un PTZ garanti

a- Déclarations des EC et Estimation SGFGAS :

Le constat est similaire au PAS, avec une divergence plus tardive entre les variables calculée et déclarée. Elle est véritablement marquée à partir de février 2009, alors que dans le cas des PAS seuls, les premières ruptures tendancielles commencent dès avril 2002.

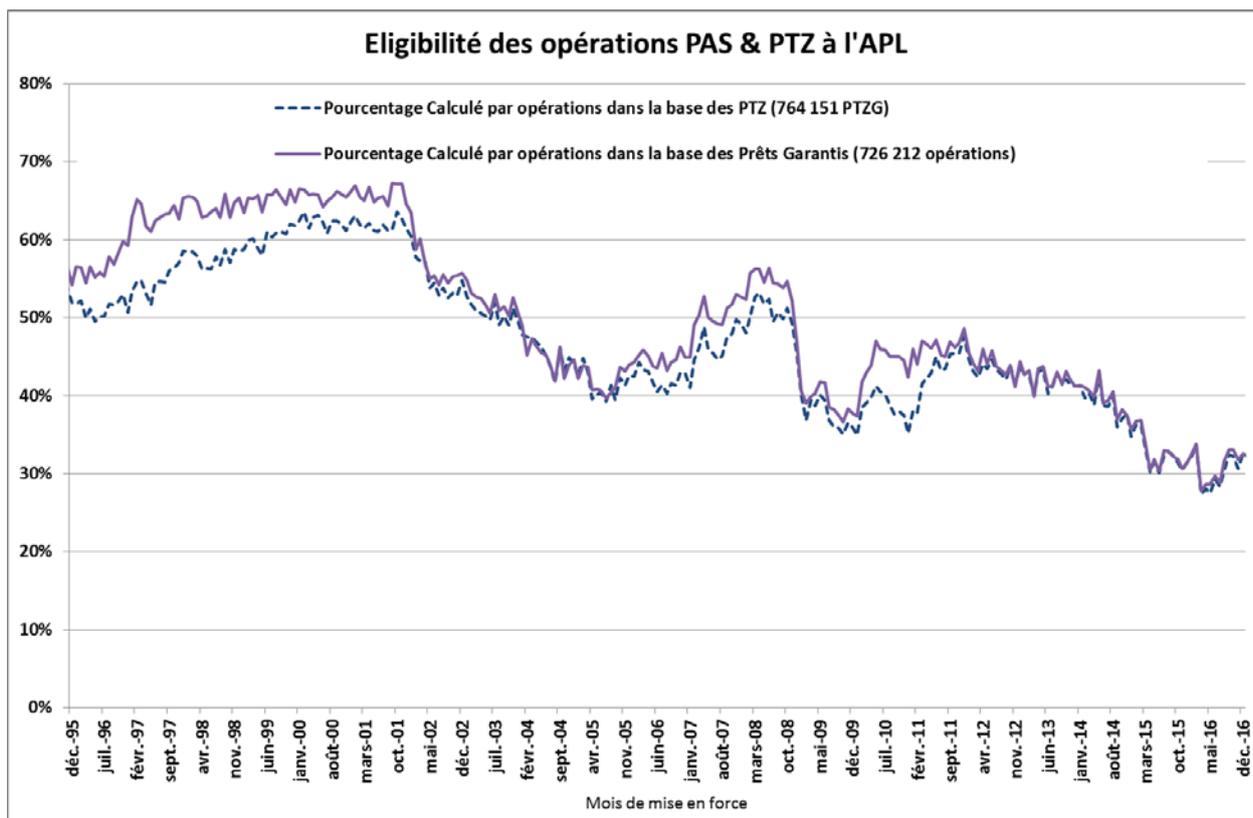


NB : Une étude sur l'amélioration du taux d'effort via l'APL des opérations PTZ avec PAS est consultable dans le bilan PTZ pour 2015.

b- Analyse par opération :

L'analyse par opération montre que l'évaluation de l'éligibilité à l'APL de l'emprunteur fluctue et tend à baisser ces dernières années.

Le pourcentage calculé de l'éligibilité est par opération pour les deux courbes, l'une est calculée au sein de la base des PTZ et l'autre au sein de la base des prêts garantis.



c- Amélioration du taux d'effort permise par l'APL

On se reportera au bilan PTZ 2015 pour un éclairage sur les améliorations du taux d'effort des ménages résultant de l'aide personnelle pour les opérations PAS avec PTZ.

2.4 LES ÉCO-PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GÉNÉRATION 2016

Dans cette partie du bilan, on s'intéresse donc aux caractéristiques du prêt lui-même, puisqu'en 2016, seulement 31 opérations garanties comprennent un éco-prêt à 0% garanti et un autre prêt garanti.

On recense 254⁹ éco-prêts garantis pour un montant prêté de 4,2 M€ pour la génération 2016 pour 23 233 éco-prêts (hors éco-prêts complémentaires) mis en force en 2016 pour un montant prêté de 408,3 M€ sur l'ensemble des éco-prêts.

Le montant moyen d'un éco-prêt garanti est de 16 309 € pour financer des travaux de 19 055 €

Sur l'ensemble des éco-prêts mis en force en 2016, le montant moyen est de 17 618 € pour un montant moyen de travaux égal à 21 426 €

Seuls le Crédit Agricole, le Crédit Foncier de France, les Banques Populaires et les caisses d'épargne ont mis en force des éco-prêts garantis en 2016.

La durée moyenne des éco-prêts garantis est de 120 mois, soit 10 ans, 5 mois de moins que dans l'ensemble des éco-prêts.

⁹ A noter que les effectifs d'éco-prêts déclarés comme garantis dans la base « éco-prêts » ne sont pas tout à fait identiques aux effectifs d'éco-prêts garantis issus de la base FGAS. Les effectifs présents dans ce bilan sont ceux issus de la base FGAS retrouvés dans la base des éco-prêts soit 252 éco-prêts analysés.

Ci-dessous deux tableaux résumant les caractéristiques des éco-prêts garantis et non garantis (hors éco-prêts complémentaires) de la génération 2016 :

		Nombre d'éco-prêts	Montant moyen prêté (€)	Montant moyen des travaux (€)	Durée moyenne (mois)
Ensemble des Eco-prêts garantis		252	16 309 €	19 055 €	120
Type de logement	Maison individuelle	241	16 273 €	18 981 €	118
	Appartement	11	17 088 €	20 674 €	147
Période d'achèvement du logement	avant 1949	89	17 376 €	21 047 €	123
	1949-1974	80	16 919 €	19 780 €	127
	1975-1989	83	14 577 €	16 219 €	109
Zone climatique	H1	28	15 601 €	21 051 €	120
	H2	212	16 342 €	18 879 €	119
	H3	12	17 383 €	17 495 €	130
Bouquet de travaux		219	17 516 €	20 461 €	123
Performance énergétique		1	n.s.	n.s.	n.s.
Assainissement non collectif		32	8 122 €	9 584 €	93
Occupation du logement	Propriétaire	244	16 197 €	18 981 €	119
	Locataire	4	20 681 €	22 630 €	150
	Mis à disposition gratuitement	4	18 765 €	19 968 €	135
	Vacant	0	-	-	-
Commanditaire des travaux	Propriétaire	251	16 294 €	19 028 €	120
	Copropriété	0	-	-	-
	Propriétaire et copropriété	1	n.s.	n.s.	n.s.

n.s. : non significatif

		Nombre d'éco-prêts	Montant moyen prêté (€)	Montant moyen des travaux (€)	Durée moyenne (mois)
Ensemble des Eco-prêts non garantis		23233	17 574 €	21 398 €	125
Type de logement	Maison individuelle	22127	17 658 €	21 560 €	124
	Appartement	1106	15 890 €	18 170 €	131
Période d'achèvement du logement	avant 1949	7952	18 382 €	22 541 €	130
	1949-1974	8271	17 923 €	22 055 €	128
	1975-1989	7010	16 245 €	19 326 €	115
Zone climatique	H1	10996	18 240 €	22 939 €	125
	H2	11304	17 008 €	20 030 €	125
	H3	926	16 601 €	19 830 €	121
Bouquet de travaux		20612	18 628 €	22 700 €	127
Performance énergétique		325	19 759 €	25 033 €	135
Assainissement non collectif		2296	7 806 €	9 199 €	99
Occupation du logement	Propriétaire	21146	17 411 €	21 279 €	123
	Locataire	1335	18 475 €	21 443 €	136
	Mis à disposition gratuitement	287	20 274 €	24 394 €	141
	Vacant	465	20 729 €	24 840 €	141
Commanditaire des travaux	Propriétaire	22926	17 596 €	21 429 €	125
	Copropriété	173	15 080 €	17 388 €	124
	Propriétaire et copropriété	134	17 085 €	21 331 €	122

Répartition géographique des Éco-prêts à 0% garantis

La province compte 98,0% des éco-prêts garantis. La zone C (au sens du zonage A/B/C) rassemble 71,0% des éco-prêts garantis tandis que seulement 2,8% concernent la zone A.

72,6% des éco-prêts garantis se situent en zone climatique H2C (183 éco-prêts) et 10,3% en zone H2B (26 prêts). A elles deux, elles représentent plus de 80% des éco-prêts garantis. L'ensemble de la zone H2 rassemble 83,7% des éco-prêts garantis de la génération 2016.

Si l'on considère l'ensemble des éco-prêts mis en force en 2016, c'est en zone H2B que se situe le plus grand nombre avec 4 493 éco-prêts, soit 19,3% du total, suivi par la zone H1A avec 4 310 éco-prêts (18,6%).

Caractéristiques des types de travaux des Éco-prêts à 0% garantis

Le bouquet de deux actions représente la majorité des éco-prêts garantis de la génération 2016 avec 143 éco-prêts garantis, devant le bouquet de 3 actions ou plus (76 éco-prêts). L'assainissement correspond à 32 éco-prêts garantis, et il n'y a eu qu'un seul éco-prêt performance globale pour la génération 2016. Les bouquets deux et trois actions ou plus représentent donc 86,9% des éco-prêts garantis de la génération 2016.

S'agissant de l'ensemble des éco-prêts mis en force en 2016, on recense 12 352 éco-prêts liés aux bouquets de deux actions, devant les bouquets de trois actions ou plus avec 8 260 éco-prêts, loin devant l'assainissement et la performance globale avec respectivement 2 296 et 325 éco-prêts.

Les éco-prêts garantis liés aux bouquets de trois actions ou plus ont un montant moyen de 23 046 € (14 577 € pour les bouquets de deux actions) pour un montant de travaux moyen égal à 26 398 € (17 306 € pour les bouquets de deux actions).

Caractéristiques des bénéficiaires

Les employés sont les principaux bénéficiaires d'éco-prêts garantis (63), devant les retraités (47), les ouvriers et les professions intermédiaires (respectivement 39 et 34 éco-prêts).

Les agriculteurs ont un prêt moyen de 19 031 €, devant les cadres (18 368 €) et les artisans, commerçants (18 319 €). Le coût moyen des travaux sont les plus élevés pour les agriculteurs (25 211 €), les cadres (20 095 €), les professions intermédiaires (19 775 €) et les ouvriers (19 522 €).

La durée de l'éco-prêt garanti est la plus longue par ordre décroissant chez les ouvriers (133 mois), les employés (129 mois), les cadres (121 mois) et les artisans, commerçants (116 mois) alors que chez les inactifs, elle n'est que de 76 mois.

3. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER POUR LA GENERATION 2016

3.1 OPERATIONS PAS DOM SEULS DE LA GENERATION 2016

Le nombre d'opérations composées seulement de PAS distribués en DOM (appelés dans ce qui suit « PAS DOM ») de la génération 2016 s'élève à 377 prêts contre 384 dans la génération précédente, soit une baisse de 1,8%. La répartition de la production selon le département d'Outre-Mer est la suivante : 59,7% pour la Réunion, 20,2% en Martinique, 14,1% en Guyane et 6,1% en Guadeloupe. Le montant moyen prêté pour ces opérations est de 133 434 € (contre 133 597 € en France métropolitaine), soit une augmentation de 3,8% par rapport à la génération 2015. Le coût moyen d'opération s'élève à 165 898 € (en augmentation de 5,7% par rapport à l'année précédente) contre 170 649 € en France métropolitaine. La quotité du PAS DOM diminue légèrement passant de 81,9% en 2015 à 80,4% en 2015 (contre 78,3% pour la génération 2016 en métropole). Elle est plus élevée dans l'acquisition avec amélioration (89,8%) que dans l'acquisition sans amélioration (82,7%), et le neuf (74,9%).

Près de trois opérations sur quatre concernent l'acquisition dans l'ancien. Les opérations pour l'acquisition sans amélioration conservent leur prédominance (71,4% des opérations contre 68,8% l'année précédente) tandis que la part des acquisitions avec amélioration passe à 8,2% contre 11,2% en 2015. La part du neuf stagne à 19,6% (19,3% en 2015) et celle de l'amélioration seule reste à 0,8%.

Plus de la moitié des opérations comportant des PAS DOM seulement (51,2%) concerne les ménages composés d'une ou deux personnes (contre 54,2% en 2015). Si on y ajoute les ménages de 3 personnes, on obtient 70,6% des emprunteurs (contre 75,3% en 2015). La part des ménages comportant plus de 4 personnes est de 6,6%.

Près de la moitié des emprunteurs vivent seuls (48,0%). La part des emprunteurs mariés ou vivant maritalement a donc légèrement augmenté à 52,0%, elle était de 50,5% l'année précédente.

Les employés restent la catégorie socio-professionnelle prépondérante en 2016 avec 53,1% des opérations financées par des PAS DOM seuls (-0,1 point par rapport à l'année précédente), devant les professions intermédiaires avec 15,9% (-3,4 points). Les cadres arrivent en troisième position avec 13,0%. Les ouvriers ne représentent que 6,6% des emprunteurs, ils étaient 7,8% en 2015. L'ensemble de ces quatre catégories socio-professionnelles concernent 88,6% des ménages. En métropole, les employés sont également la catégorie socio-professionnelle prédominante, mais avec 35,0%, tandis que les ouvriers représentent 21,3% des ménages, les professions intermédiaires 21,3% et les cadres 12,4%. L'ensemble des ouvriers, employés, professions intermédiaires et cadres représentent ainsi 90,0% des emprunteurs en métropole.

Plus de la moitié de ces opérations sont financées par la Banque postale (51,5%) et près d'un tiers par le Crédit Agricole (33,2%). Les parts de marché (en nombre d'opérations) des Banques Populaires et du Crédit Mutuel sont respectivement de 13,3% et 2,1%.

Les parts de marché en montants prêtés diffèrent peu ; elles sont de 48,8% pour la Banque postale, de 37,9% pour le Crédit Agricole, de 11,9% pour les Banques Populaires et d'1,4% pour le Crédit Mutuel.

3.2 OPERATIONS PAS ET PTZ GARANTIS DE LA GENERATION 2016

En 2016, le nombre d'opérations financées par des PAS et PTZG DOM s'élève à 332 contre 281 en 2015, soit une augmentation de 18,1%.

En 2016, 214 opérations ont lieu à l'Ile de la Réunion, les autres prêts se répartissant comme suit : 47 en Martinique, 16 en Guadeloupe, 55 en Guyane. Le neuf représente 94,0% de l'ensemble des opérations (seulement 20 opérations dans l'ancien).

Le montant moyen prêté dans les DOM est de 181 906 € (contre 168 606 € en métropole), en hausse de 8,1% par rapport à 2015. Le coût de l'opération se monte à 198 729 € (contre 191 648 € en France métropolitaine), soit +7,8% par rapport à la génération 2015. La quotité est de 91,5% pour 2016, elle se situait à 91,2% l'année précédente.

Plus d'un tiers des emprunteurs vivent seuls (41,3%), ils étaient 42,7% l'année précédente. Les couples mariés ou vivant maritalement représentent 58,7% des ménages, alors que leur part était de 57,3% en 2015.

Les ménages de 3 personnes représentent 28,0% des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et un PTZG dans les DOM et 25,9% des emprunteurs sont des ménages de 4 personnes.

Cette année est marquée par la baisse des petits ménages (18,7% en 2016 contre 22,1% en 2015 pour les ménages de 1 personne, 20,8% en 2016 contre 26,7% en 2015 pour les ménages de 2 personnes).

La génération 2016 est marquée par la baisse de la part des ouvriers qui représentent 47,9% des emprunteurs (contre 53,4% en 2015) au profit des professions intermédiaires qui passent de 20,6% en 2015 à 24,7% en 2016. La part des cadres est de 11,4%. L'ensemble des ouvriers, employés, cadres et professions intermédiaires représentent 93,4%. En métropole, l'ensemble de ces quatre catégories représentent 92,4% des emprunteurs.

Plus de deux tiers (68,4%) des opérations comportant PAS et PTZ garantis sont financées par le Crédit Agricole et 26,8% par la Banque Postale. Les parts de marché (en nombre d'opérations) des Banques Populaires et du Crédit Mutuel sont respectivement de 2,7% et 2,1%.

Les parts de marché en montants prêtés (ensemble des prêts garantis) diffèrent peu ; elles sont de 71,1% pour le Crédit Agricole, 24,5% pour la Banque Postale, de 2,6% pour les Banques Populaires et 1,8% pour le Crédit Mutuel.

3.3 ECO-PRETS GARANTIS DANS LES DOM

En 2016, il n'y a pas eu d'éco-prêt garanti distribué dans les DOM.

4. ANNEXES

ANNEXES

PREAMBULE

ANNEXES OPERATIONS FINANCEES PAR AU MOINS UN PAS

Annexe 1 : Caractéristiques des opérations PAS par génération

Annexe 2 : Parts de marché des établissements pour les opérations PAS par génération

Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées PAS de la génération 2016
- par département
- par zone de Robien

Annexe 4 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations PAS par génération
- effectifs et principales caractéristiques des opérations

Annexe 5 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS
- principales caractéristiques des opérations financées par PAS de la génération 2016

Annexe 6 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS
- principales caractéristiques des opérations financées par PAS de la génération 2016

ANNEXES DES OPERATIONS FINANCEES PAR DES PAS SEULS

Annexe 7 : Caractéristiques des opérations PAS seuls par génération

Annexe 8 : Parts de marché des établissements pour les opérations PAS seuls par génération

Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées PAS seuls de la génération 2016
- par département
- par zone de Robien

Annexe 10 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations PAS seuls par génération
- effectifs et principales caractéristiques des opérations

Annexe 11 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS seuls
- principales caractéristiques des opérations financées par PAS seuls de la génération 2016

Annexe 12 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS seuls
- principales caractéristiques des opérations financées par PAS seuls de la génération 2016

Annexe 13 : Caractéristiques des opérations PAS seuls dans les départements d'outre mer (PAS DOM)
- caractéristiques des opérations PAS seuls DOM par génération
- caractéristiques des bénéficiaires de PAS seuls DOM par génération

Annexe 14 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations PAS seuls

ANNEXES DES OPERATIONS FINANCEES PAR DES PAS ET PTZG

Annexe 15 : Caractéristiques des opérations PAS et PTZ garantis par zone

- détails des opérations PAS et des PTZ garantis par zones et génération
- caractéristiques des opérations PAS et PTZ garantis par zones de la génération 2016

Annexe 16 : Parts de marché des établissements producteurs des opérations PAS et PTZ garantis par génération

Annexe 17 : CSP des emprunteurs bénéficiant d'une opération PAS et PTZ garantis de la génération 2016

Annexe 18 : Caractéristiques des opérations PAS et PTZ garantis par type d'opération/immeuble

Annexe 19 : Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations PAS et PTZ garantis par génération

Annexe 20 : Caractéristiques des opérations PAS et PTZG dans les DOM par département

Annexe 21 : Caractéristiques des bénéficiaires des opérations PAS et PTZG dans les DOM

Annexe 22 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations PAS et PTZ garantis

ANNEXES ECO-PRETS GARANTIS

Annexe 23 : Caractéristiques des types de travaux et des zones des Eco-prêts garantis de la génération 2016

Annexe 24 : Parts de marché des établissements producteurs d'Eco-prêts garantis de la génération 2016

Annexe 25 : Caractéristiques des types de travaux et des CSP des emprunteurs bénéficiant d'un Eco-prêt garantis de la génération 2016

Annexe 26 : Caractéristiques des types de travaux et des zones climatiques des Eco-prêts garantis de la génération 2016

Annexe 27 : Caractéristiques des types de travaux et des périodes d'achèvement des Eco-prêts garantis de la génération 2016

Annexe 28 : Caractéristiques des types de travaux, de la nature, de l'occupation du logement et du commanditaire des travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2016

Annexe 29 : Caractéristiques des types de travaux des opérations PAS et Eco-prêt de la génération 2016

PREAMBULE

Depuis 2013, le bilan de l'année porte sur l'analyse d'opérations financées par des prêts garantis contrairement aux précédents bilans où l'analyse était faite par prêts. On considère que dans le système d'information de FGAS des prêts ayant en commun :

- L'établissement
- Le type d'objet du prêt de l'opération
- Le code Insee du logement depuis 2005 (seul le code postal était obligatoirement renseigné avant 2005)
- Le montant d'opération
- Le montant annuel revenu d'éligibilité au FGAS
- La zone du lieu d'implantation de l'opération
- Le nombre de personnes dans le ménage
- La CSP
- L'année d'émission

financent une même opération.

Une tolérance est également admise lorsqu'une et une seule des caractéristiques est différente (excepté pour l'établissement émetteur, et limité à une faible différence pour le montant d'opération et l'année d'émission)

La génération d'une opération est celle du premier prêt mis en force.

Le montant prêté d'une opération correspond à la somme des montants prêtés des prêts garantis pour cette opération.

Certains établissements font deux voire quatre déclarations distinctes à la SGFGAS lorsque le prêt PAS est à taux révisable avec une partie fixe (prêt mixte) ou lissé, ce qui a pour effet d'augmenter artificiellement le nombre de prêts dans le système d'information, et par voie de conséquence la production des établissements concernés.

Cette pratique a eu tendance à se développer depuis quelques années

Il a donc été décidé de modifier le bilan en prenant en compte cette pratique

En raisonnant par opérations financées et non plus par prêts, les statistiques sur les logements financés et les ménages emprunteurs sont plus exactes.

Cette présentation n'a pas d'impact sur les montants (globaux) de prêts garantis, par contre elle fiabilise les montants moyens par logement financé (i.e. opération)

D'autre part pour les éco-prêts à taux zéro garantis, le rapprochement avec la base des éco-prêts à taux zéro permet de

reconstituer certaines opérations comportant plusieurs prêts garantis.

Les tableaux ci-dessous montrent la différence entre les deux méthodes.

Répartition des opérations garanties selon les combinaisons de prêts et la génération du 1er prêt en Métropole (au 16/02/2017)

	2012	2013	2014	2015	2016
PAS et PTZG	25 431	19 361	19 529	24 805	26 065
PAS sans PTZG et sans EcoG *	26 671	41 398	40 517	48 523	46 901
PTZG seul (nombre de prêts qu'on n'arrive pas à rattacher à un PAS lors du traitement de la base FGAS par opération financée) **	565	922	391	478	4 564 ***
EcoG seul	558	537	420	300	254
PAS et EcoG	33	56	70	41	24
PTZG et EcoG	1	0	0	0	3
PAS et PTZG et EcoG	2	0	0	2	4
TOTAL	53 261	62 274	60 927	74 149	77 815
dont opérations avec au moins un PAS	52 137	60 815	60 116	73 371	72 994

* appelés par commodité "PAS seuls" dans la suite de ce bilan (alors qu'ils peuvent être plusieurs au sein d'une même opération)

** Nombre de PTZG identifiés comme non accompagnés de PAS dans la base PTZ parmi ceux réputés être seuls

** Nombre de PTZG identifiés comme accompagnés de PAS dans la base PTZ parmi ceux réputés être seuls

** Nombre de PTZG qu'on ne retrouve pas dans la base des PTZ parmi les PTZG réputés être seuls

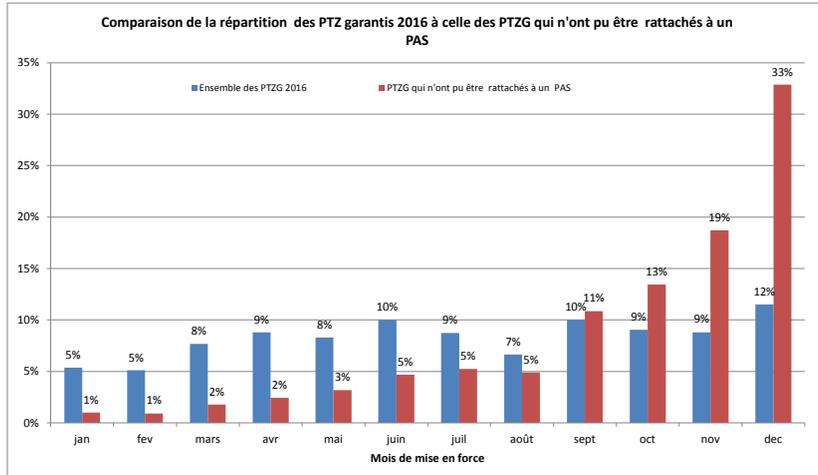
Nombre de PTZG qu'on ne retrouve pas dans la base des PTZ parmi les PTZG identifiés comme non isolés

Effectif de PTZG non retrouvés dans la base PTZ

Nombre de prêts garantis en Métropole par génération (au 16/02/2017)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PAS	61 587	71 726	72 609	88 312	90 547	9 383
PTZG	26 515	20 565	20 072	25 303	30 751	3 507
Eco-prêt	594	584	483	351	298	20
TOTAL	88 696	92 875	93 164	113 966	121 596	12 910

*** Pour 2016, plus de 85% des 4 564 PTZ garantis qu'on n'arrive pas à rattacher à un PAS sont mis en force à partir du 3ème trimestre de l'année en cours et plus de 65% le sont au cours du dernier trimestre de l'année ainsi que le montre le graphique ci-dessous. Ces prêts sont majoritairement rattachés à des PAS de la génération 2017 qui ne sont donc pas concernés par le présent bilan. Cela explique le nombre élevé de PTZ garantis de la génération 2016 qu'on ne rattache pas à un PAS de la même génération, étant rappelé que la génération d'une opération correspond à celle du 1er prêt mis en force dans l'opération.



Les annexes présentent successivement:

L'ensemble des opérations financées par des PAS (avec ou sans PTZG ou Eco-prêt garanti). Annexes 1 à 6

Les opérations financées par des PAS (un ou plusieurs) seuls. Annexes 7 à 14

Les opérations associant PAS et PTZ garanti. Annexes 15 à 22

Les opérations Eco-prêts garantis. Annexes 23 à 29

Annexe 1 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

		2012	2013	2014	2015	2016	Evolution			
							12/13	13/14	14/15	15/16
Neuf	Effectifs	21 818 (41.8%)	23 343 (38.4%)	22 687 (37.7%)	27 386 (37.3%)	26 030 (35.7%)	7,0%	-2,8%	20,7%	-5,0%
Construction ou acquisition d'un logement	Coût moyen d'opération	172 325	181 153	185 239	193 068	201 813	5,1%	2,3%	4,2%	4,5%
	Montant moyen prêté	146 675	155 288	157 959	165 877	171 334	5,9%	1,7%	5,0%	3,3%
	Revenu mensuel moyen	2 494	2 589	2 644	2 705	2 610	3,8%	2,1%	2,3%	-3,5%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	7 483 (14.4%)	9 193 (15.1%)	9 182 (15.3%)	11 147 (15.2%)	12 817 (17.6%)	22,9%	-0,1%	21,4%	15,0%
	Coût moyen d'opération	134 691	139 224	136 116	145 899	156 458	3,4%	-2,2%	7,2%	7,2%
	Montant moyen prêté	115 137	119 089	117 413	127 781	135 055	3,4%	-1,4%	8,8%	5,7%
	Revenu mensuel moyen	2 148	2 230	2 296	2 377	2 330	3,8%	3,0%	3,5%	-2,0%
Acquisition sans amélioration	Effectifs	21 607 (41.4%)	27 094 (44.6%)	27 949 (46.5%)	34 525 (47.1%)	33 922 (46.5%)	25,4%	3,2%	23,5%	-1,7%
	Coût moyen d'opération	147 506	151 186	150 817	163 654	168 821	2,5%	-0,2%	8,5%	3,2%
	Montant moyen prêté	116 308	118 641	118 053	130 162	131 461	2,0%	-0,5%	10,3%	1,0%
	Revenu mensuel moyen	2 165	2 379	2 406	2 569	2 481	9,9%	1,1%	6,8%	-3,4%
Amélioration	Effectifs	1 229 (2.4%)	1 185 (1.9%)	298 (0.5%)	313 (0.4%)	225 (0.3%)	-3,6%	-74,9%	5,0%	-28,1%
	Coût moyen d'opération	138 076	126 899	74 338	74 164	76 615	-8,1%	-41,4%	-0,2%	3,3%
	Montant moyen prêté	105 025	99 972	60 381	62 453	62 369	-4,8%	-39,6%	3,4%	-0,1%
	Revenu mensuel moyen	2 391	2 706	2 673	2 914	2 895	13,2%	-1,2%	9,0%	-0,6%
Ancien	Effectifs	30 319 (58.2%)	37 472 (61.6%)	37 429 (62.3%)	45 985 (62.7%)	46 964 (64.3%)	23,6%	-0,1%	22,9%	2,1%
Ensemble	Effectifs	52 137	60 815	60 116	73 371	72 994	16,6%	-1,1%	22,0%	-0,5%
	Coût moyen d'opération	155 830	160 408	161 184	171 555	178 134	2,9%	0,5%	6,4%	3,8%
	Montant moyen prêté	128 582	132 411	132 729	142 842	146 098	3,0%	0,2%	7,6%	2,3%
	Revenu mensuel moyen	2 328	2 431	2 478	2 609	2 511	4,4%	1,9%	5,3%	-3,7%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2012 : 20%, 2013 : 20%, 2014 : 25%, 2015 : 29%, 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 2 : Parts de marché des établissements pour les opérations financées par des PAS par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

	Génération du 1er PAS mis en force 2012		Génération du 1er PAS mis en force 2013		Génération du 1er PAS mis en force 2014		Génération du 1er PAS mis en force 2015		Génération du 1er PAS mis en force 2016	
	Effectifs	Montant total prêté (M€)								
Banques Populaires (BPCE)	709 (1.4%)	109.2 (1.4%)	912 (1.5%)	109.2 (1.4%)	786 (1.3%)	87.5 (1.1%)	824 (1.1%)	98.3 (0.9%)	787 (1.1%)	93.3 (0.9%)
Caisses d'Epargne (BPCE)	3 540 (6.8%)	360.9 (4.5%)	3 074 (5.1%)	360.9 (4.5%)	2 525 (4.2%)	294.6 (3.7%)	2 039 (2.8%)	246.2 (2.3%)	2 494 (3.4%)	323.7 (3.0%)
Crédit Foncier de France	20 351 (39.0%)	3 797.8 (47.2%)	25 719 (42.3%)	3 797.8 (47.2%)	23 573 (39.2%)	3 480.5 (43.6%)	25 060 (34.2%)	3 868.8 (36.9%)	22 413 (30.7%)	3 484.3 (32.7%)
Groupe BPCE	24 600 (47.2%)	4 267.9 (53.0%)	29 705 (48.8%)	4 267.9 (53.0%)	26 884 (44.7%)	3 862.6 (48.4%)	27 923 (38.1%)	4 213.2 (40.2%)	25 694 (35.2%)	3 901.3 (36.6%)
Crédit Agricole	13 181 (25.3%)	1 804.5 (22.4%)	14 064 (23.1%)	1 804.5 (22.4%)	14 547 (24.2%)	1 890.8 (23.7%)	19 632 (26.8%)	2 789.8 (26.6%)	22 054 (30.2%)	3 272.5 (30.7%)
LCL	497 (1.0%)	37.6 (0.5%)	337 (0.6%)	37.6 (0.5%)	449 (0.7%)	52.6 (0.7%)	427 (0.6%)	54.3 (0.5%)	788 (1.1%)	93.7 (0.9%)
Groupe Crédit Agricole LCL	13 678 (26.2%)	1 842.1 (22.9%)	14 401 (23.7%)	1 842.1 (22.9%)	14 996 (24.9%)	1 943.4 (24.4%)	20 059 (27.3%)	2 844.1 (27.1%)	22 842 (31.3%)	3 366.3 (31.6%)
Crédit Mutuel	4 418 (8.5%)	558.1 (6.9%)	4 787 (7.9%)	558.1 (6.9%)	4 138 (6.9%)	479.5 (6.0%)	5 846 (8.0%)	747.3 (7.1%)	5 934 (8.1%)	788.1 (7.4%)
CIC	1 047 (2.0%)	178.1 (2.2%)	1 485 (2.4%)	178.1 (2.2%)	1 392 (2.3%)	171.1 (2.1%)	1 800 (2.5%)	236.2 (2.3%)	1 872 (2.6%)	256.1 (2.4%)
Groupe Crédit Mutuel CIC	5 465 (10.5%)	736.2 (9.1%)	6 272 (10.3%)	736.2 (9.1%)	5 530 (9.2%)	650.6 (8.2%)	7 646 (10.4%)	983.5 (9.4%)	7 806 (10.7%)	1 044.2 (9.8%)
BNP/PARIBAS	538 (1.0%)	32.8 (0.4%)	327 (0.5%)	32.8 (0.4%)	303 (0.5%)	28.4 (0.4%)	229 (0.3%)	21.7 (0.2%)	503 (0.7%)	63.6 (0.6%)
BNP Paribas Personal Finance	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Groupe BNP	538 (1.0%)	32.8 (0.4%)	327 (0.5%)	32.8 (0.4%)	303 (0.5%)	28.4 (0.4%)	229 (0.3%)	21.7 (0.2%)	503 (0.7%)	63.6 (0.6%)
Crédit Immobilier de France	6 675 (12.8%)	40.8 (0.5%)	357 (0.6%)	40.8 (0.5%)	9 (0.0%)	0.8 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Société Générale	1 128 (2.2%)	92.5 (1.1%)	817 (1.3%)	92.5 (1.1%)	743 (1.2%)	83.5 (1.0%)	777 (1.1%)	97.3 (0.9%)	644 (0.9%)	81.8 (0.8%)
La Banque Postale	53 (0.1%)	1 040.3 (12.9%)	8 936 (14.7%)	1 040.3 (12.9%)	11 651 (19.4%)	1 409.8 (17.7%)	16 737 (22.8%)	2 320.6 (22.1%)	15 505 (21.2%)	2 207.1 (20.7%)
Ensemble	52 137	8 052,6	60 815	8 052,6	60 116	7 979,1	73 371	10 480,5	72 994	10 664,3

**Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS
de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Auvergne-Rhône-Alpes	11 935	16,4%	1 546 264 208	14,5%	Ain	1 554	230 490 175
					Allier	131	12 259 190
					Ardèche	500	66 802 231
					Cantal	57	6 288 321
					Drôme	752	100 438 367
					Isère	2 568	387 967 650
					Loire	587	71 142 369
					Haute-Loire	142	15 830 137
					Puy-de-Dôme	287	32 492 630
					Rhône	3 967	625 789 689
					Savoie	508	75 541 131
Haute-Savoie	882	151 712 494					
Bourgogne-Franche-Comté	2 188	3,0%	257 695 734	2,4%	Côte-d'Or	482	61 117 456
					Doubs	291	36 629 304
					Jura	121	13 599 182
					Nièvre	107	9 930 346
					Haute-Saône	131	13 974 667
					Saône-et-Loire	668	78 152 646
					Yonne	304	33 209 347
					Territoire de Belfort	84	11 082 786
Bretagne	3 045	4,2%	387 447 961	3,6%	Côtes-d'Armor	287	33 089 677
					Finistère	769	91 216 934
					Ille-et-Vilaine	1 409	189 758 822
					Morbihan	580	73 382 527
Centre-Val de Loire	2 577	3,5%	332 507 137	3,1%	Cher	236	24 893 741
					Eure-et-Loir	434	63 113 565
					Indre	125	12 055 302
					Indre-et-Loire	800	108 695 827
					Loir-et-Cher	235	27 400 446
					Loiret	747	96 348 256
Corse	500	0,7%	314 482 867	2,9%	Corse-du-Sud	253	44 455 439
					Haute-Corse	247	37 582 900
Total des prêts	72 994	100%	10 664 284 601			72 994	10 664 284 601

[suite](#)

**Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS
de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts					
Grand Est	4 566	6,3%	598 674 107	5,6%	Ardennes	221	24 417 240					
					Aube	255	29 170 448					
					Marne	514	70 174 335					
					Haute-Marne	86	7 322 488					
					Meurthe-et-Moselle	568	67 816 558					
					Meuse	148	14 980 474					
					Moselle	811	110 494 532					
					Bas-Rhin	1 026	155 568 970					
					Haut-Rhin	620	85 068 295					
					Vosges	317	33 660 768					
Hauts-de-France	5 596	7,7%	752 270 650	7,1%	Aisne	608	69 838 994					
					Nord	1 760	223 367 203					
					Oise	1 491	237 689 977					
					Pas-de-Calais	1 086	139 616 824					
					Somme	651	81 757 653					
					Normandie	3 281	4,5%	442 433 911	4,1%	Calvados	604	80 547 084
					Eure	1 005	144 957 657					
					Manche	351	44 827 838					
					Orne	153	16 056 714					
					Seine-Maritime	1 168	156 044 619					
					Nouvelle-Aquitaine	5 279	7,2%	697 624 006	6,5%	Charente	214	24 252 166
										Charente-Maritime	715	90 313 451
Corrèze	106	10 888 136										
Creuse	50	5 158 888										
Dordogne	250	26 541 116										
Gironde	1 366	201 943 291										
Landes	518	73 580 957										
Lot-et-Garonne	237	26 346 988										
Pyrénées-Atlantiques	966	141 860 392										
Deux-Sèvres	321	34 468 500										
Vienne	290	34 836 345										
Haute-Vienne	246	27 433 775										
Total des prêts	72 994	100%	10 664 284 601			72 994	10 664 284 601					

[suite](#)

**Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS
de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Occitanie	7 429	10,2%	1 020 949 027	9,6%	Ariège	169	18 139 706
					Aude	413	50 135 321
					Aveyron	142	15 636 393
					Gard	906	126 412 555
					Haute-Garonne	2 192	315 854 279
					Gers	193	25 485 020
					Hérault	1 940	291 902 140
					Lot	119	11 981 091
					Lozère	87	10 474 781
					Hautes-Pyrénées	234	26 612 158
					Pyrénées-Orientales	525	63 308 442
					Tarn	250	29 958 889
Tarn-et-Garonne	259	35 048 252					
Pays de la Loire	5 998	8,2%	797 791 101	7,5%	Loire-Atlantique	2 621	377 380 343
					Maine-et-Loire	1 260	162 682 428
					Mayenne	258	29 208 661
					Sarthe	515	60 516 875
					Vendée	1 344	168 002 794
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 960	9,5%	1 110 768 033	10,4%	Alpes-de-Haute-Provence	202	28 236 394
					Hautes-Alpes	110	14 204 322
					Alpes-Maritimes	1 378	230 818 558
					Bouches-du-Rhône	2 808	437 745 462
					Var	1 754	295 217 529
Vaucluse	708	104 545 768					
Ile de France	13 640	18,7%	2 407 330 213	22,6%	Paris	354	61 039 159
					Seine et Marne	3 209	590 118 712
					Yvelines	1 449	257 273 172
					Essonne	2 242	392 085 559
					Hauts de Seine	651	115 590 071
					Seine Saint Denis	2 112	351 708 293
					Val de Marne	1 378	246 136 339
					Val d'Oise	2 245	393 378 908
Total des prêts	72 994	100%	10 664 284 601			72 994	10 664 284 601

Caractéristiques des opérations financées par des PAS de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

2016		Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectifs	3 662	6 575	5 132	10 661	26 030
	Coût moyen d'opération	239 951	213 104	196 590	184 266	201 813
	Montant moyen prêté	200 886	175 377	169 254	159 690	171 334
	Revenu mensuel moyen	2 783	2 709	2 596	2 482	2 610
Acquisition avec amélioration	Effectifs	904	3 086	2 654	6 173	12 817
	Coût moyen d'opération	208 129	181 546	146 804	140 526	156 458
	Montant moyen prêté	173 345	151 356	129 331	123 760	135 055
	Revenu mensuel moyen	3 064	2 644	2 284	2 162	2 330
Acquisition sans amélioration	Effectifs	7 952	8 715	7 151	10 104	33 922
	Coût moyen d'opération	205 969	181 689	151 118	141 069	168 821
	Montant moyen prêté	161 053	135 672	119 607	112 931	131 461
	Revenu mensuel moyen	2 672	2 546	2 388	2 295	2 481
Amélioration	Effectifs	6	36	39	144	225
	Coût moyen d'opération	82 622	98 023	70 006	72 803	76 615
	Montant moyen prêté	65 698	78 061	61 464	58 552	62 369
	Revenu mensuel moyen	3 363	2 791	3 670	2 680	2 895
Ensemble	Effectifs	12 524	18 412	14 976	27 082	72 994
	Coût moyen d'opération	216 014	192 720	165 725	157 587	178 134
	Montant moyen prêté	173 542	152 367	138 192	133 517	146 098
	Revenu mensuel moyen	2 716	2 604	2 451	2 351	2 511

NB: au sens du zonage A/B/C

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 4 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

	2012		2013		2014		2015		2016		Evolution			
											12/13	13/14	14/15	15/16
Personne seule	10 880	20,9%	14 454	23,8%	15 138	25,2%	18 790	25,6%	19 710	27,0%	32,8%	4,7%	24,1%	4,9%
2 personnes	10 826	20,8%	13 036	21,4%	12 734	21,2%	17 293	23,6%	17 215	23,6%	20,4%	-2,3%	35,8%	-0,5%
3 personnes	11 602	22,3%	13 125	21,6%	12 630	21,0%	15 702	21,4%	15 233	20,9%	13,1%	-3,8%	24,3%	-3,0%
4 personnes	11 021	21,1%	12 318	20,3%	12 123	20,2%	13 825	18,8%	13 256	18,2%	11,8%	-1,6%	14,0%	-4,1%
5 personnes	5 732	11,0%	5 808	9,6%	5 574	9,3%	5 801	7,9%	5 672	7,8%	1,3%	-4,0%	4,1%	-2,2%
6 personnes et plus	2 076	4,0%	2 074	3,4%	1 917	3,2%	1 960	2,7%	1 908	2,6%	-0,1%	-7,6%	2,2%	-2,7%
Ensemble	52 137	100%	60 815	100%	60 116	100%	73 371	100%	72 994	100%	16,6%	-1,1%	22,0%	-0,5%
<small>en gras les évolutions supérieures à la moyenne</small>														
Taille moyenne	2,93		2,81		2,77		2,68		2,64		-4,1%	-1,4%	-3,2%	-1,5%

[détail tableau suivant](#)

**Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

		2012	2013	2014	2015	2016
Personne seule	Effectifs	10 880	14 454	15 138	18 790	19 710
	Coût moyen d'opération	115 808	119 069	120 666	129 279	134 850
	Montant moyen prêté	88 132	90 960	92 666	100 632	104 381
	Revenu mensuel moyen	1 541	1 671	1 732	1 853	1 846
2 personnes	Effectifs	10 826	13 036	12 734	17 293	17 215
	Coût moyen d'opération	151 861	157 590	159 118	171 580	178 485
	Montant moyen prêté	125 715	130 517	131 040	143 710	145 780
	Revenu mensuel moyen	2 245	2 480	2 524	2 738	2 604
3 personnes	Effectifs	11 602	13 125	12 630	15 702	15 233
	Coût moyen d'opération	162 004	169 338	171 154	184 290	191 837
	Montant moyen prêté	136 044	142 053	143 203	155 522	160 291
	Revenu mensuel moyen	2 441	2 685	2 733	2 847	2 709
4 personnes	Effectifs	11 021	12 318	12 123	13 825	13 256
	Coût moyen d'opération	174 579	184 514	186 018	199 492	209 963
	Montant moyen prêté	146 235	155 058	155 928	169 095	175 200
	Revenu mensuel moyen	2 598	3 035	3 018	3 093	2 884
5 personnes	Effectifs	5 732	5 808	5 574	5 801	5 672
	Coût moyen d'opération	180 671	186 980	189 421	197 506	208 148
	Montant moyen prêté	151 980	158 795	160 880	169 975	176 578
	Revenu mensuel moyen	2 721	3 315	3 294	3 462	3 130
6 personnes et plus	Effectifs	2 076	2 074	1 917	1 960	1 908
	Coût moyen d'opération	183 657	192 124	190 024	200 919	202 686
	Montant moyen prêté	155 500	163 796	162 743	172 777	173 804
	Revenu mensuel moyen	2 868	3 395	3 412	3 579	3 086
Ensemble	Effectifs	52 137	60 815	60 116	73 371	72 994
	Taille moyenne	2,93	2,81	2,77	2,68	2,64
	Coût moyen d'opération	155 830	160 408	161 184	171 555	178 134
	Montant moyen prêté	128 582	132 411	132 729	142 842	146 098
	Revenu mensuel moyen	2 328	2 431	2 478	2 609	2 511

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2012 : 20%, 2013 : 20%, 2014 : 25%, 2015 : 29%, 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 5 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS par génération du 1er prêt mis en force
 (déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

	2012		2013		2014		2015		2016		Evolution			
											12/13	13/14	14/15	15/16
Agriculteurs	640	1,2%	559	0,9%	417	0,7%	481	0,7%	509	0,7%	-12,7%	-25,4%	15,3%	5,8%
Artisans, commerçants	1 565	3,0%	1 493	2,5%	1 513	2,5%	1 916	2,6%	2 188	3,0%	-4,6%	1,3%	26,6%	14,2%
Cadres	2 906	5,6%	4 600	7,6%	4 809	8,0%	7 679	10,5%	8 341	11,4%	58,3%	4,5%	59,7%	8,6%
Prof. Intermédiaires	9 854	18,9%	11 881	19,5%	12 094	20,1%	15 343	20,9%	15 933	21,8%	20,6%	1,8%	26,9%	3,8%
Employés	16 672	32,0%	22 131	36,4%	22 294	37,1%	26 704	36,4%	25 097	34,4%	32,7%	0,7%	19,8%	-6,0%
Ouvriers	18 301	35,1%	17 814	29,3%	16 664	27,7%	18 125	24,7%	16 952	23,2%	-2,7%	-6,5%	8,8%	-6,5%
Retraités	770	1,5%	888	1,5%	866	1,4%	1 214	1,7%	1 600	2,2%	15,3%	-2,5%	40,2%	31,8%
Inactifs	1 429	2,7%	1 449	2,4%	1 459	2,4%	1 909	2,6%	2 374	3,3%	1,4%	0,7%	30,8%	24,4%
Ensemble	52 137	100%	60 815	100%	60 116	100%	73 371	100%	72 994	100%	16,6%	-1,1%	22,0%	-0,5%

[détail par CSP tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS
par génération du 1er prêt mis en force
(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

		2012	2013	2014	2015	2016
Agriculteurs	Effectifs	640	559	417	481	509
	Coût moyen d'opération	146 563	152 513	151 375	160 546	162 359
	Montant moyen prêté	114 972	119 537	122 174	132 229	131 612
	Revenu mensuel moyen	2 547	3 081	2 407	2 692	2 993
Artisans, commerçants	Effectifs	1 565	1 493	1 513	1 916	2 188
	Coût moyen d'opération	171 686	172 679	174 318	182 766	192 749
	Montant moyen prêté	131 273	135 362	135 702	145 751	153 943
	Revenu mensuel moyen	2 476	2 486	2 447	2 535	2 498
Cadres	Effectifs	2 906	4 600	4 809	7 679	8 341
	Coût moyen d'opération	198 107	201 669	202 245	221 973	230 612
	Montant moyen prêté	157 705	158 168	158 937	176 285	181 231
	Revenu mensuel moyen	2 773	2 951	2 994	3 154	3 107
Prof. Intermédiaires	Effectifs	9 854	11 881	12 094	15 343	15 933
	Coût moyen d'opération	165 280	169 311	169 321	177 253	184 956
	Montant moyen prêté	134 483	140 042	140 580	148 921	152 610
	Revenu mensuel moyen	2 433	2 464	2 577	2 697	2 594
Employés	Effectifs	16 672	22 131	22 294	26 704	25 097
	Coût moyen d'opération	154 220	157 304	158 177	166 667	170 484
	Montant moyen prêté	125 118	127 568	127 577	137 300	139 139
	Revenu mensuel moyen	2 240	2 359	2 393	2 491	2 389
Ouvriers	Effectifs	18 301	17 814	16 664	18 125	16 952
	Coût moyen d'opération	146 509	149 800	149 355	155 244	160 343
	Montant moyen prêté	128 997	132 589	132 162	138 995	141 390
	Revenu mensuel moyen	2 350	2 276	2 359	2 439	2 355
Retraités	Effectifs	770	888	866	1 214	1 600
	Coût moyen d'opération	131 125	128 797	131 026	138 829	150 007
	Montant moyen prêté	66 139	62 228	64 912	69 397	72 517
	Revenu mensuel moyen	1 870	1 934	1 931	2 079	2 212
Inactifs	Effectifs	1 429	1 449	1 459	1 909	2 374
	Coût moyen d'opération	142 953	144 007	146 510	158 754	165 027
	Montant moyen prêté	100 550	104 800	106 668	119 972	131 609
	Revenu mensuel moyen	1 969	2 173	2 130	2 333	2 324
Ensemble	Effectifs	52 137	60 815	60 116	73 371	72 994
	Coût moyen d'opération	155 830	160 408	161 184	171 555	178 134
	Montant moyen prêté	128 582	132 411	132 729	142 842	146 098
	Revenu mensuel moyen	2 328	2 431	2 478	2 609	2 511

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2012 : 20%, 2013 : 20%, 2014 : 25%, 2015 : 29%, 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**CSP des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations
financées par des PAS de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

2016		Logement neuf	Acquisi° avec améliora°	Acquisi° sans améliora°	Améliora°	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	207	142	150	10	509
	Coût moyen d'opération	182 900	157 429	143 743	86 374	162 359
	Montant moyen prêté	146 854	133 456	112 999	69 103	131 612
	Revenu mensuel moyen	3 311	2 126	3 133	n.r.	2 993
Artisans, commerçants	Effectifs	652	522	1 004	10	2 188
	Coût moyen d'opération	217 239	177 690	185 350	124 445	192 749
	Montant moyen prêté	177 186	151 718	140 467	107 693	153 943
	Revenu mensuel moyen	2 649	2 446	2 440	2 409	2 498
Cadres	Effectifs	2 551	1 188	4 577	25	8 341
	Coût moyen d'opération	246 838	210 450	227 522	97 278	230 612
	Montant moyen prêté	202 767	178 230	170 547	82 254	181 231
	Revenu mensuel moyen	3 102	3 111	3 105	3 500	3 107
Prof. Intermédiaires	Effectifs	5 964	2 943	6 979	47	15 933
	Coût moyen d'opération	207 248	167 436	173 960	85 835	184 956
	Montant moyen prêté	175 821	143 042	137 377	68 395	152 610
	Revenu mensuel moyen	2 682	2 517	2 545	3 056	2 594
Employés	Effectifs	8 739	4 004	12 283	71	25 097
	Coût moyen d'opération	196 205	150 675	159 202	72 970	170 484
	Montant moyen prêté	165 333	129 751	124 015	60 819	139 139
	Revenu mensuel moyen	2 547	2 211	2 329	2 751	2 389
Ouvriers	Effectifs	6 719	3 417	6 776	40	16 952
	Coût moyen d'opération	188 347	134 448	146 254	55 052	160 343
	Montant moyen prêté	168 090	121 889	125 306	47 015	141 390
	Revenu mensuel moyen	2 487	2 118	2 299	2 448	2 355
Retraités	Effectifs	309	159	1 123	9	1 600
	Coût moyen d'opération	183 141	121 702	145 622	62 812	150 007
	Montant moyen prêté	89 209	72 080	68 298	33 662	72 517
	Revenu mensuel moyen	2 291	2 022	2 206	1 982	2 212
Inactifs	Effectifs	889	442	1 030	13	2 374
	Coût moyen d'opération	192 678	148 107	149 795	55 060	165 027
	Montant moyen prêté	164 480	119 154	109 766	37 878	131 609
	Revenu mensuel moyen	2 438	2 118	2 243	3 064	2 324
Ensemble	Effectifs	26 030	12 817	33 922	225	72 994
	Coût moyen d'opération	201 813	156 458	168 821	76 615	178 134
	Montant moyen prêté	171 334	135 055	131 461	62 369	146 098
	Revenu mensuel moyen	2 610	2 330	2 481	2 895	2 511

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

n.r. : non renseigné

**Annexe 6 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

	2012		2013		2014		2015		2016		Evolution			
											12/13	13/14	14/15	15/16
Marié ou vivant maritalement	33 757	64,7%	37 191	61,2%	36 516	60,7%	45 114	61,5%	43 335	59,4%	10,2%	-1,8%	23,5%	-3,9%
Seul	18 380	35,3%	23 624	38,8%	23 600	39,3%	28 257	38,5%	29 659	40,6%	28,5%	-0,1%	19,7%	5,0%
Ensemble	52 137	100%	60 815	100%	60 116	100%	73 371	100%	72 994	100%	16,6%	-1,1%	22,0%	-0,5%

[détail tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées
par des PAS par génération du 1er prêt mis en force**
(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

		2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 12/13	Evolution 13/14	Evolution 14/15	Evolution 15/16
Marié ou vivant maritalement	Effectifs	33 757	37 191	36 516	45 114	43 335	10,2%	-1,8%	23,5%	-3,9%
	Coût moyen d'opération	169 804	177 960	179 898	191 776	201 040	4,8%	1,1%	6,6%	4,83%
	Montant moyen prêté	145 065	152 594	153 443	164 818	169 706	5,2%	0,6%	7,4%	3,0%
	Revenu mensuel moyen	2 606	2 985	3 004	3 120	2 933	14,6%	0,6%	3,9%	-6,0%
Seul	Effectifs	18 380	23 624	23 600	28 257	29 659	28,5%	-0,1%	19,7%	5,0%
	Coût moyen d'opération	130 167	132 775	132 228	139 278	144 684	2,0%	-0,4%	5,3%	3,88%
	Montant moyen prêté	98 309	100 638	100 679	107 757	111 604	2,4%	0,0%	7,0%	3,6%
	Revenu mensuel moyen	1 758	1 870	1 903	2 012	1 978	6,4%	1,8%	5,7%	-1,7%
Ensemble	Effectifs	52 137	60 815	60 116	73 371	72 994	16,6%	-1,1%	22,0%	-0,5%
	Coût moyen d'opération	155 830	160 408	161 184	171 555	178 134	2,9%	0,5%	6,4%	3,8%
	Montant moyen prêté	128 582	132 411	132 729	142 842	146 098	3,0%	0,2%	7,6%	2,3%
	Revenu mensuel moyen	2 328	2 431	2 478	2 609	2 511	4,4%	1,9%	5,3%	-3,7%

*Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite
(% de déclaration en 2012 : 20%, 2013 : 20%, 2014 : 25%, 2015 : 29%, 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.*

Situation familiale des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par des PAS de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

		2016				Ensemble
		Logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	
Marié ou vivant maritalement	Effectifs	17 669	7 646	17 869	151	43 335
	Coût moyen d'opération	217 686	176 926	195 921	78 995	201 040
	Montant moyen prêté	189 824	155 222	156 892	65 465	169 706
	Revenu mensuel moyen	2 896	2 689	3 017	3 417	2 933
Seul	Effectifs	8 361	5 171	16 053	74	29 659
	Coût moyen d'opération	168 274	126 215	138 682	71 759	144 684
	Montant moyen prêté	132 258	105 237	103 154	56 052	111 604
	Revenu mensuel moyen	2 017	1 805	1 989	1 881	1 978
Ensemble	Effectifs	26 030	12 817	33 922	225	72 994
	Coût moyen d'opération	201 813	156 458	168 821	76 615	178 134
	Montant moyen prêté	171 334	135 055	131 461	62 369	146 098
	Revenu mensuel moyen	2 610	2 330	2 481	2 895	2 511

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 7 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

		2012	2013	2014	2015	2016	Evolution			
							12/13	13/14	14/15	15/16
Neuf	Effectifs	2 825 (10.6%)	4 451 (10.8%)	3 509 (8.7%)	3 683 (7.6%)	3 988 (8.5%)	57,6%	-21,2%	5,0%	8,3%
Construction ou acquisition d'un logement	Coût moyen d'opération	183 368	180 139	184 905	202 587	216 201	-1,8%	2,6%	9,6%	6,7%
	Montant moyen prêté	123 433	134 549	131 509	147 638	150 729	9,0%	-2,3%	12,3%	2,1%
	Revenu mensuel moyen	2 527	2 613	2 722	2 860	2 865	3,4%	4,1%	5,1%	0,2%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	5 998 (22.5%)	8 844 (21.4%)	9 054 (22.3%)	10 746 (22.1%)	9 713 (20.7%)	47,4%	2,4%	18,7%	-9,6%
	Coût moyen d'opération	133 189	137 327	136 138	146 639	156 937	3,1%	-0,9%	7,7%	7,0%
	Montant moyen prêté	112 426	117 339	117 289	128 143	133 578	4,4%	0,0%	9,3%	4,2%
	Revenu mensuel moyen	2 149	2 229	2 292	2 382	2 349	3,7%	2,8%	3,9%	-1,4%
Acquisition sans amélioration	Effectifs	16 925 (63.5%)	26 927 (65.0%)	27 659 (68.3%)	33 784 (69.6%)	32 978 (70.3%)	59,1%	2,7%	22,1%	-2,4%
	Coût moyen d'opération	148 098	151 298	151 126	164 381	169 812	2,2%	-0,1%	8,8%	3,3%
	Montant moyen prêté	115 672	118 716	118 224	130 653	132 012	2,6%	-0,4%	10,5%	1,0%
	Revenu mensuel moyen	2 166	2 380	2 406	2 571	2 487	9,9%	1,1%	6,9%	-3,3%
Amélioration	Effectifs	923 (3.5%)	1 176 (2.8%)	295 (0.7%)	310 (0.6%)	222 (0.5%)	27,4%	-74,9%	5,1%	-28,4%
	Coût moyen d'opération	132 704	127 022	74 200	74 135	76 440	-4,3%	-41,6%	-0,1%	3,1%
	Montant moyen prêté	100 492	99 992	60 145	62 317	62 007	-0,5%	-39,9%	3,6%	-0,5%
	Revenu mensuel moyen	2 391	2 706	2 673	2 914	2 905	13,2%	-1,2%	9,0%	-0,3%
Ancien	Effectifs	23 846 (89.4%)	36 947 (89.2%)	37 008 (91.3%)	44 840 (92.4%)	42 913 (91.5%)	54,9%	0,2%	21,2%	-4,3%
Ensemble	Effectifs	26 671	41 398	40 517	48 523	46 901	55,2%	-2,1%	19,8%	-3,3%
	Coût moyen d'opération	147 948	150 725	150 143	162 774	170 649	1,9%	-0,4%	8,4%	4,8%
	Montant moyen prêté	115 239	119 592	118 742	130 950	133 597	3,8%	-0,7%	10,3%	2,0%
	Revenu mensuel moyen	2 207	2 385	2 416	2 575	2 499	8,1%	1,3%	6,6%	-3,0%

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2012 : 20%, 2013 : 20%, 2014 : 25%, 2015 : 29%, 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 8 : Parts de marché des établissements pour les opérations financées par des PAS seuls par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

	Génération du 1er PAS mis en force 2012		Génération du 1er PAS mis en force 2013		Génération du 1er PAS mis en force 2014		Génération du 1er PAS mis en force 2015		Génération du 1er PAS mis en force 2016	
	Effectifs	Montant total prêté (M€)								
Banques Populaires (BPCE)	409 (1.5%)	72.2 (1.5%)	658 (1.6%)	72.2 (1.5%)	666 (1.6%)	69.8 (1.5%)	667 (1.4%)	75.0 (1.2%)	593 (1.3%)	64.0 (1.0%)
Caisses d'Epargne (BPCE)	1 894 (7.1%)	207.8 (4.2%)	1 966 (4.7%)	207.8 (4.2%)	1 592 (3.9%)	166.1 (3.5%)	1 194 (2.5%)	127.2 (2.0%)	1 340 (2.9%)	152.5 (2.4%)
Crédit Foncier de France	10 021 (37.6%)	1 998.9 (40.4%)	15 153 (36.6%)	1 998.9 (40.4%)	13 581 (33.5%)	1 767.0 (36.7%)	13 928 (28.7%)	1 914.4 (30.1%)	13 028 (27.8%)	1 794.0 (28.6%)
Groupe BPCE	12 324 (46.2%)	2 278.9 (46.0%)	17 777 (42.9%)	2 278.9 (46.0%)	15 839 (39.1%)	2 003.0 (41.6%)	15 789 (32.5%)	2 116.5 (33.3%)	14 961 (31.9%)	2 010.6 (32.1%)
Crédit Agricole	6 793 (25.5%)	1 173.2 (23.7%)	9 830 (23.7%)	1 173.2 (23.7%)	9 953 (24.6%)	1 184.5 (24.6%)	12 915 (26.6%)	1 713.0 (27.0%)	13 373 (28.5%)	1 845.9 (29.5%)
LCL	349 (1.3%)	28.0 (0.6%)	274 (0.7%)	28.0 (0.6%)	360 (0.9%)	37.6 (0.8%)	391 (0.8%)	48.1 (0.8%)	788 (1.7%)	93.7 (1.5%)
Groupe Crédit Agricole LCL	7 142 (26.8%)	1 201.2 (24.3%)	10 104 (24.4%)	1 201.2 (24.3%)	10 313 (25.5%)	1 222.1 (25.4%)	13 306 (27.4%)	1 761.0 (27.7%)	14 161 (30.2%)	1 939.7 (31.0%)
Crédit Mutuel	2 371 (8.9%)	357.7 (7.2%)	3 358 (8.1%)	357.7 (7.2%)	2 936 (7.2%)	308.2 (6.4%)	4 007 (8.3%)	473.4 (7.5%)	3 559 (7.6%)	424.7 (6.8%)
CIC	669 (2.5%)	134.2 (2.7%)	1 201 (2.9%)	134.2 (2.7%)	1 082 (2.7%)	120.8 (2.5%)	1 352 (2.8%)	163.9 (2.6%)	1 252 (2.7%)	156.6 (2.5%)
Groupe Crédit Mutuel CIC	3 040 (11.4%)	491.9 (9.9%)	4 559 (11.0%)	491.9 (9.9%)	4 018 (9.9%)	429.0 (8.9%)	5 359 (11.0%)	637.3 (10.0%)	4 811 (10.3%)	581.3 (9.3%)
BNP/PARIBAS	436 (1.6%)	32.2 (0.7%)	322 (0.8%)	32.2 (0.7%)	303 (0.7%)	28.4 (0.6%)	229 (0.5%)	21.7 (0.3%)	503 (1.1%)	63.6 (1.0%)
Crédit Immobilier de France	2 863 (10.7%)	13.2 (0.3%)	151 (0.4%)	13.2 (0.3%)	7 (0.0%)	0.6 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Société Générale	820 (3.1%)	69.2 (1.4%)	671 (1.6%)	69.2 (1.4%)	620 (1.5%)	63.7 (1.3%)	618 (1.3%)	72.8 (1.1%)	490 (1.0%)	57.1 (0.9%)
La Banque Postale	46 (0.2%)	864.3 (17.5%)	7 814 (18.9%)	864.3 (17.5%)	9 417 (23.2%)	1 064.3 (22.1%)	13 222 (27.2%)	1 744.6 (27.5%)	11 975 (25.5%)	1 613.6 (25.8%)
Ensemble	26 671	4 950,9	41 398	4 950,9	40 517	4 811,1	48 523	6 354,1	46 901	6 265,8

**Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS seuls
de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Auvergne-Rhône-Alpes	7 583	16,2%	913 204 661	14,6%	Ain	937	127 076 335
					Allier	94	7 803 548
					Ardèche	298	34 499 357
					Cantal	32	2 764 410
					Drôme	466	55 197 458
					Isère	1 643	229 474 783
					Loire	385	42 177 681
					Haute-Loire	102	10 234 026
					Puy-de-Dôme	189	18 633 857
					Rhône	2 603	388 107 933
					Savoie	319	43 688 474
Haute-Savoie	515	80 623 133					
Bourgogne-Franche-Comté	1 543	3,3%	164 410 682	2,6%	Côte-d'Or	332	39 024 871
					Doubs	211	23 611 182
					Jura	79	7 806 565
					Nièvre	80	6 778 571
					Haute-Saône	100	9 497 075
					Saône-et-Loire	434	45 411 329
					Yonne	243	24 709 284
					Territoire de Belfort	64	7 571 803
Bretagne	1 536	3,3%	173 149 037	2,8%	Côtes-d'Armor	153	15 408 761
					Finistère	502	53 303 181
					Ille-et-Vilaine	583	71 697 608
					Morbihan	298	32 739 487
Centre-Val de Loire	1 604	3,4%	182 488 582	2,9%	Cher	162	15 256 372
					Eure-et-Loir	279	35 697 692
					Indre	73	6 040 929
					Indre-et-Loire	440	54 440 030
					Loir-et-Cher	169	17 665 269
					Loiret	481	53 388 290
Corse	265	0,6%	166 346 964	2,7%	Corse-du-Sud	142	23 392 120
					Haute-Corse	123	17 461 256
Total des prêts	46 901	100%	6 265 816 018			46 901	6 265 816 018

[suite](#)

**Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS seuls
de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Grand Est	3 192	6,8%	372 939 572	6,0%	Ardennes	162	16 209 527
					Aube	191	19 859 145
					Marne	330	40 182 295
					Haute-Marne	72	5 896 767
					Meurthe-et-Moselle	435	46 447 111
					Meuse	115	10 939 841
					Moselle	536	64 512 782
					Bas-Rhin	661	90 650 270
					Haut-Rhin	469	57 488 270
					Vosges	221	20 753 564
Hauts-de-France	3 940	8,4%	485 078 345	7,7%	Aisne	434	45 250 365
					Nord	1 345	161 793 267
					Oise	1 041	151 003 103
					Pas-de-Calais	688	78 693 413
					Somme	432	48 338 197
Normandie	1 791	3,8%	206 433 525	3,3%	Calvados	300	33 254 010
					Eure	494	59 904 588
					Manche	179	19 697 901
					Orne	115	11 185 925
					Seine-Maritime	703	82 391 101
Nouvelle-Aquitaine	3 066	6,5%	358 364 172	5,7%	Charente	123	12 187 048
					Charente-Maritime	432	49 344 791
					Corrèze	79	7 318 888
					Creuse	36	3 029 404
					Dordogne	163	15 238 560
					Gironde	743	99 094 908
					Landes	278	34 696 306
					Lot-et-Garonne	154	15 412 989
					Pyrénées-Atlantiques	527	69 132 179
					Deux-Sèvres	210	20 509 570
					Vienne	166	17 380 658
					Haute-Vienne	155	15 018 872
Total des prêts	46 901	100%	6 265 816 018			46 901	6 265 816 018

[suite](#)

**Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS seuls
de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Occitanie	4 380	9,3%	525 513 956	8,4%	Ariège	123	11 923 821
					Aude	277	30 045 168
					Aveyron	83	7 347 769
					Gard	584	71 532 252
					Haute-Garonne	1 167	149 569 950
					Gers	113	12 935 811
					Hérault	1 146	150 599 014
					Lot	75	6 537 553
					Lozère	47	4 580 001
					Hautes-Pyrénées	137	13 109 602
					Pyrénées-Orientales	344	36 490 874
Tarn	138	13 625 663					
Tarn-et-Garonne	146	17 216 478					
Pays de la Loire	3 573	7,6%	436 360 731	7,0%	Loire-Atlantique	1 565	211 567 937
					Maine-et-Loire	729	85 975 427
					Mayenne	173	17 405 355
					Sarthe	352	36 563 879
					Vendée	754	84 848 134
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 980	10,6%	737 485 570	11,8%	Alpes-de-Haute-Provence	136	17 247 916
					Hautes-Alpes	75	8 855 168
					Alpes-Maritimes	1 156	185 759 799
					Bouches-du-Rhône	1 954	283 554 094
					Var	1 223	185 710 378
Vaucluse	436	56 358 214					
Ile de France	9 448	20,1%	1 542 457 475	24,6%	Paris	347	59 342 850
					Seine et Marne	2 007	328 981 491
					Yvelines	994	165 152 552
					Essonne	1 490	235 824 048
					Hauts de Seine	481	78 590 654
					Seine Saint Denis	1 466	230 924 321
					Val de Marne	961	162 728 699
					Val d'Oise	1 702	280 912 859
Total des prêts	46 901	100%	6 265 816 018			46 901	6 265 816 018

Caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

2016		Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectifs	485	948	812	1 743	3 988
	Coût moyen d'opération	270 333	246 012	205 603	189 878	216 201
	Montant moyen prêté	173 029	167 071	144 675	138 456	150 729
	Revenu mensuel moyen	2 951	2 980	2 807	2 768	2 865
Acquisition avec amélioration	Effectifs	829	2 564	1 966	4 354	9 713
	Coût moyen d'opération	205 444	179 250	144 029	140 421	156 937
	Montant moyen prêté	169 585	147 553	125 627	122 084	133 578
	Revenu mensuel moyen	3 087	2 646	2 302	2 151	2 349
Acquisition sans amélioration	Effectifs	7 757	8 361	6 896	9 964	32 978
	Coût moyen d'opération	206 963	183 784	152 016	141 538	169 812
	Montant moyen prêté	161 633	136 852	120 043	113 175	132 012
	Revenu mensuel moyen	2 672	2 563	2 394	2 297	2 487
Amélioration	Effectifs	6	36	38	142	222
	Coût moyen d'opération	82 622	98 023	69 993	72 433	76 440
	Montant moyen prêté	65 698	78 061	61 071	58 032	62 007
	Revenu mensuel moyen	3 363	2 791	3 670	2 693	2 905
Ensemble	Effectifs	9 077	11 909	9 712	16 203	46 901
	Coût moyen d'opération	210 134	187 501	154 558	145 832	170 649
	Montant moyen prêté	162 905	141 383	123 002	117 805	133 597
	Revenu mensuel moyen	2 701	2 598	2 414	2 312	2 499

NB: au sens du zonage A/B/C

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 10 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force
 (déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

	2012		2013		2014		2015		2016		Evolution			
											12/13	13/14	14/15	15/16
Personne seule	6 215	23,3%	10 873	26,3%	11 182	27,6%	13 719	28,3%	13 729	29,3%	74,9%	2,8%	22,7%	0,1%
2 personnes	5 574	20,9%	8 971	21,7%	8 731	21,5%	11 475	23,6%	11 044	23,5%	60,9%	-2,7%	31,4%	-3,8%
3 personnes	5 475	20,5%	8 459	20,4%	8 192	20,2%	9 839	20,3%	9 351	19,9%	54,5%	-3,2%	20,1%	-5,0%
4 personnes	5 415	20,3%	7 921	19,1%	7 614	18,8%	8 578	17,7%	8 081	17,2%	46,3%	-3,9%	12,7%	-5,8%
5 personnes	2 881	10,8%	3 783	9,1%	3 538	8,7%	3 640	7,5%	3 485	7,4%	31,3%	-6,5%	2,9%	-4,3%
6 personnes et plus	1 111	4,2%	1 391	3,4%	1 260	3,1%	1 272	2,6%	1 211	2,6%	25,2%	-9,4%	1,0%	-4,8%
Ensemble	26 671	100%	41 398	100%	40 517	100%	48 523	100%	46 901	100%	55,2%	-2,1%	19,8%	-3,3%

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

Taille moyenne	2,87	2,73	2,69	2,60	2,58	-4,7%	-1,6%	-3,2%	-1,0%
-----------------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------	-------	-------	-------

[détail tableau suivant](#)

**Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

		2012	2013	2014	2015	2016
Personne seule	Effectifs	6 215	10 873	11 182	13 719	13 729
	Coût moyen d'opération	106 624	111 009	111 633	121 711	128 518
	Montant moyen prêté	80 120	83 529	84 328	93 597	96 736
	Revenu mensuel moyen	1 532	1 661	1 715	1 841	1 847
2 personnes	Effectifs	5 574	8 971	8 731	11 475	11 044
	Coût moyen d'opération	141 387	147 087	147 660	161 746	169 640
	Montant moyen prêté	111 796	117 776	117 622	131 703	132 655
	Revenu mensuel moyen	2 086	2 431	2 463	2 709	2 587
3 personnes	Effectifs	5 475	8 459	8 192	9 839	9 351
	Coût moyen d'opération	154 325	160 176	161 184	177 353	185 298
	Montant moyen prêté	122 509	129 158	129 406	144 048	147 767
	Revenu mensuel moyen	2 314	2 648	2 685	2 850	2 717
4 personnes	Effectifs	5 415	7 921	7 614	8 578	8 081
	Coût moyen d'opération	172 850	179 273	178 762	196 616	208 855
	Montant moyen prêté	134 618	143 500	142 414	159 586	164 800
	Revenu mensuel moyen	2 500	3 053	3 035	3 186	2 959
5 personnes	Effectifs	2 881	3 783	3 538	3 640	3 485
	Coût moyen d'opération	178 281	180 034	179 916	191 453	203 549
	Montant moyen prêté	137 645	145 180	144 835	157 361	162 763
	Revenu mensuel moyen	2 640	3 398	3 348	3 716	3 345
6 personnes et plus	Effectifs	1 111	1 391	1 260	1 272	1 211
	Coût moyen d'opération	180 584	184 907	180 799	192 183	195 334
	Montant moyen prêté	140 578	149 288	146 277	157 008	158 496
	Revenu mensuel moyen	2 792	3 482	3 561	3 820	3 246
Ensemble	Effectifs	26 671	41 398	40 517	48 523	46 901
	Taille moyenne	2,87	2,73	2,69	2,60	2,58
	Coût moyen d'opération	147 948	150 725	150 143	162 774	170 649
	Montant moyen prêté	115 239	119 592	118 742	130 950	133 597
	Revenu mensuel moyen	2 207	2 385	2 416	2 575	2 499

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2012 : 20%, 2013 : 20%, 2014 : 25%, 2015 : 29%, 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 11 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

	2012		2013		2014		2015		2016		Evolution			
											12/13	13/14	14/15	15/16
Agriculteurs	263	1,0%	365	0,9%	296	0,7%	299	0,6%	287	0,6%	38,8%	-18,9%	1,0%	-4,0%
Artisans, commerçants	876	3,3%	1 112	2,7%	1 143	2,8%	1 443	3,0%	1 532	3,3%	26,9%	2,8%	26,2%	6,2%
Cadres	1 505	5,6%	3 274	7,9%	3 304	8,2%	5 524	11,4%	5 825	12,4%	117,5%	0,9%	67,2%	5,4%
Prof. Intermédiaires	4 882	18,3%	7 822	18,9%	7 779	19,2%	9 741	20,1%	9 995	21,3%	60,2%	-0,5%	25,2%	2,6%
Employés	8 815	33,1%	15 466	37,4%	15 299	37,8%	17 916	36,9%	16 415	35,0%	75,5%	-1,1%	17,1%	-8,4%
Ouvriers	8 878	33,3%	11 403	27,5%	10 793	26,6%	11 149	23,0%	9 987	21,3%	28,4%	-5,3%	3,3%	-10,4%
Retraités	589	2,2%	817	2,0%	785	1,9%	1 066	2,2%	1 424	3,0%	38,7%	-3,9%	35,8%	33,6%
Inactifs	863	3,2%	1 139	2,8%	1 118	2,8%	1 385	2,9%	1 436	3,1%	32,0%	-1,8%	23,9%	3,7%
Ensemble	26 671	100%	41 398	100%	40 517	100%	48 523	100%	46 901	100%	55,2%	-2,1%	19,8%	-3,3%

[détail par CSP tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

		2012	2013	2014	2015	2016
Agriculteurs	Effectifs	263	365	296	299	287
	Coût moyen d'opération	135 919	143 308	142 525	151 597	150 025
	Montant moyen prêté	102 144	112 440	113 286	121 698	118 285
	Revenu mensuel moyen	2 273	3 071	2 474	2 849	2 756
Artisans, commerçants	Effectifs	876	1 112	1 143	1 443	1 532
	Coût moyen d'opération	168 846	165 716	166 827	176 324	188 386
	Montant moyen prêté	121 842	127 066	126 301	136 942	144 693
	Revenu mensuel moyen	2 395	2 410	2 405	2 406	2 525
Cadres	Effectifs	1 505	3 274	3 304	5 524	5 825
	Coût moyen d'opération	192 120	194 578	194 092	219 303	229 081
	Montant moyen prêté	145 590	146 237	146 252	169 593	173 807
	Revenu mensuel moyen	2 637	2 921	2 972	3 164	3 134
Prof. Intermédiaires	Effectifs	4 882	7 822	7 779	9 741	9 995
	Coût moyen d'opération	159 881	160 457	159 207	168 861	177 549
	Montant moyen prêté	123 272	127 495	127 099	137 663	140 953
	Revenu mensuel moyen	2 302	2 430	2 514	2 676	2 581
Employés	Effectifs	8 815	15 466	15 299	17 916	16 415
	Coût moyen d'opération	146 084	147 781	147 321	157 290	162 293
	Montant moyen prêté	112 102	115 457	114 257	125 505	126 667
	Revenu mensuel moyen	2 153	2 318	2 334	2 448	2 358
Ouvriers	Effectifs	8 878	11 403	10 793	11 149	9 987
	Coût moyen d'opération	136 670	137 416	135 581	140 838	147 063
	Montant moyen prêté	114 834	118 203	116 487	123 123	125 430
	Revenu mensuel moyen	2 218	2 163	2 250	2 303	2 298
Retraités	Effectifs	589	817	785	1 066	1 424
	Coût moyen d'opération	129 300	126 344	128 368	136 144	149 544
	Montant moyen prêté	60 593	59 926	62 009	65 930	68 749
	Revenu mensuel moyen	1 925	1 929	1 935	2 062	2 222
Inactifs	Effectifs	863	1 139	1 118	1 385	1 436
	Coût moyen d'opération	133 655	136 308	136 618	151 165	151 835
	Montant moyen prêté	87 648	96 576	96 009	108 848	110 829
	Revenu mensuel moyen	1 866	2 124	2 071	2 358	2 210
Ensemble	Effectifs	26 671	41 398	40 517	48 523	46 901
	Coût moyen d'opération	147 948	150 725	150 143	162 774	170 649
	Montant moyen prêté	115 239	119 592	118 742	130 950	133 597
	Revenu mensuel moyen	2 207	2 385	2 416	2 575	2 499

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite
(% de déclaration en 2012 : 20%, 2013 : 20%, 2014 : 25%, 2015 : 29%, 2016 : 41%), en raison du caractère
facultatif de cette variable dans la base FGAS.

CSP des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

2016		Logement neuf	Acquisi° avec améliora°	Acquisi° sans améliora°	Améliora°	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	45	83	150	9	287
	Coût moyen d'opération	165 490	159 217	143 743	92 626	150 025
	Montant moyen prêté	121 412	131 146	112 999	72 124	118 285
	Revenu mensuel moyen	2 949	1 614	3 133	0	2 756
Artisans, commerçants	Effectifs	175	358	990	9	1 532
	Coût moyen d'opération	221 204	180 455	186 062	119 595	188 386
	Montant moyen prêté	155 596	151 034	140 852	103 088	144 693
	Revenu mensuel moyen	3 048	2 554	2 443	2 698	2 525
Cadres	Effectifs	444	876	4 480	25	5 825
	Coût moyen d'opération	274 633	211 417	228 761	97 278	229 081
	Montant moyen prêté	196 822	177 534	171 308	82 254	173 807
	Revenu mensuel moyen	3 439	3 212	3 107	3 500	3 134
Prof. Intermédiaires	Effectifs	862	2 327	6 760	46	9 995
	Coût moyen d'opération	227 039	167 925	175 173	86 168	177 549
	Montant moyen prêté	166 249	141 388	138 072	68 221	140 953
	Revenu mensuel moyen	2 955	2 543	2 552	3 056	2 581
Employés	Effectifs	1 356	3 040	11 948	71	16 415
	Coût moyen d'opération	208 658	152 408	160 076	72 970	162 293
	Montant moyen prêté	143 535	129 136	124 515	60 819	126 667
	Revenu mensuel moyen	2 766	2 261	2 335	2 751	2 358
Ouvriers	Effectifs	806	2 567	6 574	40	9 987
	Coût moyen d'opération	197 027	133 385	146 837	55 052	147 063
	Montant moyen prêté	143 435	120 357	125 681	47 015	125 430
	Revenu mensuel moyen	2 826	2 119	2 302	2 448	2 298
Retraités	Effectifs	184	140	1 091	9	1 424
	Coût moyen d'opération	192 108	121 610	146 664	62 812	149 544
	Montant moyen prêté	74 546	68 174	68 134	33 662	68 749
	Revenu mensuel moyen	2 428	1 967	2 206	1 982	2 222
Inactifs	Effectifs	116	322	985	13	1 436
	Coût moyen d'opération	184 245	148 740	150 306	55 060	151 835
	Montant moyen prêté	118 631	114 569	109 650	37 878	110 829
	Revenu mensuel moyen	2 096	2 019	2 232	3 064	2 210
Ensemble	Effectifs	3 988	9 713	32 978	222	46 901
	Coût moyen d'opération	216 201	156 937	169 812	76 440	170 649
	Montant moyen prêté	150 729	133 578	132 012	62 007	133 597
	Revenu mensuel moyen	2 865	2 349	2 487	2 905	2 499

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 12 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

	2012		2013		2014		2015		2016		Evolution			
											12/13	13/14	14/15	15/16
Marié ou vivant maritalement	16 030	60,1%	23 534	56,8%	23 006	56,8%	27 935	57,6%	26 113	55,7%	46,8%	-2,2%	21,4%	-6,5%
Seul	10 641	39,9%	17 864	43,2%	17 511	43,2%	20 588	42,4%	20 788	44,3%	67,9%	-2,0%	17,6%	1,0%
Ensemble	26 671	100%	41 398	100%	40 517	100%	48 523	100%	46 901	100%	55,2%	-2,1%	19,8%	-3,3%

[détail tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées
par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

		2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 12/13	Evolution 13/14	Evolution 14/15	Evolution 15/16
Marié ou vivant maritalement	Effectifs	16 030	23 534	23 006	27 935	26 113	46,8%	-2,2%	21,4%	-6,5%
	Coût moyen d'opération	164 824	170 119	170 546	185 632	196 281	3,2%	0,3%	8,8%	5,7%
	Montant moyen prêté	132 126	139 955	139 403	153 685	157 685	5,9%	-0,4%	10,2%	2,6%
	Revenu mensuel moyen	2 513	2 987	3 005	3 194	3 003	18,8%	0,6%	6,3%	-6,0%
Seul	Effectifs	10 641	17 864	17 511	20 588	20 788	67,9%	-2,0%	17,6%	1,0%
	Coût moyen d'opération	122 525	125 176	123 338	131 770	138 479	2,2%	-1,5%	6,8%	5,1%
	Montant moyen prêté	89 799	92 766	91 599	100 102	103 337	3,3%	-1,3%	9,3%	3,2%
	Revenu mensuel moyen	1 718	1 858	1 882	2 004	1 984	8,1%	1,3%	6,4%	-1,0%
Ensemble	Effectifs	26 671	41 398	40 517	48 523	46 901	55,2%	-2,1%	19,8%	-3,3%
	Coût moyen d'opération	147 948	150 725	150 143	162 774	170 649	1,9%	-0,4%	8,4%	4,8%
	Montant moyen prêté	115 239	119 592	118 742	130 950	133 597	3,8%	-0,7%	10,3%	2,0%
	Revenu mensuel moyen	2 207	2 385	2 416	2 575	2 499	8,1%	1,3%	6,6%	-3,0%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2012 : 20%, 2013 : 20%, 2014 : 25%, 2015 : 29%, 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Situation familiale des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

		2016				Ensemble
		Logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	
Marié ou vivant maritalement	Effectifs	2 795	5 808	17 361	149	26 113
	Coût moyen d'opération	235 500	177 099	197 385	79 380	196 281
	Montant moyen prêté	170 026	153 764	157 801	65 549	157 685
	Revenu mensuel moyen	3 264	2 667	3 027	3 417	3 003
Seul	Effectifs	1 193	3 905	15 617	73	20 788
	Coût moyen d'opération	171 002	126 975	139 189	70 440	138 479
	Montant moyen prêté	105 521	103 556	103 343	54 777	103 337
	Revenu mensuel moyen	2 101	1 841	1 992	1 882	1 984
Ensemble	Effectifs	3 988	9 713	32 978	222	46 901
	Coût moyen d'opération	216 201	156 937	169 812	76 440	170 649
	Montant moyen prêté	150 729	133 578	132 012	62 007	133 597
	Revenu mensuel moyen	2 865	2 349	2 487	2 905	2 499

(*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 13 : Répartition des opérations financées par des PAS seuls dans les DOM
par département et par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017)

	2012		2013		2014		2015		2016	
Guadeloupe	4	3,7%	34	13,4%	34	10,7%	23	6,0%	23	6,1%
Martinique	25	23,1%	42	16,5%	55	17,3%	79	20,6%	76	20,2%
Guyane	5	4,6%	22	8,7%	43	13,5%	42	10,9%	53	14,1%
Réunion	74	68,5%	156	61,4%	186	58,5%	240	62,5%	225	59,7%
Ensemble	108	100%	254	100%	318	100%	384	100%	377	100%

Répartition par type d'opération et par génération

	2012		2013		2014		2015		2016	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	45	41,7%	45	17,7%	69	21,7%	74	19,3%	74	19,6%
Acquisition avec amélioration	8	7,4%	33	13,0%	24	7,5%	43	11,2%	31	8,2%
Acquisition sans amélioration	30	27,8%	143	56,3%	222	69,8%	264	68,8%	269	71,4%
Amélioration	25	23,1%	33	13,0%	3	0,9%	3	0,8%	3	0,8%
Ensemble	108	100%	254	100%	318	100%	384	100%	377	100%

Caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls dans les DOM par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2017)

		2012	2013	2014	2015	2016
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectif	45	45	69	74	74
	Coût moyen d'opération	154 235	159 548	164 285	175 227	181 923
	Montant moyen prêté	105 451	116 737	130 364	132 285	128 277
	Revenu moyen	2 438	2 635	2 914	2 903	2 788
Acquisition avec amélioration	Effectif	8	33	24	43	31
	Coût moyen d'opération	199 642	149 782	111 873	151 741	150 186
	Montant moyen prêté	178 114	138 947	106 150	136 262	138 510
	Revenu moyen	-	2 948	2 580	2 657	2 675
Acquisition sans amélioration	Effectif	30	143	222	264	269
	Coût moyen d'opération	151 184	154 293	145 719	153 108	164 219
	Montant moyen prêté	112 549	128 414	123 793	126 435	134 932
	Revenu moyen	1 790	2 753	2 716	2 475	2 718
Amélioration	Effectif	25	33	3	3	3
	Coût moyen d'opération	133 173	107 581	n.s.	n.s.	n.s.
	Montant moyen prêté	113 452	97 460	n.s.	n.s.	n.s.
	Revenu moyen	-	-	n.s.	n.s.	n.s.
Ensemble	Effectif	108	254	318	384	377
	Coût moyen d'opération	151 875	148 569	146 701	156 963	165 898
	Montant moyen prêté	114 657	123 692	123 602	128 506	133 434
	Revenu moyen	2 402	2 751	2 738	2 586	2 728

n.s. : non significatif

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2012 : 20%, 2013 : 20%, 2014 : 25%, 2015 : 29%, 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Caractéristiques des bénéficiaires des opérations financées par des PAS seuls dans les DOM par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2017)

Taille du ménage

	2012		2013		2014		2015		2016	
Personne seule	18	16,7%	65	25,6%	71	22,3%	115	29,9%	102	27,1%
2 personnes	30	27,8%	55	21,7%	81	25,5%	93	24,2%	91	24,1%
3 personnes	31	28,7%	57	22,4%	76	23,9%	81	21,1%	73	19,4%
4 personnes	20	18,5%	51	20,1%	67	21,1%	77	20,1%	86	22,8%
5 personnes	8	7,4%	24	9,4%	20	6,3%	16	4,2%	19	5,0%
6 personnes et plus	1	0,9%	2	0,8%	3	0,9%	2	0,5%	6	1,6%
Ensemble	108	100%	254	100%	318	100%	384	100%	377	100%
Taille moyenne	2,75		2,69		2,66		2,46		2,59	

Situation familiale des emprunteurs

	2012		2013		2014		2015		2016	
Marié ou vivant maritalement	52	48,1%	120	47,2%	160	50,3%	194	50,5%	196	52,0%
Seul	56	51,9%	134	52,8%	158	49,7%	190	49,5%	181	48,0%
Ensemble	108	100%	254	100%	318	100%	384	100%	377	100%

CSP des emprunteurs

	2012		2013		2014		2015		2016	
Agriculteurs	3	2,8%	2	0,8%	2	0,6%	1	0,3%	3	0,8%
Artisans, commerçants	7	6,5%	9	3,5%	9	2,8%	10	2,6%	17	4,5%
Cadres	9	8,3%	28	11,0%	44	13,8%	50	13,0%	49	13,0%
Prof. Intermédiaires	28	25,9%	32	12,6%	47	14,8%	74	19,3%	60	15,9%
Employés	39	36,1%	155	61,0%	173	54,4%	204	53,1%	200	53,1%
Ouvriers	17	15,7%	20	7,9%	32	10,1%	30	7,8%	25	6,6%
Retraités	4	3,7%	5	2,0%	5	1,6%	11	2,9%	18	4,8%
Inactifs	1	0,9%	3	1,2%	6	1,9%	4	1,0%	5	1,3%
Ensemble	108	100%	254	100%	318	100%	384	100%	377	100%

Annexe 14 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations finançant des PAS seuls

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

Génération	Effectif	%APL Déclarés Bruts1	%APL Calculé2
2012	26 671	69%	39%
2013	41 398	55%	35%
2014	40 517	47%	33%
2015	48 523	39%	27%
2016	46 901	35%	25%

1-Calcul effectué selon les déclarations brutes faites par les établissements de crédit

2-Ce chiffre est le résultat d'un calcul interne à la SGFGAS, en raison d'anomalies constatées dans le renseignement des déclarations brutes faites par les établissements de crédit.

Annexe 15 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par zone et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

Zone géographique

	2012		2013		2014		2015		2016		Evolution 12/13	Evolution 13/14	Evolution 14/15	Evolution 15/16
Zone A	2 712	10,7%	3 292	17,0%	3 924	20,1%	3 765	15,2%	3 446	13,2%	21,4%	19,2%	-4,1%	-8,5%
<i>Neuf</i>	1 875	7,4%	3 267	16,9%	3 834	19,6%	3 581	14,4%	3 177	12,2%	74,2%	17,4%	-6,6%	-11,3%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	29	0,1%	4	0,0%	3	0,0%	12	0,0%	74	0,3%	-86,2%	-25,0%	300,0%	516,7%
<i>Acquisition seule</i>	808	3,2%	21	0,1%	87	0,4%	172	0,7%	195	0,7%	-97,4%	314,3%	97,7%	13,4%
Zone B1	5 111	20,1%	4 065	21,0%	4 464	22,9%	6 264	25,3%	6 500	24,9%	-20,5%	9,8%	40,3%	3,8%
<i>Neuf</i>	3 391	13,3%	3 915	20,2%	4 314	22,1%	5 929	23,9%	5 627	21,6%	15,5%	10,2%	37,4%	-5,1%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	448	1,8%	102	0,5%	26	0,1%	55	0,2%	519	2,0%	-77,2%	-74,5%	111,5%	843,6%
<i>Acquisition seule</i>	1 272	5,0%	48	0,2%	124	0,6%	280	1,1%	354	1,4%	-96,2%	158,3%	125,8%	26,4%
Zone B2	4 491	17,7%	3 300	17,0%	3 314	17,0%	4 624	18,6%	5 257	20,2%	-26,5%	0,4%	39,5%	13,7%
<i>Neuf</i>	3 167	12,5%	3 212	16,6%	3 254	16,7%	4 415	17,8%	4 320	16,6%	1,4%	1,3%	35,7%	-2,2%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	327	1,3%	62	0,3%	15	0,1%	58	0,2%	682	2,6%	-81,0%	-75,8%	286,7%	1075,9%
<i>Acquisition seule</i>	997	3,9%	26	0,1%	45	0,2%	151	0,6%	255	1,0%	-97,4%	73,1%	235,6%	68,9%
Zone C	13 117	51,6%	8 704	45,0%	7 827	40,1%	10 152	40,9%	10 862	41,7%	-33,6%	-10,1%	29,7%	7,0%
<i>Neuf</i>	10 560	41,5%	8 498	43,9%	7 776	39,8%	9 778	39,4%	8 918	34,2%	-19,5%	-8,5%	25,7%	-8,8%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	952	3,7%	134	0,7%	17	0,1%	236	1,0%	1 804	6,9%	-85,9%	-87,3%	1288,2%	664,4%
<i>Acquisition seule</i>	1 605	6,3%	72	0,4%	34	0,2%	138	0,6%	140	0,5%	-95,5%	-52,8%	305,9%	1,4%
Ensemble	25 431	100%	19 361	100%	19 529	100%	24 805	100%	26 065	100%	-23,9%	0,9%	27,0%	5,1%

NB: au sens du zonage de Robien

Type d'opération

	2012		2013		2014		2015		2016		Evolution 12/13	Evolution 13/14	Evolution 14/15	Evolution 15/16
Neuf	18 993	74,7%	18 892	97,6%	19 178	98,2%	23 703	95,6%	22 042	84,6%	-0,5%	1,5%	23,6%	-7,0%
Acquisition avec amélioration	1 756	6,9%	302	1,6%	61	0,3%	361	1,5%	3 079	11,8%	-82,8%	-79,8%	491,8%	752,9%
Acquisition seule	4 682	18,4%	167	0,9%	290	1,5%	741	3,0%	944	3,6%	-96,4%	73,7%	155,5%	27,4%
Ensemble	25 431	100,0%	19 361	100,0%	19 529	100,0%	24 805	100,0%	26 065	100,0%	-23,9%	0,9%	27,0%	5,1%

Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par zone et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

		2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 15/16
Neuf	Effectifs	18 993	18 892	19 178	23 703	22 042	-7,0%
	Coût moyen d'opération	170 682	181 392	185 300	191 590	199 210	4,0%
	Montant moyen prêté	150 132	160 174	162 798	168 711	175 061	3,8%
	<i>Dont PAS</i>	118 272	123 560	124 293	129 412	112 039	-13,4%
	Revenu mensuel moyen	2 490	2 584	2 633	2 685	2 574	-4,1%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	1 756	302	61	361	3 079	752,9%
	Coût moyen d'opération	143 186	195 158	132 442	126 331	155 127	22,8%
	Montant moyen prêté	124 745	168 682	120 353	116 821	139 680	19,6%
	<i>Dont PAS</i>	105 045	137 094	101 446	97 690	85 050	-12,9%
	Revenu mensuel moyen	2 143	2 448	2 575	2 292	2 284	-0,3%
Acquisition seule	Effectifs	4 682	167	290	741	944	27,4%
	Coût moyen d'opération	145 364	133 129	121 344	130 528	134 204	2,8%
	Montant moyen prêté	118 607	106 571	101 730	107 781	112 226	4,1%
	<i>Dont PAS</i>	97 325	88 707	89 715	92 560	88 502	-4,4%
	Revenu mensuel moyen	2 162	2 176	2 407	2 468	2 285	-7,4%
Ensemble	Effectifs	25 431	19 361	19 529	24 805	26 065	5,1%
	Coût moyen d'opération	164 123	181 191	184 185	188 816	191 648	1,5%
	Montant moyen prêté	142 575	159 844	161 759	166 135	168 606	1,5%
	<i>Dont PAS</i>	113 502	123 471	123 708	127 849	107 998	-15,5%
	Revenu mensuel moyen	2 416	2 577	2 628	2 675	2 534	-5,3%

Zone géographique

		2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 15/16
Ile-de-France	Effectifs	3 007	3 627	4 260	4 574	4 190	-8,4%
	Coût moyen d'opération	210 207	216 010	216 155	224 004	230 761	3,0%
	Montant moyen prêté	181 734	191 963	189 296	197 241	206 335	4,6%
	<i>Dont PAS</i>	124 814	126 771	127 157	144 862	134 145	-7,4%
	Revenu mensuel moyen	2 713	2 701	2 808	2 880	2 827	-1,8%
Province	Effectifs	22 424	15 734	15 269	20 231	21 875	8,1%
	Coût moyen d'opération	157 943	173 164	175 266	180 862	184 155	1,8%
	Montant moyen prêté	137 324	152 440	154 076	159 103	161 379	1,4%
	<i>Dont PAS</i>	111 986	122 710	122 746	124 003	102 990	-16,9%
	Revenu mensuel moyen	2 391	2 549	2 565	2 611	2 458	-5,9%
Ensemble	Effectifs	25 431	19 361	19 529	24 805	26 065	5,1%
	Coût moyen d'opération	164 123	181 191	184 185	188 816	191 648	1,5%
	Montant moyen prêté	142 575	159 844	161 759	166 135	168 606	1,5%
	<i>Dont PAS</i>	113 502	123 471	123 708	127 849	107 998	-15,5%
	Revenu mensuel moyen	2 416	2 577	2 628	2 675	2 534	-5,3%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2012 : 20%, 2013 : 20%, 2014 : 25%, 2015 : 29%, 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par zone de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

2016		Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
Zone A	Effectifs	3 177	74	195	3 446
	Coût moyen d'opération	235 313	237 514	166 495	231 466
	Montant moyen prêté	205 139	214 831	137 994	201 547
	<i>Dont PAS</i>	<i>130 563</i>	<i>132 280</i>	<i>112 671</i>	<i>129 588</i>
	Revenu mensuel moyen	2 759	2 942	2 674	2 757
Zone B1	Effectifs	5 627	519	354	6 500
	Coût moyen d'opération	207 564	193 162	132 201	202 308
	Montant moyen prêté	176 776	170 306	107 805	172 503
	<i>Dont PAS</i>	<i>109 805</i>	<i>103 423</i>	<i>84 007</i>	<i>107 890</i>
	Revenu mensuel moyen	2 662	2 633	2 139	2 619
Zone B2	Effectifs	4 320	682	255	5 257
	Coût moyen d'opération	194 896	155 080	126 840	186 430
	Montant moyen prêté	173 873	139 991	107 803	166 273
	<i>Dont PAS</i>	<i>111 023</i>	<i>84 551</i>	<i>82 832</i>	<i>106 221</i>
	Revenu mensuel moyen	2 568	2 242	2 232	2 517
Zone C	Effectifs	8 918	1 804	140	10 862
	Coût moyen d'opération	183 169	140 822	107 708	175 164
	Montant moyen prêté	163 840	127 668	95 569	156 953
	<i>Dont PAS</i>	<i>107 341</i>	<i>78 016</i>	<i>76 531</i>	<i>102 073</i>
	Revenu mensuel moyen	2 447	2 173	2 126	2 404
Ensemble	Effectifs	22 042	3 079	944	26 065
	Coût moyen d'opération	199 210	155 127	134 204	191 648
	Montant moyen prêté	175 061	139 680	112 226	168 606
	<i>Dont PAS</i>	<i>112 039</i>	<i>85 050</i>	<i>88 502</i>	<i>107 998</i>
	Revenu mensuel moyen	2 574	2 284	2 285	2 534

NB: au sens du zonage de Robien

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 16 : Parts de marché des établissements producteurs d'opérations PAS et PTZ garantis par génération du 1er prêt mis en force
(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

	2012		2013		2014		2015		2016	
	Effectifs	Montant prêté (M€)								
Banques Populaires (BPCE)	298 (1.2%)	36.2 (1.0%)	243 (1.3%)	35.6 (1.2%)	113 (0.6%)	16.7 (0.5%)	149 (0.6%)	22.4 (0.5%)	194 (0.7%)	29.3 (0.7%)
Caisses d'Epargne (BPCE)	1 645 (6.5%)	207.2 (5.7%)	1 105 (5.7%)	152.9 (4.9%)	926 (4.7%)	127.7 (4.0%)	839 (3.4%)	118.2 (2.9%)	1 145 (4.4%)	169.9 (3.9%)
Crédit Foncier de France	10 299 (40.5%)	1 615.1 (44.5%)	10 524 (54.4%)	1 793.5 (58.0%)	9 936 (50.9%)	1 706.2 (54.0%)	11 103 (44.8%)	1 950.7 (47.3%)	9 366 (35.9%)	1 687.8 (38.4%)
 Groupe BPCE	12 242 (48.1%)	1 858.5 (51.3%)	11 872 (61.3%)	1 982.0 (64.0%)	10 975 (56.2%)	1 850.6 (58.6%)	12 091 (48.7%)	2 091.3 (50.7%)	10 705 (41.1%)	1 887.0 (42.9%)
Crédit Agricole	6 387 (25.1%)	849.0 (23.4%)	4 234 (21.9%)	631.2 (20.4%)	4 594 (23.5%)	706.3 (22.4%)	6 717 (27.1%)	1 076.8 (26.1%)	8 681 (33.3%)	1 426.6 (32.5%)
LCL	148 (0.6%)	20.5 (0.6%)	63 (0.3%)	9.7 (0.3%)	89 (0.5%)	15.0 (0.5%)	36 (0.1%)	6.3 (0.2%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
 Groupe Crédit Agricole LCL	6 535 (25.7%)	869.5 (24.0%)	4 297 (22.2%)	640.9 (20.7%)	4 683 (24.0%)	721.3 (22.8%)	6 753 (27.2%)	1 083.1 (26.3%)	8 681 (33.3%)	1 426.6 (32.5%)
Crédit Mutuel	2 047 (8.0%)	254.5 (7.0%)	1 429 (7.4%)	200.4 (6.5%)	1 202 (6.2%)	171.3 (5.4%)	1 839 (7.4%)	273.9 (6.6%)	2 375 (9.1%)	363.4 (8.3%)
CIC	378 (1.5%)	47.8 (1.3%)	284 (1.5%)	43.8 (1.4%)	310 (1.6%)	50.3 (1.6%)	448 (1.8%)	72.3 (1.8%)	620 (2.4%)	99.5 (2.3%)
 Groupe Crédit Mutuel LCL	2 425 (9.5%)	302.3 (8.3%)	1 713 (8.8%)	244.2 (7.9%)	1 512 (7.7%)	221.6 (7.0%)	2 287 (9.2%)	346.1 (8.4%)	2 995 (11.5%)	462.9 (10.5%)
BNP/PARIBAS	102 (0.4%)	13.8 (0.4%)	5 (0.0%)	0.6 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
BNP Paribas Personal Finance	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
 Groupe BNP	102 (0.4%)	13.8 (0.4%)	5 (0.0%)	0.6 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Crédit Immobilier de France	3 812 (15.0%)	540.5 (14.9%)	206 (1.1%)	27.6 (0.9%)	2 (0.0%)	0.2 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Société Générale	308 (1.2%)	40.4 (1.1%)	146 (0.8%)	23.3 (0.8%)	123 (0.6%)	19.7 (0.6%)	159 (0.6%)	24.5 (0.6%)	154 (0.6%)	24.7 (0.6%)
La Banque Postale	7 (0.0%)	0.9 (0.0%)	1 122 (5.8%)	176.1 (5.7%)	2 234 (11.4%)	345.5 (10.9%)	3 515 (14.2%)	575.9 (14.0%)	3 530 (13.5%)	593.5 (13.5%)
Ensemble	25 431	3 626	19 361	3 095	19 529	3 159	24 805	4 121	26 065	4 395

Détails des montants prêtés par établissement producteur d'opérations PAS et PTZ

	2012		2013		2014		2015		2016	
	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)
Banques Populaires (BPCE)	29.2 (1.0%)	7.0 (0.9%)	28.1 (1.2%)	7.5 (1.1%)	13.1 (0.5%)	3.6 (0.5%)	17.3 (0.5%)	5.1 (0.5%)	18.4 (0.7%)	10.9 (0.7%)
Caisses d'Epargne (BPCE)	163.7 (5.7%)	43.5 (5.9%)	119.4 (5.0%)	33.5 (4.8%)	99.5 (4.1%)	28.2 (3.8%)	90.1 (2.8%)	28.1 (3.0%)	105.3 (3.7%)	64.5 (4.1%)
Crédit Foncier de France	1 274.6 (44.2%)	340.5 (46.0%)	1 386.7 (58.0%)	406.7 (57.8%)	1 304.3 (54.0%)	401.9 (54.1%)	1 514.3 (47.8%)	436.4 (45.9%)	1 095.3 (38.9%)	592.5 (37.5%)
 Groupe BPCE	1 468 (50.8%)	390.9 (52.9%)	1 534 (64.2%)	447.8 (63.6%)	1 416.9 (58.7%)	433.7 (58.4%)	1 621.7 (51.1%)	469.5 (49.4%)	1 219.1 (43.3%)	667.9 (42.3%)
Crédit Agricole	675.5 (23.4%)	173.5 (23.5%)	491.2 (20.5%)	140.0 (19.9%)	548.6 (22.7%)	157.7 (21.2%)	828.5 (26.1%)	248.4 (26.2%)	901.9 (32.0%)	524.7 (33.2%)
LCL	15.5 (0.5%)	5.0 (0.7%)	6.8 (0.3%)	2.8 (0.4%)	10.8 (0.4%)	4.2 (0.6%)	4.6 (0.1%)	1.7 (0.2%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
 Groupe Crédit Agricole LCL	691 (23.9%)	178.4 (24.1%)	498 (20.8%)	142.8 (20.3%)	559.4 (23.2%)	161.9 (21.8%)	833.0 (26.3%)	250.1 (26.3%)	901.9 (32.0%)	524.7 (33.2%)
Crédit Mutuel	206.2 (7.1%)	48.2 (6.5%)	158.7 (6.6%)	41.6 (5.9%)	135.3 (5.6%)	36.0 (4.8%)	212.8 (6.7%)	61.1 (6.4%)	230.9 (8.2%)	132.5 (8.4%)
CIC	37.5 (1.3%)	10.4 (1.4%)	33.7 (1.4%)	10.1 (1.4%)	38.0 (1.6%)	12.3 (1.7%)	54.7 (1.7%)	17.5 (1.8%)	63.3 (2.2%)	36.2 (2.3%)
 Groupe Crédit Mutuel LCL	244 (1.0%)	58.6 (1.6%)	192 (1.0%)	51.8 (1.7%)	173.3 (0.9%)	48.3 (1.5%)	267.5 (1.1%)	78.6 (1.9%)	294.2 (1.1%)	168.7 (3.8%)
BNP/PARIBAS	10.5 (0.4%)	3.3 (0.4%)	0.3 (0.0%)	0.3 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
BNP Paribas Personal Finance	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
 Groupe BNP	11 (0.0%)	3.3 (0.1%)	0 (0.0%)	0.3 (0.0%)	0.0 (0.0%)					
Crédit Immobilier de France	443.4 (15.4%)	97.1 (13.1%)	20.6 (0.9%)	6.9 (1.0%)	0.1 (0.0%)	0.1 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Société Générale	29.7 (1.0%)	10.8 (1.5%)	15.8 (0.7%)	7.6 (1.1%)	13.5 (0.6%)	6.3 (0.8%)	17.7 (0.6%)	6.8 (0.7%)	15.4 (0.5%)	9.4 (0.6%)
La Banque Postale	0.6 (0.0%)	0.2 (0.0%)	129.0 (5.4%)	47.0 (6.7%)	252.6 (10.5%)	92.9 (12.5%)	431.3 (13.6%)	144.7 (15.2%)	384.5 (13.7%)	209.0 (13.2%)
Ensemble	2 886	739	2 391	704	2 416	743	3 171	950	2 815	1 580

Annexe 17 : CSP des emprunteurs bénéficiant d'une opération financée par des PAS et PTZ garanti de la génération 2016 (du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

2016		Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	162	59	0	221
	Coût moyen d'opération	187 736	154 915	0	178 974
	Montant moyen prêté	153 921	136 705	0	149 325
	<i>Dont PAS</i>	99 470	81 586	0	94 695
	Revenu mensuel moyen	3 402	2 296		3 100
Artisans, commerçants	Effectifs	477	163	14	654
	Coût moyen d'opération	215 781	172 100	134 976	203 145
	Montant moyen prêté	185 107	153 459	113 292	175 682
	<i>Dont PAS</i>	117 373	93 112	87 876	110 695
	Revenu mensuel moyen	2 482	2 306	2 292	2 427
Cadres	Effectifs	2 107	311	97	2 515
	Coût moyen d'opération	240 994	207 951	170 445	234 187
	Montant moyen prêté	204 019	180 412	135 394	198 453
	<i>Dont PAS</i>	133 291	110 852	104 483	129 406
	Revenu mensuel moyen	3 047	2 957	3 007	3 035
Prof. Intermédiaires	Effectifs	5 102	608	219	5 929
	Coût moyen d'opération	203 905	165 714	136 547	197 500
	Montant moyen prêté	177 438	149 056	115 902	172 255
	<i>Dont PAS</i>	113 388	91 440	89 488	110 254
	Revenu mensuel moyen	2 646	2 448	2 336	2 617
Employés	Effectifs	7 383	958	335	8 676
	Coût moyen d'opération	193 918	145 275	128 040	186 003
	Montant moyen prêté	169 337	131 637	106 189	162 736
	<i>Dont PAS</i>	107 217	79 541	85 789	103 333
	Revenu mensuel moyen	2 513	2 111	2 112	2 453
Ouvriers	Effectifs	5 913	843	202	6 958
	Coût moyen d'opération	187 163	137 750	127 256	179 437
	Montant moyen prêté	171 451	126 526	113 105	164 314
	<i>Dont PAS</i>	109 596	77 200	89 058	105 074
	Revenu mensuel moyen	2 461	2 111	2 244	2 421
Retraités	Effectifs	125	19	32	176
	Coût moyen d'opération	169 835	122 378	110 156	153 770
	Montant moyen prêté	110 794	100 859	73 884	103 010
	<i>Dont PAS</i>	66 299	60 612	58 457	64 259
	Revenu mensuel moyen	2 062	2 254	2 199	2 107
Inactifs	Effectifs	773	118	45	936
	Coût moyen d'opération	193 944	147 409	138 621	185 417
	Montant moyen prêté	171 360	131 983	112 325	163 558
	<i>Dont PAS</i>	116 685	79 471	88 507	110 639
	Revenu mensuel moyen	2 472	2 320	2 519	2 462
Ensemble	Effectifs	22 042	3 079	944	26 065
	Coût moyen d'opération	199 210	155 127	134 204	191 648
	Montant moyen prêté	175 061	139 680	112 226	168 606
	<i>Dont PAS</i>	112 039	85 050	88 502	107 998
	Revenu mensuel moyen	2 574	2 284	2 285	2 534

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 18 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par type d'opération/immeuble et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

Type d'opération/immeuble

	2012		2013		2014		2015		2016		Evolution 12/13	Evolution 13/14	Evolution 14/15	Evolution 15/16
Individuel	18 321	74,6%	13 712	71,8%	13 242	68,6%	17 276	70,7%	18 661	73,1%	-25,2%	-3,4%	30,5%	8,0%
<i>Neuf</i>	14 447	78,9%	13 316	97,1%	13 092	98,9%	16 668	96,5%	15 721	84,2%	-7,8%	-1,7%	27,3%	-5,7%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	1 324	7,2%	287	2,1%	32	0,2%	289	1,7%	2 592	13,9%	-78,3%	-88,9%	803,1%	796,9%
<i>Acquisition seule</i>	2 550	13,9%	109	0,8%	118	0,9%	319	1,8%	348	1,9%	-95,7%	8,3%	170,3%	9,1%
Collectif	6 235	25,4%	5 376	28,2%	6 075	31,4%	7 164	29,3%	6 855	26,9%	-13,8%	13,0%	17,9%	-4,3%
<i>Neuf</i>	3 846	61,7%	5 320	99,0%	5 886	96,9%	6 783	94,7%	6 063	88,4%	38,3%	10,6%	15,2%	-10,6%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	386	6,2%	12	0,2%	22	0,4%	61	0,9%	439	6,4%	-96,9%	83,3%	177,3%	619,7%
<i>Acquisition seule</i>	2 003	32,1%	44	0,8%	167	2,7%	320	4,5%	353	5,1%	-97,8%	279,5%	91,6%	10,3%
Effectif exploité	24 556	100,0%	19 088	100,0%	19 317	100,0%	24 440	100,0%	25 516	100,0%	-22,3%	1,2%	26,5%	4,4%
Effectif non exploitable	875		273		212		365		549					

Annexe 19 : Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et PTZ garanti par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2017)

Taille du ménage

	2012		2013		2014		2015		2016	
Personne seule	4662	18,3%	3573	18,5%	3943	20,2%	5065	20,4%	5977	22,9%
2 personnes	5240	20,6%	4055	20,9%	3990	20,4%	5802	23,4%	6165	23,7%
3 personnes	6123	24,1%	4652	24,0%	4426	22,7%	5858	23,6%	5878	22,6%
4 personnes	5596	22,0%	4379	22,6%	4488	23,0%	5241	21,1%	5167	19,8%
5 personnes	2846	11,2%	2022	10,4%	2029	10,4%	2155	8,7%	2184	8,4%
6 personnes et plus	964	3,8%	680	3,5%	653	3,3%	684	2,8%	694	2,7%
Ensemble	25 431	100%	19 361	100%	19 529	100%	24 805	100%	26 065	100%
Taille moyenne	2,98		2,96		2,93		2,83		2,75	

Situation familiale des emprunteurs

	2012		2013		2014		2015		2016	
Marié ou vivant maritalement	17700	69,6%	13613	70,3%	13460	68,9%	17152	69,1%	17202	66,0%
Seul	7731	30,4%	5748	29,7%	6069	31,1%	7653	30,9%	8863	34,0%
Ensemble	25 431	100%	19 361	100%	19 529	100%	24 805	100%	26 065	100%

CSP des emprunteurs

	2012		2013		2014		2015		2016	
Agriculteurs	377	1,5%	193	1,0%	121	0,6%	182	0,7%	221	0,8%
Artisans, commerçants	688	2,7%	380	2,0%	367	1,9%	470	1,9%	654	2,5%
Cadres	1398	5,5%	1322	6,8%	1501	7,7%	2152	8,7%	2515	9,6%
Prof. Intermédiaires	4962	19,5%	4044	20,9%	4291	22,0%	5593	22,5%	5929	22,7%
Employés	7848	30,9%	6653	34,4%	6981	35,7%	8777	35,4%	8676	33,3%
Ouvriers	9413	37,0%	6389	33,0%	5850	30,0%	6960	28,1%	6958	26,7%
Retraités	181	0,7%	71	0,4%	80	0,4%	148	0,6%	176	0,7%
Inactifs	564	2,2%	309	1,6%	338	1,7%	523	2,1%	936	3,6%
Ensemble	25 431	100%	19 361	100%	19 529	100%	24 805	100%	26 065	100%

Age moyen des emprunteurs

	2012		2013		2014		2015		2016	
âge <=25	3985	15,7%	3077	15,9%	2784	14,3%	3192	12,9%	3058	11,7%
25< âge <=35	12346	48,5%	10083	52,1%	10228	52,4%	13048	52,6%	13355	51,2%
35< âge <=45	6152	24,2%	4559	23,5%	4809	24,6%	5981	24,1%	6509	25,0%
45< âge <=65	2036	8,0%	1353	7,0%	1480	7,6%	2183	8,8%	2555	9,8%
65> âge	37	0,1%	16	0,1%	16	0,1%	36	0,1%	39	0,1%
Effectifs exploités	24 556	97%	19 088	99%	19 317	99%	24 440	99%	25 516	98%
Effectif non exploitable (*)	875		273		212		365		549	

Annexe 20 : Répartition des opérations financées par des PAS et PTZG dans les DOM par département et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2017)

	2012		2013		2014		2015		2016	
Guadeloupe	3	1,2%	13	5,2%	24	9,5%	21	7,5%	16	4,8%
Martinique	41	16,4%	44	17,7%	47	18,6%	41	14,6%	47	14,2%
Guyane	13	5,2%	27	10,8%	19	7,5%	30	10,7%	55	16,6%
Réunion	193	77,2%	165	66,3%	163	64,4%	189	67,3%	214	64,5%
Ensemble	250	100%	249	100%	253	100%	281	100%	332	100%

Répartition par type d'opération

		2012	2013	2014	2015	2016
Neuf	Effectifs	230	249	252	277	312
	Coût moyen	156 327	171 549	178 654	186 001	201 687
	Montant moyen prêté	147 083	154 994	160 315	169 575	184 123
	<i>Dont PAS</i>	97 495	111 867	118 303	125 095	117 755
	Revenu moyen	2 200	2 654	2 790	2 776	2 839
Acquisition avec amélioration	Effectifs	4	0	0	1	20
	Coût moyen	134 220	0	0	n.s.	152 574
	Montant moyen prêté	131 617	0	0	n.s.	147 332
	<i>Dont PAS</i>	105 024	0	0	n.s.	90 824
	Revenu moyen	-	-	-	n.s.	2 147
Acquisition seule	Effectifs	16	0	1	3	0
	Coût moyen	136 996	0	n.s.	n.s.	0
	Montant moyen prêté	108 263	0	n.s.	n.s.	0
	<i>Dont PAS</i>	83 193	0	n.s.	n.s.	0
	Revenu moyen	2 337	-	n.s.	n.s.	-
Ensemble	Effectifs	250	249	253	281	332
	Coût moyen	154 736	171 549	178 264	184 403	198 729
	Montant moyen prêté	144 351	154 994	159 997	168 211	181 906
	<i>Dont PAS</i>	96 700	111 867	118 120	124 258	116 132
	Revenu moyen	2 210	2 654	2 781	2 757	2 800

n.s. : non significatif

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2012 : 20%, 2013 : 20%, 2014 : 25%, 2015 : 29%, 2016 : 41%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

Annexe 21 : Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et PTZG dans les DOM par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2017)

Taille du ménage

	2012		2013		2014		2015		2016	
Personne seule	31	12,4%	45	18,1%	59	23,3%	62	22,1%	62	18,7%
2 personnes	60	24,0%	64	25,7%	44	17,4%	75	26,7%	69	20,8%
3 personnes	56	22,4%	55	22,1%	68	26,9%	70	24,9%	93	28,0%
4 personnes	70	28,0%	63	25,3%	58	22,9%	52	18,5%	86	25,9%
5 personnes	26	10,4%	15	6,0%	22	8,7%	21	7,5%	20	6,0%
6 personnes et plus	7	2,8%	7	2,8%	2	0,8%	1	0,4%	2	0,6%
Ensemble	250	100%	249	100%	253	100%	281	100%	332	100%
Taille moyenne	3,08		2,84		2,79		2,64		2,82	

Situation familiale des emprunteurs

	2012		2013		2014		2015		2016	
Marié ou vivant maritalement	161	64,4%	140	56,2%	142	56,1%	161	57,3%	195	58,7%
Seul	89	35,6%	109	43,8%	111	43,9%	120	42,7%	137	41,3%
Ensemble	250	100%	249	100%	253	100%	281	100%	332	100%

CSP des emprunteurs

	2012		2013		2014		2015		2016	
Agriculteurs	5	2,0%	3	1,2%	5	2,0%	1	0,4%	2	0,6%
Artisans, commerçants	6	2,4%	2	0,8%	4	1,6%	6	2,1%	11	3,3%
Cadres	22	8,8%	29	11,6%	30	11,9%	33	11,7%	38	11,4%
Prof. Intermédiaires	67	26,8%	46	18,5%	53	20,9%	58	20,6%	82	24,7%
Employés	114	45,6%	145	58,2%	139	54,9%	150	53,4%	159	47,9%
Ouvriers	33	13,2%	22	8,8%	9	3,6%	25	8,9%	31	9,3%
Retraités	2	0,8%	1	0,4%	4	1,6%	4	1,4%	4	1,2%
Inactifs	1	0,4%	1	0,4%	9	3,6%	4	1,4%	5	1,5%
Ensemble	250	100%	249	100%	253	100%	281	100%	332	100%

Annexe 22 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations finançant des PAS et des PTZ garantis
(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en métropole)

Génération	Effectif	%APL Déclarés Bruts1	%APL Calculé2
2012	25 431	58%	44%
2013	19 361	62%	42%
2014	19 529	58%	39%
2015	24 805	50%	33%
2016	26 065	40%	30%

1-Calcul effectué selon les déclarations brutes faites par les établissements de crédit

2-Ce chiffre est le résultat d'un calcul interne à la SGFGAS, en raison d'anomalies constatées dans le renseignement des déclarations brutes faites par les établissements de crédit.

Annexe 23 : Caractéristiques des types de travaux et des zones des

Eco-prêts garantis de la génération 2016

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en France entière)

2016		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Zone A	Effectifs	4	3	0	0	7 (2.8%)
	Montant moyen prêté	12 393	ns	0	0	15 709
	Coût moyen des travaux	12 393	ns	0	0	15 709
	Durée moyenne du prêt	93	ns	0	0	113
Zone B1	Effectifs	17	4	0	2	23 (9.1%)
	Montant moyen prêté	15 162	24 259	0	ns	16 193
	Coût moyen des travaux	16 149	24 259	0	ns	16 922
	Durée moyenne du prêt	112	180	0	ns	121
Zone B2	Effectifs	33	10	0	0	43 (17.1%)
	Montant moyen prêté	13 236	22 657	0	0	15 427
	Coût moyen des travaux	15 594	26 404	0	0	18 108
	Durée moyenne du prêt	103	174	0	0	120
Zone C	Effectifs	89	59	1	30	179 (71.0%)
	Montant moyen prêté	15 060	23 177	ns	8 075	16 559
	Coût moyen des travaux	18 382	26 861	ns	9 635	19 687
	Durée moyenne du prêt	108	148	ns	94	120
Ensemble	Effectifs	143	76	1	32	252
	Montant moyen prêté	14 577	23 046	ns	8 122	16 309
	Coût moyen des travaux	17 306	26 398	ns	9 584	19 055
	Durée moyenne du prêt	107	153	ns	93	120

n.s. : non significatif

NB: au sens du zonage de Robien

Type de travaux

Bouquet 2 actions	143	56,7%
Bouquets 3 actions ou plus	76	30,2%
Performance globale	1	0,4%
Assainissement	32	12,7%

Ensemble	252	100%
-----------------	------------	-------------

Annexe 24 : Parts de marché des établissements producteurs d'Eco-prêts garantis de la génération 2016

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en France entière)

	Effectifs	Montant prêté (M€)	%
Banques Populaires (BPCE)	78	1,2	29,6%
Caisses d'Epargne (BPCE)	14	0,2	5,5%
Crédit Foncier de France	7	0,1	3,3%
Groupe BPCE	99	1,6	38,5%
Crédit Agricole	155	2,6	61,5%
LCL	0	0,0	0,0%
Groupe Crédit Agricole LCL	155	2,6	61,5%
Crédit Mutuel	0	0,0	0,0%
CIC	0	0,0	0,0%
Groupe Crédit Mutuel CIC	0	0,0	0,0%
BNP/PARIBAS	0	0,0	0,0%
Société Générale	0	0,0	0,0%
Ensemble	254	4,2	100%

NB: dans les autres onglets relatifs aux Eco-prêts garantis, seuls ceux que l'on retrouve dans la base des Eco-prêts sont étudiés, soit 252 Eco-prêts sur un total de 254 dans la base des prêts garantis

**Annexe 25 : Caractéristiques des types de travaux et des CSP des emprunteurs
bénéficiant d'un Eco-prêt garanti de la génération 2015**
(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en France entière)

2016		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	9	9	0	2	20
	Montant moyen prêté	15 320	26 970	0	ns	19 031
	Coût moyen des travaux	24 820	31 205	0	ns	25 211
	Durée moyenne du prêt	103	147	0	ns	112
Artisans, commerçants	Effectifs	7	5	1	0	13
	Montant moyen prêté	16 724	24 215	ns	0	18 319
	Coût moyen des travaux	18 577	24 602	ns	0	19 466
	Durée moyenne du prêt	111	146	ns	0	116
Cadres	Effectifs	15	10	0	2	27
	Montant moyen prêté	16 412	24 974	0	ns	18 368
	Coût moyen des travaux	17 075	28 643	0	ns	20 095
	Durée moyenne du prêt	116	152	0	ns	121
Prof. Intermédiaires	Effectifs	24	8	0	2	34
	Montant moyen prêté	14 948	21 785	0	ns	15 677
	Coût moyen des travaux	19 083	26 796	0	ns	19 775
	Durée moyenne du prêt	113	150	0	ns	115
Employés	Effectifs	36	19	0	8	63
	Montant moyen prêté	14 543	22 309	0	8 157	16 074
	Coût moyen des travaux	15 871	24 731	0	8 849	17 651
	Durée moyenne du prêt	113	167	0	110	129
Ouvriers	Effectifs	19	15	0	5	39
	Montant moyen prêté	15 145	22 527	0	7 292	16 977
	Coût moyen des travaux	17 080	26 378	0	8 233	19 522
	Durée moyenne du prêt	115	160	0	120	133
Retraités	Effectifs	26	9	0	12	47
	Montant moyen prêté	13 062	19 479	0	7 961	12 988
	Coût moyen des travaux	15 876	23 276	0	9 633	15 699
	Durée moyenne du prêt	85	122	0	68	88
Inactifs	Effectifs	7	1	0	1	9
	Montant moyen prêté	10 527	ns	0	ns	8 188
	Coût moyen des travaux	14 083	ns	0	ns	10 953
	Durée moyenne du prêt	98	ns	0	ns	76
Ensemble	Effectifs	143	76	1	32	252
	Montant moyen prêté	14 577	23 046	ns	8 122	16 253
	Coût moyen des travaux	17 306	26 398	ns	9 584	18 999
	Durée moyenne du prêt	107	153	ns	93	119

n.s. : non significatif

Annexe 26 : Caractéristiques des types de travaux et des zones climatiques des Eco-prêts garantis de la génération 2016

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en France entière)

2016		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
H1a	Effectifs	10	2	0	4	16
	Montant moyen prêté	12 346	ns	0	8 894	13 049
	Coût moyen des travaux	15 539	ns	0	10 960	15 561
	Durée moyenne du prêt	109	ns	0	105	113
H1b	Effectifs	3	1	0	1	5
	Montant moyen prêté	ns	ns	0	ns	17 254
	Coût moyen des travaux	ns	ns	0	ns	22 338
	Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	ns	115
H1c	Effectifs	3	4	0	0	7
	Montant moyen prêté	ns	20 448	0	0	20 256
	Coût moyen des travaux	ns	31 759	0	0	32 681
	Durée moyenne du prêt	ns	150	0	0	137
H2a	Effectifs	0	1	0	1	2
	Montant moyen prêté	0	ns	0	ns	ns
	Coût moyen des travaux	0	ns	0	ns	ns
	Durée moyenne du prêt	0	ns	0	ns	ns
H2b	Effectifs	14	7	1	4	26
	Montant moyen prêté	14 297	16 535	ns	6 844	13 743
	Coût moyen des travaux	16 490	19 371	ns	7 758	15 828
	Durée moyenne du prêt	111	135	ns	120	122
H2c	Effectifs	107	54	0	22	183
	Montant moyen prêté	14 583	24 356	0	8 192	16 699
	Coût moyen des travaux	17 035	27 844	0	9 692	19 342
	Durée moyenne du prêt	106	156	0	88	118
H2d	Effectifs	0	1	0	0	1
	Montant moyen prêté	0	ns	0	0	ns
	Coût moyen des travaux	0	ns	0	0	ns
	Durée moyenne du prêt	0	ns	0	0	ns
H3	Effectifs	6	6	0	0	12
	Montant moyen prêté	15 105	19 661	0	0	17 383
	Coût moyen des travaux	15 106	19 885	0	0	17 495
	Durée moyenne du prêt	110	150	0	0	130
Ensemble	Effectifs	143	76	1	32	252
	Montant moyen prêté	14 577	23 046	ns	8 122	16 253
	Coût moyen des travaux	17 306	26 398	ns	9 584	18 999
	Durée moyenne du prêt	107	153	ns	93	119

n.s. : non significatif

**Annexe 27 : Caractéristiques des types de travaux et des périodes d'achèvement
des Eco-prêts garantis de la génération 2016**

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en France entière)

		2016				
		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Avant 1949	Effectifs	41	33	0	15	89
	Montant moyen prêté	15 574	23 881	0	7 991	17 376
	Coût moyen des travaux	18 486	29 411	0	9 645	21 047
	Durée moyenne du prêt	109	150	0	99	123
Entre 1949 et 1974	Effectifs	44	30	0	6	80
	Montant moyen prêté	15 096	21 552	0	7 121	16 919
	Coût moyen des travaux	19 007	23 228	0	8 201	19 780
	Durée moyenne du prêt	106	164	0	92	127
Entre 1975 et 1989	Effectifs	58	13	1	11	83
	Montant moyen prêté	13 478	24 372	ns	8 845	14 577
	Coût moyen des travaux	15 181	26 065	ns	10 256	16 219
	Durée moyenne du prêt	106	134	ns	86	109
Ensemble	Effectifs	143	76	1	32	252
	Montant moyen prêté	14 577	23 046	ns	8 122	16 253
	Coût moyen des travaux	17 306	26 398	ns	9 584	18 999
	Durée moyenne du prêt	107	153	ns	93	119

n.s. : non significatif

Annexe 28 : Caractéristiques des types de travaux, de la nature, de l'occupation du logement et du commanditaire des travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2016

(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en France entière)

2016		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble	
Nature du logement	Maison individuelle	Effectifs	138	70	1	32	241
		Montant moyen prêté	14 596	23 338	ns	8 122	16 273
		Coût moyen des travaux	17 429	26 405	ns	9 584	18 981
		Durée moyenne du prêt	107	152	ns	93	118
	Appartement	Effectifs	5	6	0	0	11
		Montant moyen prêté	14 035	19 633	0	0	17 088
		Coût moyen des travaux	13 905	26 315	0	0	20 674
		Durée moyenne du prêt	120	170	0	0	147
Occupation du logement	Par le propriétaire	Effectifs	138	73	1	32	244
		Montant moyen prêté	14 546	22 887	ns	8 122	16 197
		Coût moyen des travaux	17 318	26 311	ns	9 584	18 981
		Durée moyenne du prêt	107	152	ns	93	119
	En location	Effectifs	2	2	0	0	4
		Montant moyen prêté	ns	ns	0	0	20 681
		Coût moyen des travaux	ns	ns	0	0	22 630
		Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	0	150
	Mis à disposition gratuitement	Effectifs	3	1	0	0	4
		Montant moyen prêté	ns	ns	0	0	18 765
		Coût moyen des travaux	ns	ns	0	0	19 968
		Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	0	135
	Vacant	Effectifs	0	0	0	0	0
		Montant moyen prêté	0	0	0	0	0
		Coût moyen des travaux	0	0	0	0	0
		Durée moyenne du prêt	0	0	0	0	0
Commanditaire des travaux	Bénéficiaire	Effectifs	142	76	1	32	251
		Montant moyen prêté	14 539	23 046	ns	8 122	16 294
		Coût moyen des travaux	17 247	26 398	ns	9 584	19 028
		Durée moyenne du prêt	107	153	ns	93	120
	Copropropriété	Effectifs	0	0	0	0	0
		Montant moyen prêté	0	0	0	0	0
		Coût moyen des travaux	0	0	0	0	0
		Durée moyenne du prêt	0	0	0	0	0
	Bénéficiaire et copropriété	Effectifs	1	0	0	0	1
		Montant moyen prêté	ns	0	0	0	ns
		Coût moyen des travaux	ns	0	0	0	ns
		Durée moyenne du prêt	ns	0	0	0	ns
Ensemble	Effectifs	143	76	1	32	252	
	Montant moyen prêté	14 577	23 046	ns	8 122	16 309	
	Coût moyen des travaux	17 306	26 398	ns	9 584	19 055	
	Durée moyenne du prêt	107	153	ns	93	120	

n.s. : non significatif

Annexe 29 : Caractéristiques des types de travaux des opérations PAS et Eco-prêts garantis sur la génération 2016*(déclarations arrêtées au 16/02/2017 en France entière)*

2016	Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Effectifs	10	9	1	4	24
Montant moyen prêté	124 797	131 244	ns	105 369	124 980
Coût moyen des travaux	15 511	27 824	ns	7 278	18 659
Coût moyen d'opération	125 118	123 656	ns	99 989	121 210